

# Le thermomètre des Belges

RTL TVI

LE SOIR

 Solidaris  
mutualité

Rapport de recherche

**Où en sont les inégalités aujourd'hui ?**

Janvier 2019

 Solidaris  
mutualité

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ Solidarité Mutualité Socialiste représente 3.100.000 affiliés en Belgique.  
Leader en Belgique francophone avec 1.650.000 affiliés et près de 40% de parts de marché, elle est présente dans 65% des communes avec plus de 250 bureaux.  
La Solidarité, que nous défendons et incarnons depuis près de 150 ans, est notre valeur-phare.  
Elle est partagée par nos 10.000 collaborateurs et constitue le socle de notre action.
  
- ▶ Solidarité Mutualité Socialiste est active dans 3 domaines :
  - la gestion de l'assurance-maladie invalidité obligatoire (remboursement des soins de santé et paiement des indemnités)
  - l'octroi d'avantages à nos affiliés dans le cadre de l'assurance complémentaire : avantage naissance, contraception, vaccination, lunetterie...
  - la défense de nos affiliés et l'engagement à leur fournir des informations et services en matière de santé et de droits sociaux
  
- ▶ Solidarité Mutualité Socialiste rassemble une grande diversité de services spécifiques (aide et soins à domicile, centre de service social, planning familial, ...) et dispose d'un vaste réseau associatif qui se compose d'une organisation de jeunesse (Latitude Jeunes), d'un mouvement de femmes (les FPS), de l'Association Socialiste de la Personne Handicapée (ASPH) et d'une association de seniors (Espace Seniors).

- ▶ Face aux défis à venir dans le secteur des soins de santé, à savoir le contexte socio-économique, la disparition des attestations de soins, l'évolution des technologies, le vieillissement de la population, ..., Solidarité Mutualité Socialiste a lancé en janvier 2010 un vaste exercice d'introspection autour d'une question fondamentale :

### **Que veut être Solidarité Mutualité Socialiste en 2015-2020 ?**

- ▶ **HORIZON**, notre projet d'entreprise, est la réponse à cette question.

Il s'articule autour de 3 objectifs fédérateurs :

- être un gestionnaire incontournable de l'Assurance Maladie-Invalidité,
- être un prestataire full service et
- être acteur social & politique.

- ▶ Parce que nous sommes une organisation qui représente 3.100.000 de personnes, nous avons le devoir de nous exprimer, de prendre position par rapport aux réalités qui rythment notre actualité, de faire entendre notre voix et celle de nos affiliés sur des débats de société, de formuler des revendications et des propositions de changement.
- ▶ Ce Projet d'Entreprise est une formidable opportunité pour prendre à bras le corps les défis actuels et continuer à faire ce que nous faisons depuis toujours : **garantir à tous un accès à des soins de santé de qualité.**

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ En 2012, dans le cadre de son projet d'entreprise HORIZON, Solidaris Mutualité Socialiste lance son programme d'enquêtes sociales et politiques : le Thermomètre Solidaris. Avec le Thermomètre Solidaris, Solidaris Mutualité Socialiste veut aborder en profondeur et sans tabou, les problématiques sociales et politiques qui constituent aujourd'hui des enjeux majeurs en termes de perspectives pour l'avenir, parce que ces questions déterminent profondément le bien-être global des individus.
- ▶ Ainsi, nous allons périodiquement investiguer un sujet de société qui fait débat. D'une part en interrogeant, via un programme de sondages, la voix de celles et ceux qui sont acteurs de la thématique traitée, avec fondamentalement, deux perspectives, celle de la demande et celle de l'offre.  
D'autre part, au sein d'un groupe d'experts, nous analysons les résultats de ces enquêtes, dressons les constats, prenons position et formulons des pistes de propositions concrètes.
- ▶ Notre démarche repose sur 3 grands principes :
  - La collaboration avec des experts indépendants, spécialistes du domaine traité,
  - Le professionnalisme et la rigueur scientifique dans la production des enquêtes, par le recours à des instituts reconnus,
  - L'implication et la transparence vis-à-vis des partenaires (experts, médias, collaborateurs) tout au long du processus.
- ▶ Afin d'assurer le meilleur écho à ces dossiers, Solidaris Mutualité Socialiste a choisi de s'associer à deux médias d'envergure et de qualité que sont Le Soir et RTL.

**Le onzième sujet que le Thermomètre Solidaris aborde est :**

**« Où en sont les inégalités aujourd'hui ? ».**

- ▶ Les dix précédents sujets traités ont été les suivants :
  - **Juin 2012** : le bien-être psychologique de la population belge francophone - *Comment allons-nous ?*
  - **Décembre 2012** : le stress au travail de la population belge francophone, salariée et indépendante - *Et si on attaquait le mal à la racine ?*
  - **Juin 2013** : la construction des adolescents belges francophones dans notre société - *Comment vont les adolescents ?*
  - **Décembre 2013** : la question du rapport à l'alimentation - *Comment percevons-nous l'offre de produits alimentaires ?*
  - **Avril 2014** : la question du rapport aux médicaments - *Comment vivons-nous avec les médicaments ?*
  - **Novembre 2014** : *Que vivent les 18 – 30 ans ?*
  - **Mai 2015** : *Que vivent les "Retraité(e)s récents ?"*
  - **Décembre 2015** : *Comment vont les parents de jeunes enfants – 0 à 3 ans - ?*
  - **Octobre 2016** : *Le travail protège-t-il du risque de la précarité financière, voire de la pauvreté ?*
  - **Mai 2017** : *Comment vont les personnes de 80 ans et plus ?*

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.



***"Les inégalités pervertissent la démocratie"***

Paul De Grauwe  
Economiste,  
Professeur à la London School of Economics

***"Il y a 30 ans, 1% des plus riches américains absorbaient à son profit 8% du produit intérieur, désormais c'est entre 20 % et 25%.***

***On voit bien que les tensions s'exacerbent surtout vers les 0,01% de supra-riches. Soyons clair : la rémunération du capital a progressé depuis 30 ans aux dépens de la rémunération du travail ".***

Alain Minc  
Economiste, administrateurs de sociétés

***" C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches"***

Victor Hugo  
*"L'Homme qui rit"*

# L'égalité n'est pas toujours Justice



Ceci est l'égalité



Ceci est la Justice

### ► Les inégalités : une méthode d'analyse, des enjeux sociétaux.

Dans son dernier ouvrage, "Rapport sur les inégalités mondiales" \*, Thomas Piketty montre que :

*"Depuis 1980, les inégalités de revenus se sont creusées à vive allure en Amérique du Nord et en Asie. En Europe, elles ont augmenté à un rythme plus modéré, cependant qu'au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et au Brésil, elles sont restées stables à des niveaux extrêmement élevés. Pendant cette période, les 0,1% les plus riches de la planète ont capté autant de croissance que les 50% les plus pauvres. Inversement, la croissance des revenus a été lente ou inexistante pour la population située entre les 50% les plus pauvres et les 1% les plus riches, une catégorie qui comprend les classes moyennes et populaires d'Amérique du Nord et d'Europe."*

Dans une récente interview, l'économiste Paul De Grauwe \*\* affirme :

*" Ce n'est qu'à partir de 1980 que la mondialisation et l'ouverture des marchés ont provoqué une nouvelle hausse des inégalités".*

Thomas Piketty ajoute :

*"Nous sommes convaincus que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et de remèdes efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales."*

Et Paul De Grauwe complète :

*"Quand les inégalités deviennent trop fortes, le consensus social se détériore et on risque d'aboutir à une situation où une grande partie de la population vit dans le ressentiment, éprouve une sensation d'injustice permanente, avec la tentation d'un changement brutal pour en finir avec cette injustice".*

---

\* Thomas PIKETTY et d'autres chercheurs, *Rapport sur les inégalités mondiales*, Seuil, Paris, 2018.

\*\* Paul DE GRAUWE in *Imagine*, Janvier-février 2018.

## COMMENT ABORDER LA QUESTION DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET QUELS SONT LES ENJEUX ? (III)

---

Si les inégalités ont évidemment toujours existé, depuis les années 80, elles s'aggravent fortement. Loin d'adopter uniquement une lecture morale de cette croissance des inégalités qui peut conduire à des indignations fortes, par ailleurs bien compréhensibles, ces chercheurs mettent en garde et posent que l'enjeu est, ni plus ni moins, la question de la démocratie.

De Grauwe évoque l'ouvrage de Tocqueville sur la démocratie aux Etats-Unis : *"Quand il y a trop d'inégalités, on n'a plus de démocratie."*

Les enjeux de démocratie et d'inégalités sont fortement liés.

Pourquoi les années 80 marquent un tournant dans la croissance des inégalités qu'aucun acteur collectif ne semble actuellement en capacité de contrecarrer efficacement par des combats socio-économiques **collectifs** ?

Le mouvement social qui était précédemment porteur du changement s'est fortement affaibli. L'hétérogénéité des situations de travail et de vie est devenue telle que l'identification aux autres et le sentiment de partager des intérêts et une vision d'un futur désirable est devenu beaucoup plus complexe. Définir de nouvelles utopies crédibles et de nouveaux horizons de lutte qui touchent aux grandes orientations de nos sociétés semble illusoire et donc peu mobilisateur. Ce qui tend à dominer sont les conflits défensifs souvent corporatistes. Ou des explosions de colère, des jacqueries, que les idéologies populistes identitaires parviennent à manipuler habilement et à capitaliser en leur faveur dans leur stratégie de quête du pouvoir.

Le philosophe Philippe Van Parijs montre que l'économiste von Hayek avait compris cette évolution comme conséquence des dérégulations \* :

*"Pour von Hayek, la libre circulation des biens, des travailleurs, des services et des capitaux dans un marché unique européen aurait pour conséquence de priver les Etats de la capacité d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie, de mener des politiques industrielles, fiscales, sociales, redistributives, etc. Mais aussi, selon lui, cette limitation de la souveraineté nationale ne pourrait être compensée ou remplacée par une capacité d'action collective en raison des différences économiques entre les Etats membres et l'absence d'un sentiment d'appartenance à un même peuple. C'est la concurrence qui prévaudra".*

---

\* Philippe VAN PARIJS, *La trappola di Hayek e il destino dell'Europa*, Edit Morcelliana, Brescia, 2017,

## COMMENT ABORDER LA QUESTION DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET QUELS SONT LES ENJEUX ? (III)

---

En somme, von Hayek décrivait déjà les impacts de certaines décisions politiques (libéralisation, dérégulation) sur les sociétés et les acteurs sociaux. Il anticipait l'émergence de la société liquide \* : plus aucun acteur social n'a de réelle capacité d'agir. Seule une sphère financière mondiale domine. Et elle creuse les inégalités.

Citons un seul aspect. Piketty explique : *"bien que la fiscalité soit un instrument essentiel de correction des inégalités, elle se heurte à des obstacles parmi lesquels l'évasion fiscale. Les capitaux placés dans les paradis fiscaux représentent plus de 10% du PIB mondial et ce volume s'est considérablement accru depuis les années 70"* \*\*.

Selon Philippe Van Parijs, *"le père du néolibéralisme, von Hayek, a eu plus de flair que les pères fondateurs de l'Europe"*. Von Hayek avait ainsi anticipé que le triomphe du marché unique serait la domination de la finance et atomiserait les individus et phagocyterait toute action collective.

Ce qui est remarquable est que, sans ourdir un complot, von Hayek avait compris avant tout le monde que la dérégulation, notamment de la finance, allait opérer comme un acide sur toutes les institutions mais aussi sur toutes les actions collectives et allait créer une configuration où les sociétés se fragmenteraient de plus en plus et où les individus seraient atomisés face à des logiques de la sphère financière. von Hayek en avait une lecture positive car selon lui, ainsi le marché pourrait alors se développer sans entraves et, toujours, selon lui, assurer une certaine prospérité.

Alain Touraine complète cette analyse \*\*\* : *"nous sommes aujourd'hui dans une situation post-sociale, directement liée à la rupture entre l'économie industrielle et le capitalisme financier. La nouvelle ère dans laquelle nous vivons aujourd'hui est celle d'un capitalisme global qui est marqué par le triomphe d'une vision de la société réduite à la recherche du profit."*

---

\* Ce concept est notamment développé dans plusieurs ouvrages par le sociologue Zygmunt BAUMAN,.

\*\* Thomas PIKETTY, op cit.

\*\*\* Alain TOURAINE, *La fin des sociétés*, Seuil, Paris, 2013.

Et Touraine ajoute « *c'est ainsi que toute forme d'émancipation individuelle ou collective est bloquée. Le monde à la fin du XXème siècle a réussi à éliminer le Sujet. La chasse au Sujet était totale : le capitalisme industriel a été remplacé par le capitalisme financier, sans fonction économique. La masse des capitaux reste non soumise au contrôle. Le Sujet est tué par la finance* ».

L'habileté des néo-libéraux dès l'époque Thatcher et Reagan, dans les années 1980, est d'avoir su imposer leur hégémonie culturelle en « naturalisant » cette logique de la « nécessité du libre échange » (« TINA », « There Is No Alternative ») et pu masquer derrière les avantages économiques de la croissance économique due au libre-échange le sort fatal réservé aux possibilités de toute politique publique, y compris les politiques de redistribution.

Alors que ces évolutions n'ont évidemment rien de « naturelles » ou d'« inéluctables » mais sont le fruit de rapports de forces entre acteurs à un moment historique précis. Mais elles ont été présentées comme « seules possibles ».

Les « choix » économiques sont présentés comme « naturels » et l'imaginaire dominant est vampirisé par l'imaginaire capitaliste-libéral.

Le constat est évident : la finance est mondiale, la politique est nationale, voire régionale. L'hégémonie culturelle est celle de la financiarisation et de ses prolongements. Cette équation est simple mais très lourde de conséquences.

Et de jour en jour, les inégalités s'accroissent sans grandes entraves en faisant peser sur le monde des très lourds périls.



- ▶ Ce rapport Thermomètre Solidaris sur les inégalités en Belgique et en Fédération Wallonie-Bruxelles vise d'abord à documenter la problématique des inégalités pour nourrir un débat devenu, on l'aura compris, essentiel, à l'échelle de chaque Etat, de chaque société, de l'Europe et du monde.

La période électorale qui s'ouvre en Belgique jusqu'aux divers scrutins de mai 2019 est un moment propice pour mettre sur la place publique ces données et cet enjeu fondamental.

Appréhender les inégalités est complexe.

Au moins deux approches complémentaires sont indispensables.

Par exemple, les statistiques macro économiques mesurent le taux réel de personnes déclassées. Mais elles n'appréhendent pas **la peur** du déclassement, or c'est cette peur qui conduit à des comportements notamment électoraux. C'est l'électorat de Trump, du Brexit, et plus généralement des divers partis populistes identitaires et d'extrême-droite en Europe. Ces comportements menacent la démocratie. Il est donc aussi indispensable d'appréhender les subjectivités et les représentations sociales des individus : les inégalités sont-elles ressenties comme injustes, insupportables ? Ces inégalités sont-elles une fatalité ? Qui est perçu comme agissant ou devrait agir ? Comment ? etc.

C'est un aspect du réel qui est rarement pris en compte dans les analyses macro économiques.

Lorsqu'il a appris l'élection de Donald Trump, le prix Nobel d'économie Paul Krugman a déclaré : "*Les gens comme moi n'ont vraiment pas compris le pays dans lequel nous vivons*". Un pan du réel lui avait échappé. Il s'agissait de la subjectivité des individus.

Notre méthode conjugue donc deux démarches : d'une part la réalité statistique sur les inégalités socio-économiques et d'autre part, les perceptions, les représentations sociales et les attitudes face aux inégalités socio-économiques.

# AGENDA

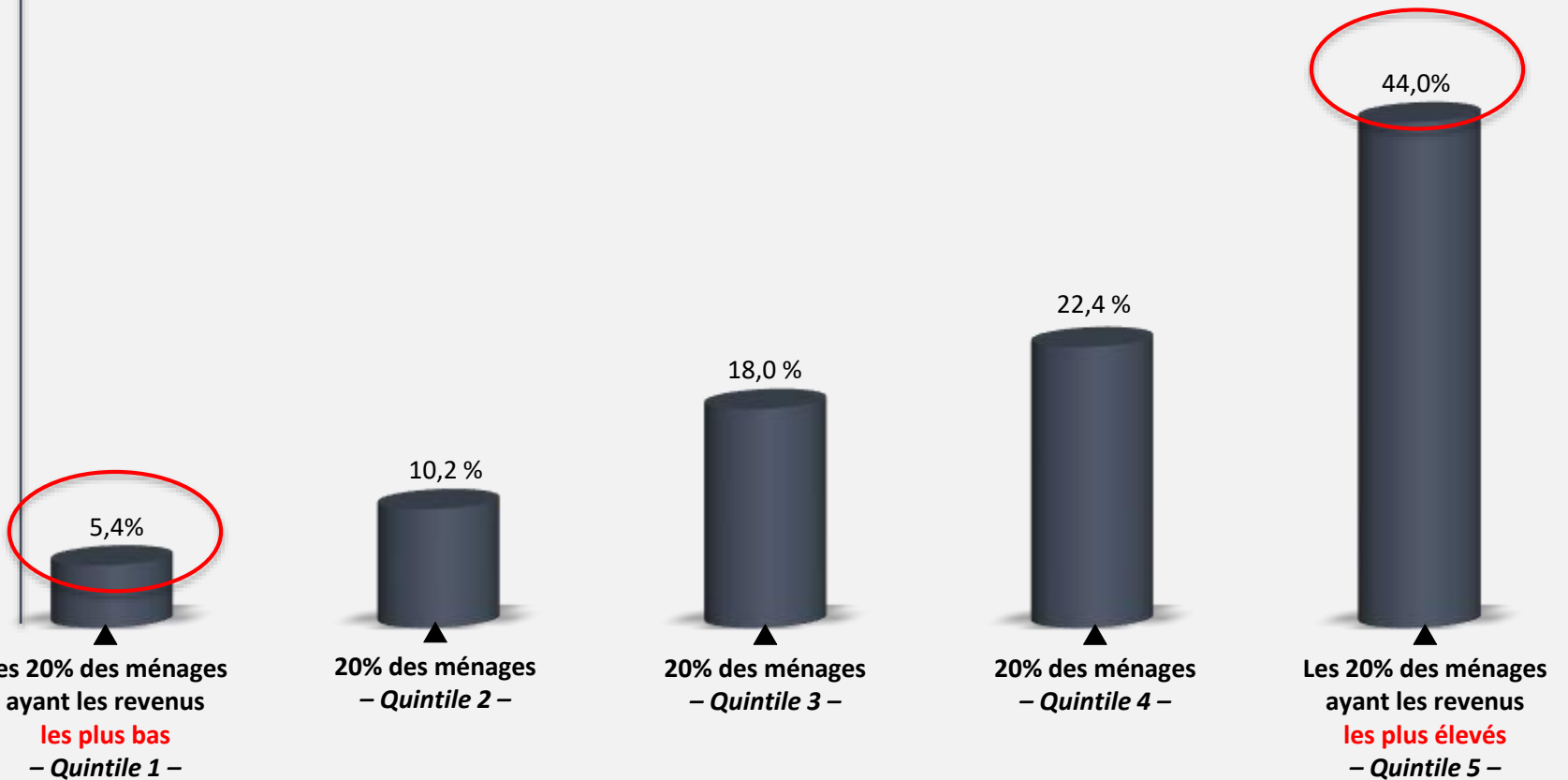
▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Les 20% des ménages ayant les revenus les plus élevés se partagent 44 % du total des revenus.**
- ▶ **A l'autre extrémité, les 20% qui gagnent le moins se partagent 5,40% du total des revenus.**
- ▶ **Les revenus de ceux qui gagnent le plus sont donc, en moyenne, huit fois plus élevés que ceux qui gagnent le moins. Il est évident que c'est une moyenne, des différentiels nettement plus élevés sont observés.**

## Les inégalités de revenus

- Du travail et d'autres sources -

% du revenu total  
brut des ménages



Niveau  
de revenus

Source : BNB – HFCS 2014\*

- Enquête sur le comportement financier des ménages - *Household Finance and Consumption Survey* (HFCS) organisée par la Banque Nationale de Belgique.
- Dernières données disponibles : 2014.

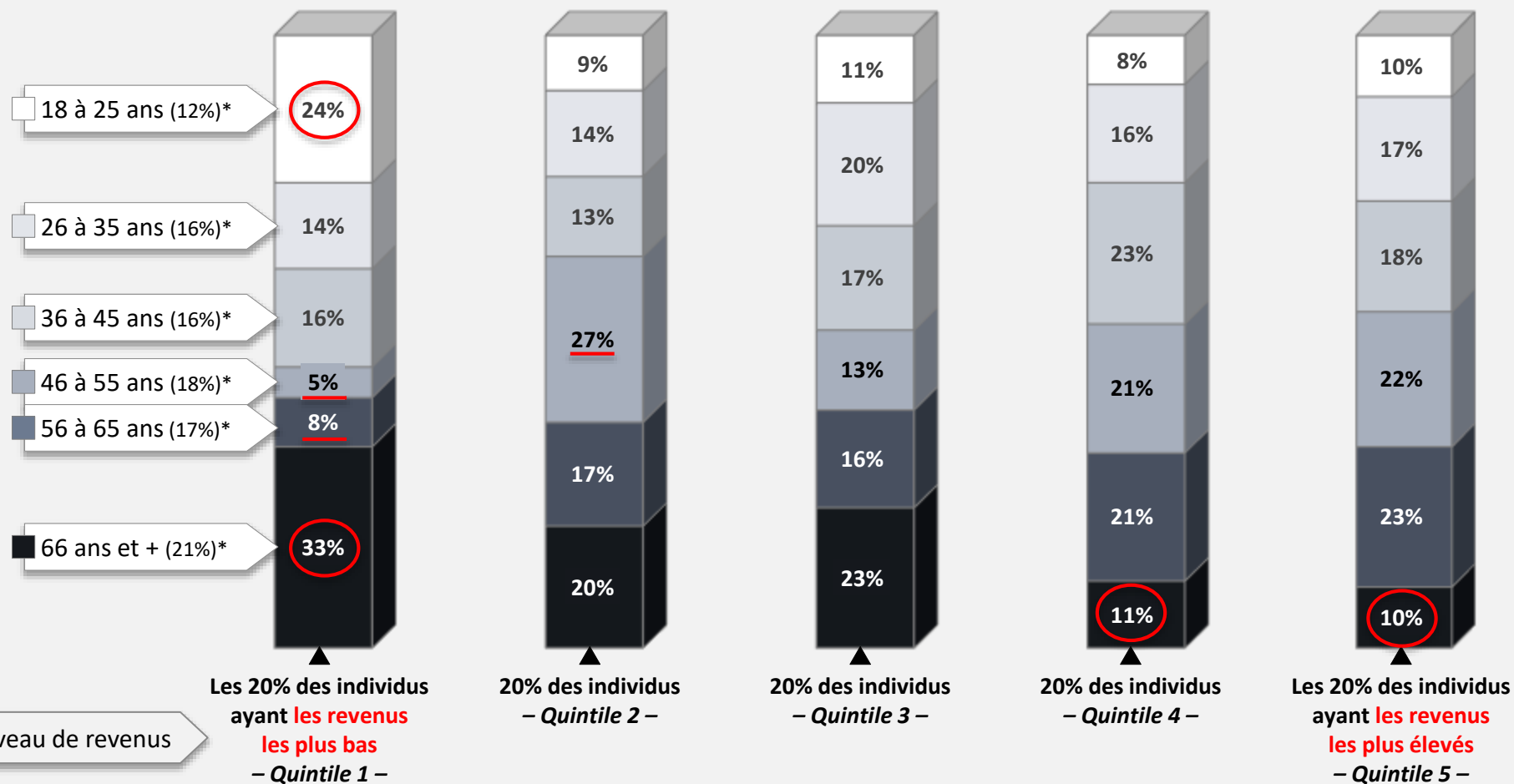
► **Tendanciellement :**

- **deux classes d'âge sont nettement sur représentées parmi les revenus les plus faibles : les jeunes (18 à 25 ans) et les plus âgés (65 ans et plus).  
Ceci confirme diverses autres études.**
- **les femmes sont nettement plus nombreuses parmi les niveaux de revenus bas et nettement moins nombreuses dans les niveaux de revenus élevés.**

## Les profils selon les quintiles de revenus

– selon l'âge –

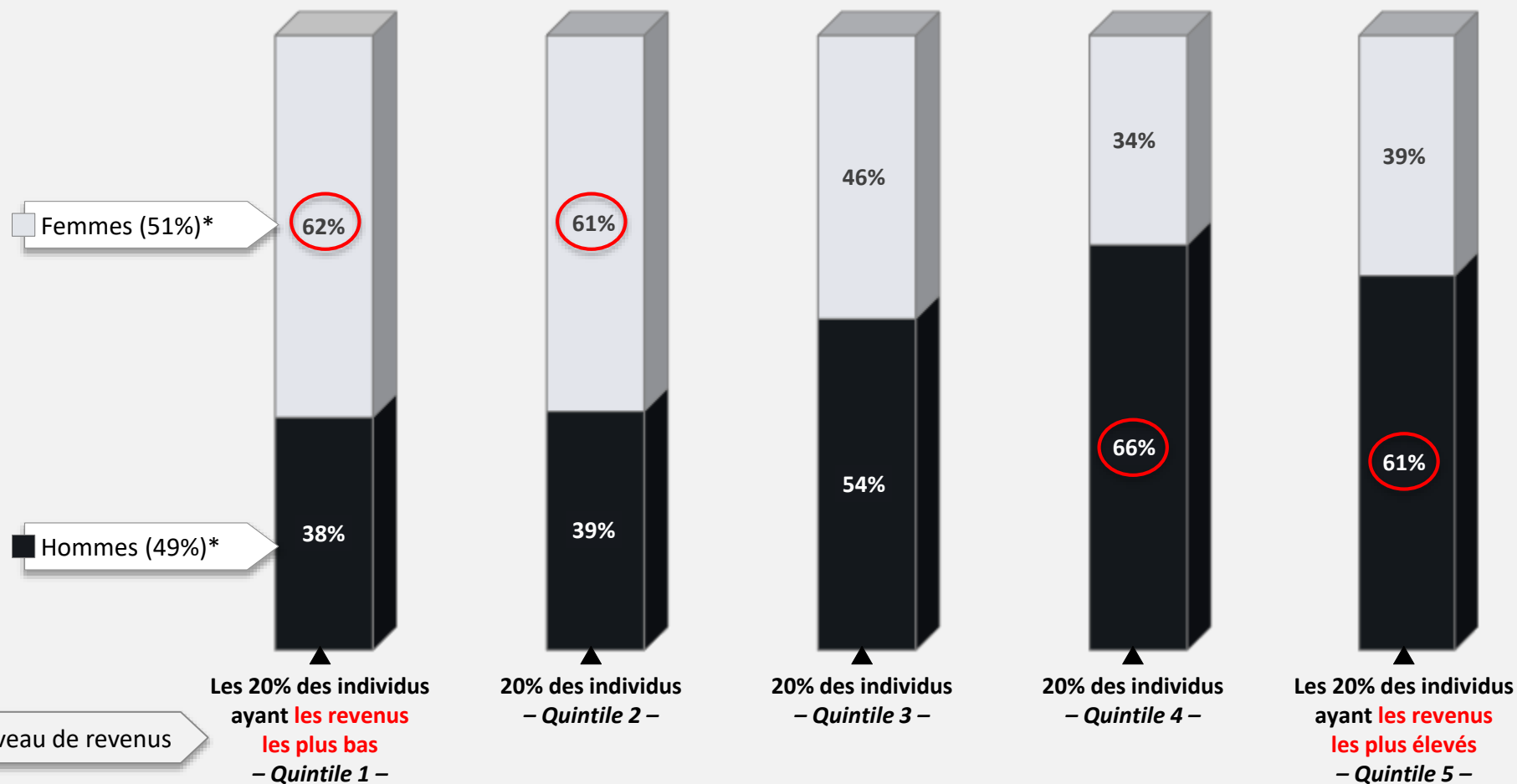
Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidaris 2018 - ( )\* = Répartition de cette classe d'âge dans la population totale.

## Les profils selon les quintiles de revenus – selon le genre –

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidaris 2018 - ( )\*= Répartition du genre dans la population totale.

▶ **Le patrimoine est réparti de façon encore plus inégale que les revenus.**

*– Le patrimoine est le résultat de l'accumulation de revenus épargnés et des transferts intergénérationnels –.*

▶ **Les 20% des ménages les plus riches détiennent 59,2 % du patrimoine net des ménages.**

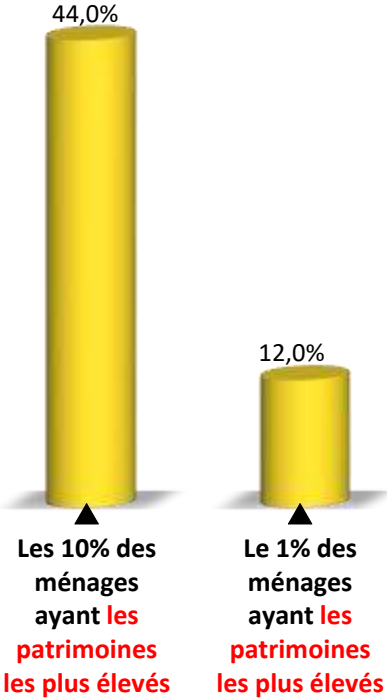
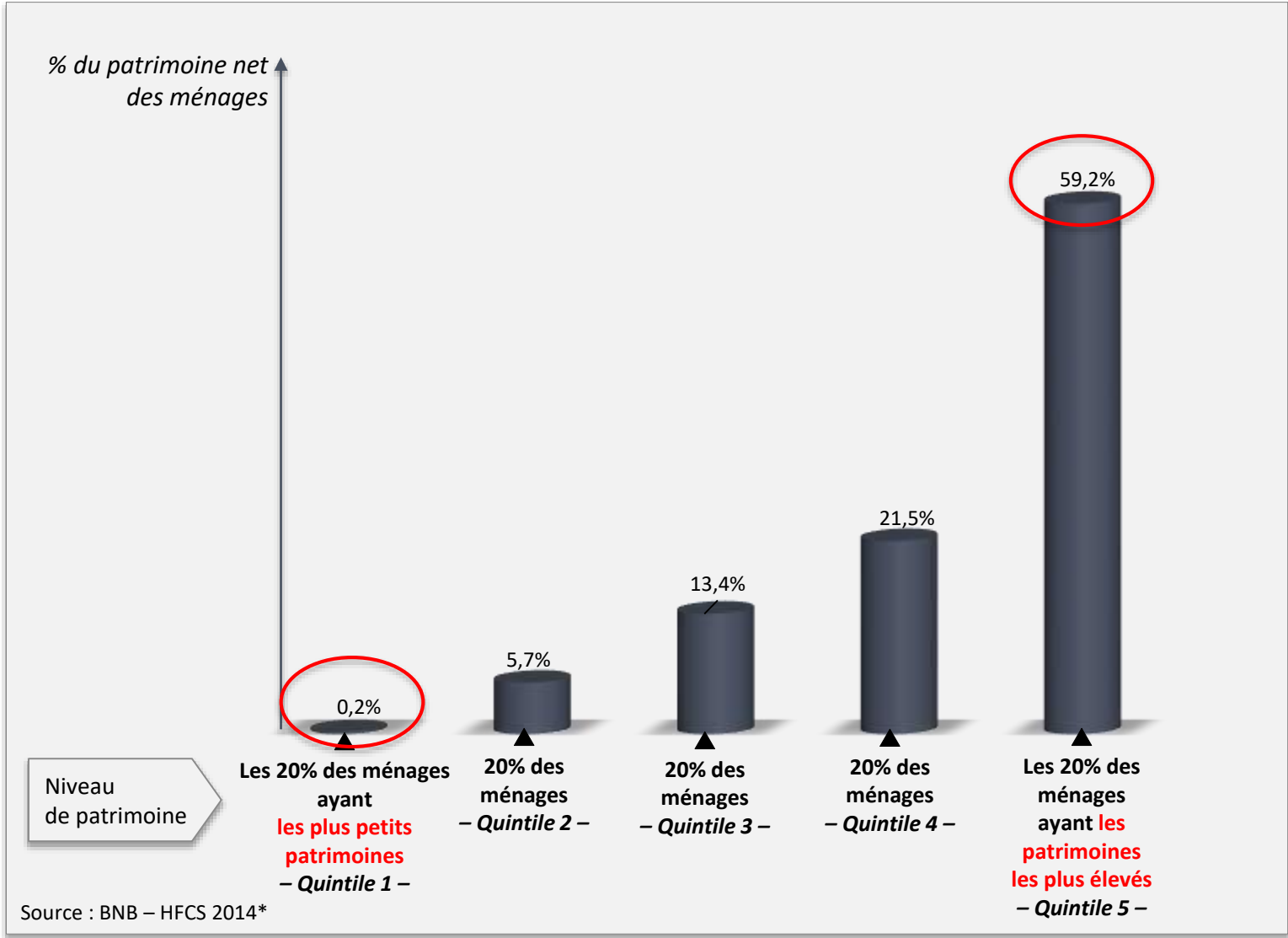
**Parmi eux, les 10% les plus riches détiennent 44% du patrimoine.**

**Et le 1% le plus riche possède 12% du patrimoine net des ménages soit autant que la moitié des ménages.**

▶ **A l'autre extrémité, les 20% les moins aisés ne possèdent que 0,20% du total du patrimoine net. Soit un patrimoine près de 300 fois plus petit que les 20% les plus nantis !**



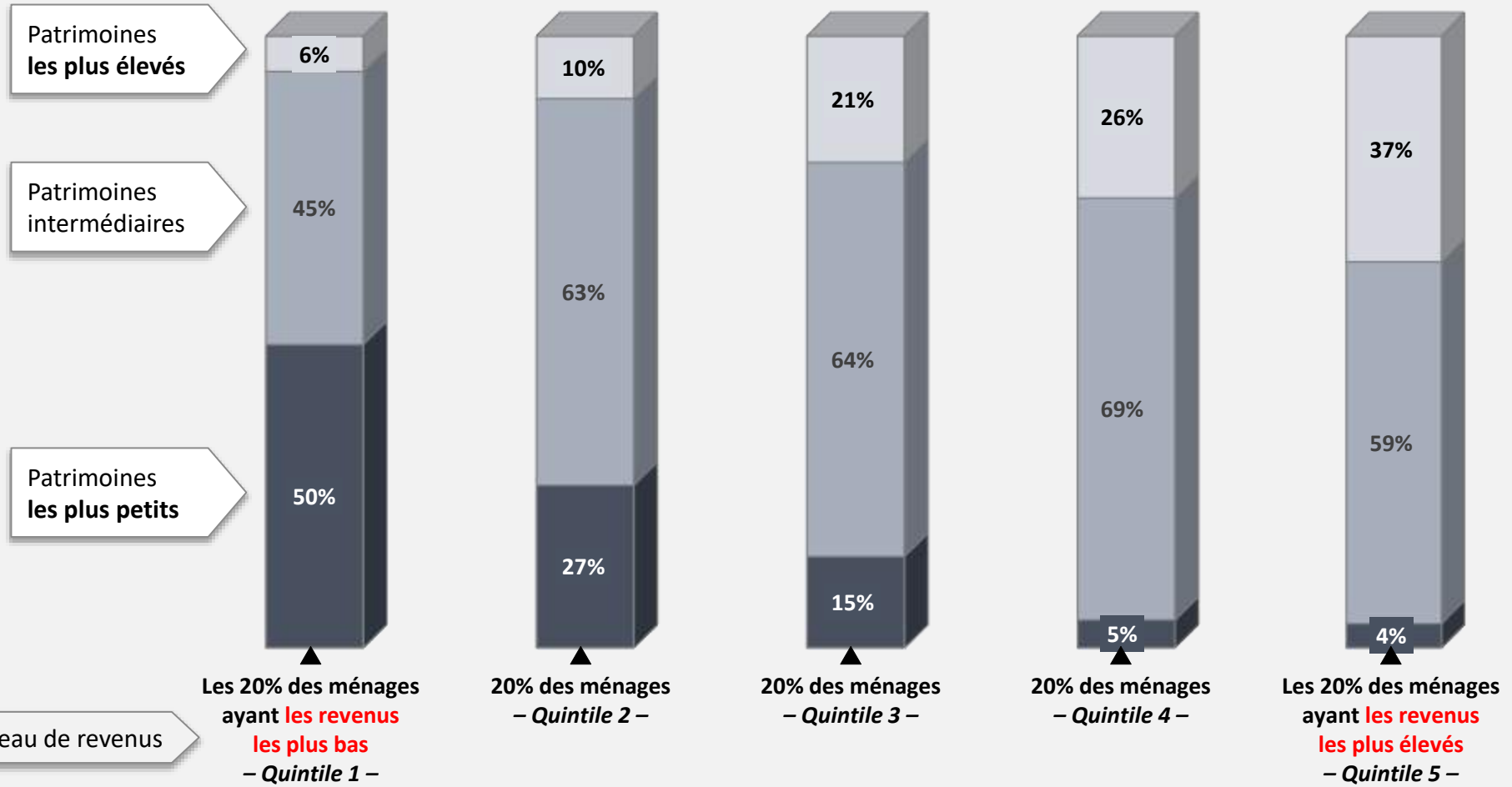
# Les inégalités de patrimoine



\* Enquête sur le comportement financier des ménages - Household Finance and Consumption Survey (HFCS) organisée par la Banque Nationale de Belgique.

- ▶ **Logiquement, c'est parmi les ménages à revenus élevés qu'il y a la plus forte proportion des patrimoines les plus élevés et réciproquement : les ménages ayant les revenus les plus bas sont aussi tendanciellement ceux qui ont les plus faibles patrimoines.**
- ▶ **Même s'il existe quelques situations spéciales, par exemple 5,8% des ménages ayant les revenus les plus faibles disposent d'un patrimoine important (par exemple des retraités) et à l'inverse : 4% des ménages ayant les revenus les plus élevés ont un patrimoine très faible (par exemple des jeunes hautement qualifiés).**

## Les inégalités de revenus et de patrimoines



Source : BNB – HFCS 2014\*

\* Enquête sur le comportement financier des ménages - Household Finance and Consumption Survey (HFCS) organisée par la Banque Nationale de Belgique.

- ▶ **Plus le revenu est élevé, logiquement, plus il existe une forte proportion d'individus qui souscrivent à des produits financiers en vue de leurs pensions car ils disposent d'une capacité d'épargne importante.**
- ▶ **Par ailleurs, de 15 à 18% d'individus possèdent des produits financiers (actions cotées en Bourse et Fonds de placements) dont les plus-values ne sont pas taxées.**

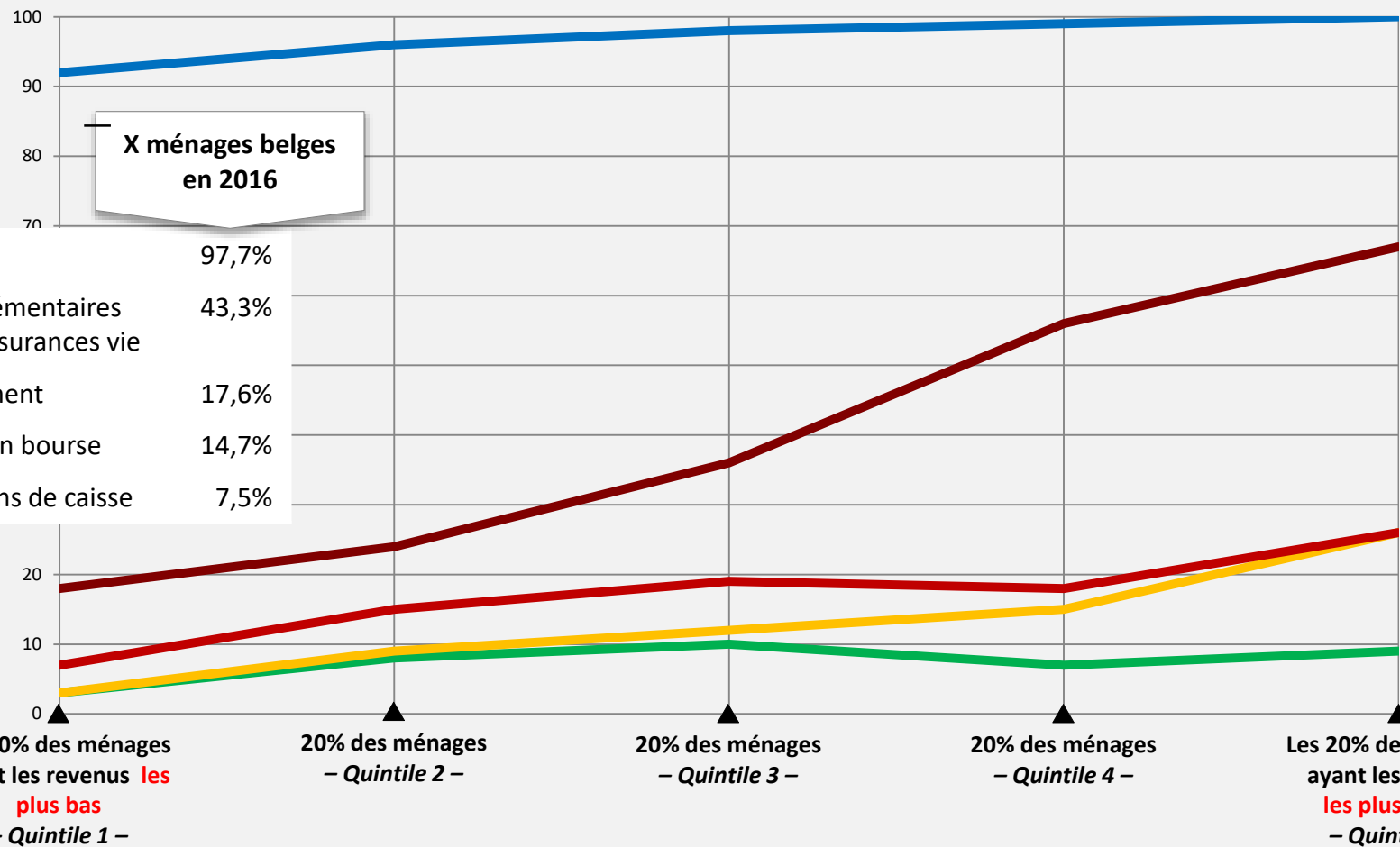
**En volume possédé, selon une étude de l'Université d'Anvers et de la KUL menée en 2016, *"les 10% des belges les plus riches possèdent 85% des actions cotées en Bourse"*.**

**Plus le revenu est élevé, plus la proportion de possesseurs de ces produits - peu ou pas taxés - augmente.**

**Il s'agit clairement ici d'un impact de l'impôt qui accroît ainsi les inégalités : plus on a des revenus élevés, plus on a la capacité d'investir dans des produits financiers non taxés au niveau de la plus-value, plus le patrimoine augmente en s'accumulant.**

**Ceux qui ont des revenus moyens ou faibles lorsqu'ils ont la possibilité de placer de l'argent, le font dans des produits dont les dividendes ou les intérêts sont taxés (par exemple : obligations, bons de caisse, comptes d'épargne).**

## Les inégalités de détention de produits financiers



Source : BNB – HFCS 2016

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Clairement, la fiscalité est plus légère pour les revenus du capital que pour les revenus du travail.**

La conséquence est évidente : cette logique favorise la croissance de l'enrichissement et l'accumulation de ceux qui possèdent du capital (notamment placés en actions cotées en Bourse, des stock-options, etc.).

Cette politique fiscale aggrave les inégalités.

- ▶ **On peut se demander quel est le fondement de ce dumping fiscal en faveur des détenteurs de capitaux. En quoi est-ce moins méritant de gagner un revenu par le travail qu'en plaçant son argent ?**
- ▶ **Et notons que ces constats ne concernent pas les pratiques d'optimisation fiscale légale ou la fraude fiscale.**

## La fiscalité du capital et du travail

Posons un gain de 50.000 €\*

Sources de ces revenus	Taux d'imposition
<b>Le travail</b> (± 50.000 € brut / an)	<b>28,0%</b> (hors cotisations sociales)
<b>Les plus-values sur actions cotées en Bourse</b>	<b>0%</b>
<b>Les intérêts / dividendes de certains placements mobiliers</b> (bons d'Etat, comptes d'épargne, certaines actions de PME)	<b>15,0%</b>
<b>Les bénéfices des PME</b> – si entre 1 et > 100.000€ (à partir des revenus de l'exercice 2018) –	<b>20,3%</b>
<b>Les bénéfices des 50 plus grandes entreprises belges **</b>	<b>2,7%</b> (sur les bénéfices 2015)
<b>Les revenus locatifs à titre individuel</b> – seul un précompte immobilier est prélevé –	<b>0%</b>

\* Ce raisonnement ne tient évidemment pas compte de l'optimisation fiscale et de l'évasion fiscale.

\*\* Source : Trends-Tendances, 28 juin 2016.



# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **A propos du logement, la sociologue Isabelle Nony\* rappelle la place et la fonction du logement dans la vie des individus.**

*"Le logement est un cadre matériel qu'on loue ou qu'on achète, qu'on lègue ou dont on hérite, pour lequel on s'endette, par lequel on s'enrichit.*

*Il est à la fois valeur d'usage et valeur d'échange, bien d'investissement à dimension patrimoniale, bien de placement, et bien de première nécessité.*

*Cette question est d'autant moins négligeable que l'ensemble des dépenses liées au logement représente le premier poste de dépenses des ménages".*

**Il est donc légitime de penser que les problèmes d'accessibilité ou de qualité du logement rencontrés par divers publics revêtent une importance certaine pour eux.**

**Pour ce qui est de l'accès à la propriété, il constituait auparavant un marqueur de l'ascension sociale.**

**Nous observons que dans la population de la Fédération Wallonie-Bruxelles, si en moyenne, 38% sont locataires, ce taux varie considérablement selon le revenu du ménage. Parmi les ménages ayant les revenus les plus bas (quintile 1), plus de six sur dix sont locataires et parmi eux, la grande majorité aurait souhaité être propriétaire mais ne le peuvent pas pour des raisons financières (notamment le refus des banques de leur accorder un crédit hypothécaire, etc.). Parmi ceux qui ont les revenus les plus élevés (quintile 5) moins de deux sur dix sont locataires et pour la majorité d'entre eux, cela relève d'un choix.**

\* Isabelle Nony, *La sociabilité du domicile*, in Santé mentale, n° 170 de Septembre 2012, <http://www.santementale.fr/boutique/acheter-article/la-sociabilite-du-domicile>

**Ces problèmes d'accessibilité risquent de s'aggraver encore.**

**Une récente mesure prudentielle de la BNB visant à renforcer la solvabilité des banques et éviter l'apparition d'une bulle immobilière, a augmenté de 50% les réserves que les banques sont tenues de provisionner sur les prêts hypothécaires consentis avec une quotité de plus de 80%.**

**Avec un effet immédiat : pour ceux qui ne disposent pas d'une somme correspondant à au moins 20% du prix du bien qu'ils souhaitent acquérir (outre les 15% de frais d'acquisition que les banques exigeaient déjà de toute façon dans presque tous les cas), les prêts sont devenus plus chers et/ou plus difficiles à obtenir.**

**Comme le fait remarquer « L'Echo » dans un article de mai 2017 consacré à cette mesure :**

***"Sans une épargne conséquente ou une aide familiale, il reste toujours compliqué pour un jeune ménage de devenir propriétaire.***

***L'année dernière, un appartement coûtait en moyenne 220.000 euros.***

***En Wallonie, ce ménage devra donc arriver à la banque avec 33.000 euros pour couvrir les frais de notaires et les droits d'enregistrement. S'il emprunte avec une quotité de 90%, cela voudra dire qu'il aura encore 22.000 euros à apporter. Au total, même avec une quotité d'emprunt très élevée, l'apport de départ se chiffre à 55.000 euros."***

**Ces freins à l'accession à la propriété, le fait de devoir disposer d'une importante épargne et / ou d'une aide financière familiale contribue à la reproduction sociale : seuls ceux provenant des milieux aisés peuvent espérer devenir propriétaires.**

**Les problèmes rencontrés par les plus jeunes et les plus pauvres à accéder à la propriété témoigne des difficultés rencontrées aujourd'hui à éviter le déclassement social ou le maintien dans un groupe social du bas de l'échelle sociale.**

**Dans un précédent Thermomètre Solidaris\*, nous constatons que plus de six jeunes de 18 à 30 ans sur dix estimaient que *"l'accès à la propriété est vraiment très dur à notre âge"*, y compris parmi ceux qui sont salariés occupés.**

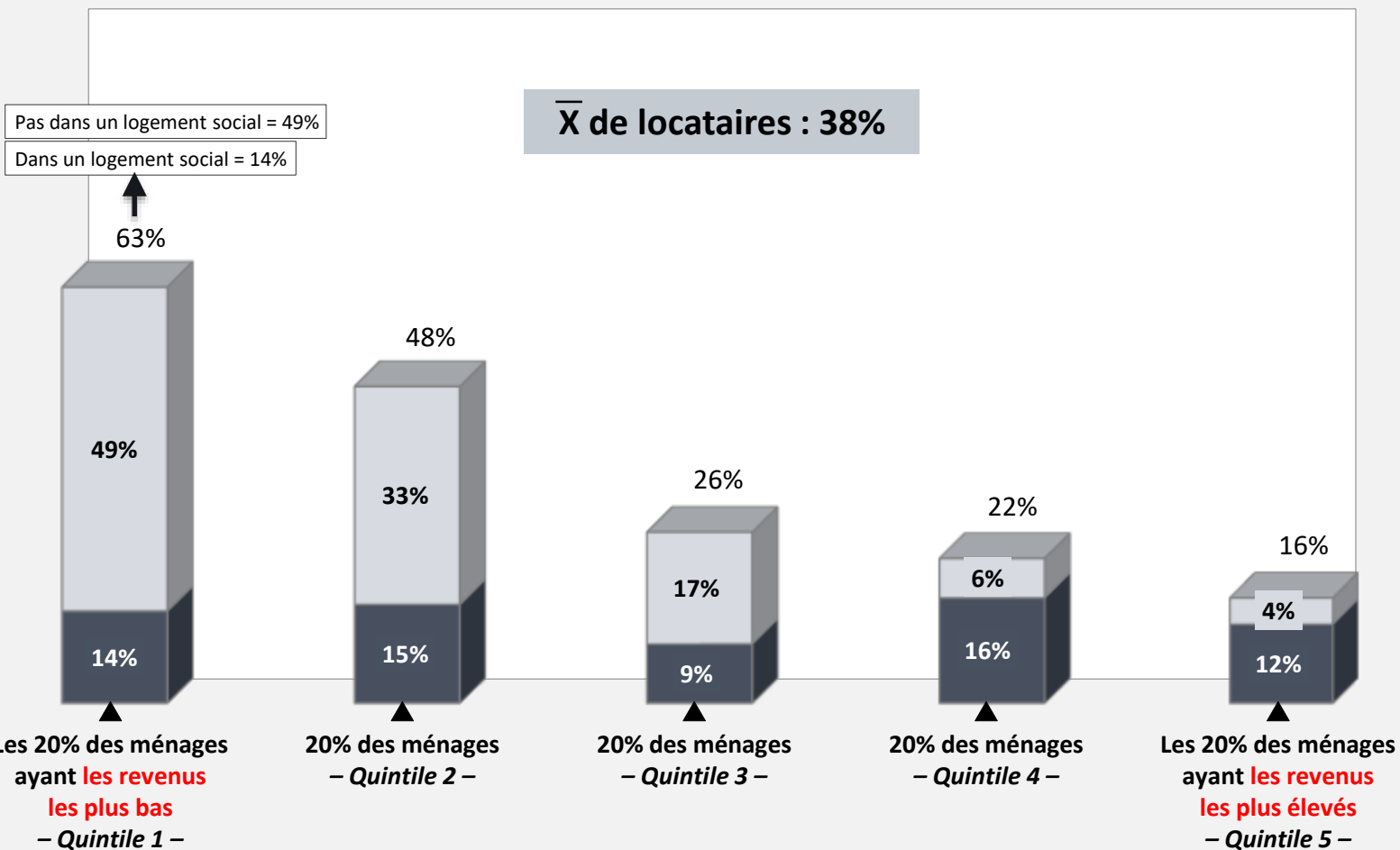
**Domine le sentiment dans divers milieux que plusieurs instances ne les accompagnent vraiment pas pour leur permettre un accès à la propriété d'un logement.**

\* Thermomètre Solidaris *"Que vivent les 18-30 ans ?"*, Novembre 2014.

## Proportion de locataires

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- J'aurais aimé de devenir propriétaire mais pour des raisons financières, je ne peux pas (par exemple : "On ne m'accorde pas de crédit hypothécaire")
- C'est un choix d'être locataire



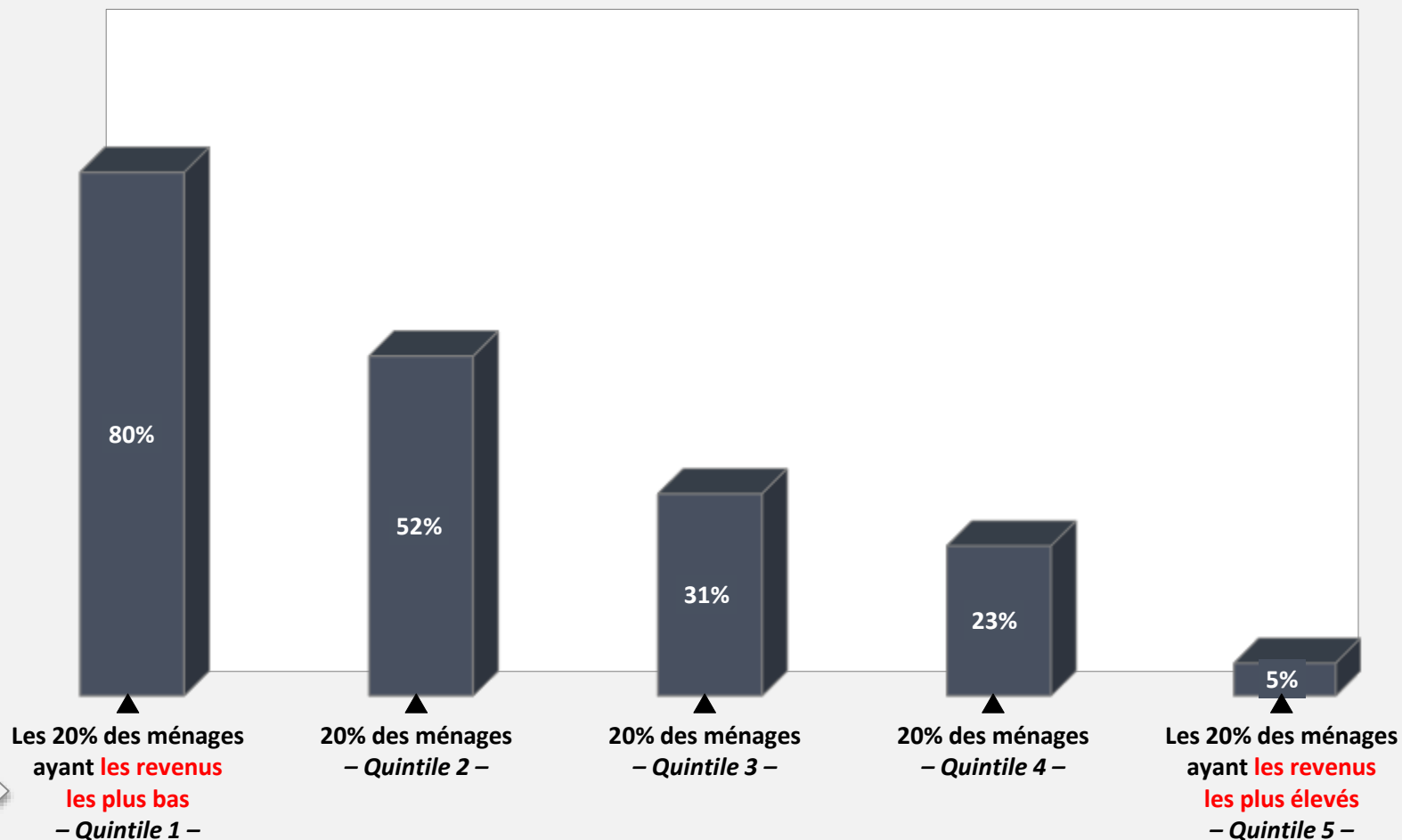
Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ Au-delà de ces problèmes d'accessibilité à la propriété pour des raisons financières, **l'indice de précarité financière du logement**, c'est-à-dire le nombre de personnes qui consacre 40% ou plus de leurs revenus au logement (toutes charges comprises) montre une disparité très importante entre les ménages : ceux qui gagnent le moins (quintile 1) sont 80% à être dans ce cas alors que parmi ceux qui gagnent le plus (quintile 5), seuls 5% d'entre eux consacrent 40% ou plus de leurs revenus au logement.

**Proportion de personnes vivant dans un ménage  
qui consacre **au moins 40% de ses revenus** aux coûts du  
logement**

- ▶ Si on additionne TOUT ce que vous coûte votre logement principal par mois, donc le loyer ou le crédit hypothécaire plus le chauffage, plus l'électricité, plus le gaz, plus l'eau, plus les taxes liées au logement, plus votre éventuelle participation financière à l'entretien d'espaces communs / ascenseur, etc., votre assurance habitation, d'éventuelles petites réparations à votre logement, quel est approximativement ce montant PAR MOIS pour votre ménage

Base : 100% = population totale  
– Fédération Wallonie - Bruxelles –



Source : Enquête Solidaris 2018.

**A la précarité financière du logement se cumule la précarité matérielle et énergétique du logement.**

Et, évidemment, plus le revenu du ménage est faible, plus diverses difficultés matérielles du logement sont présentes et se cumulent. Et inversement.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, en moyenne :

- ▶ **30 % ont, au cours des 12 derniers mois, eu des difficultés financières pour que le logement soit correctement chauffé.**
  - parmi les ménages ayant les revenus les plus faibles (quintile 1), c'est le cas d'un peu plus de quatre sur dix d'entre eux à ne pas avoir les moyens financiers de chauffer correctement leur logement. Dans une autre étude Thermomètre Solidaris\*, nous avons montré que parmi les travailleurs pauvres et très pauvres, il s'agissait de cinq sur dix d'entre eux.
  - parmi les ménages ayant les revenus les plus élevés (quintile 5), c'est le cas de moins d'un sur dix d'entre eux.

\* Thermomètre Solidaris "Le travail protège-t-il du risque de la précarité financière, voire de la pauvreté ?", Octobre 2016



- ▶ **24% vivent dans un logement humide :**
  - parmi les ménages ayant les revenus les plus faibles (quintile 1), c'est le cas de plus de 3 sur 10 d'entre eux.
  - parmi les ménages ayant les revenus les plus élevés (quintile 5), c'est le cas de moins d'1 sur 10 d'entre eux.
  
- ▶ **19% estiment vivre dans un logement "surpeuplé". Également, variation selon le niveau de revenu du ménage.**
  
- ▶ **Globalement, parmi les revenus les plus bas, trois sur dix estiment que leur logement n'est vraiment pas confortable (espace, température, etc.) et seuls cinq sur dix disent qu'il est confortable. Parmi les revenus élevés, seul moins d'un sur dix affirme que son logement n'est pas confortable et huit sur dix affirment au contraire qu'il est vraiment confortable.**

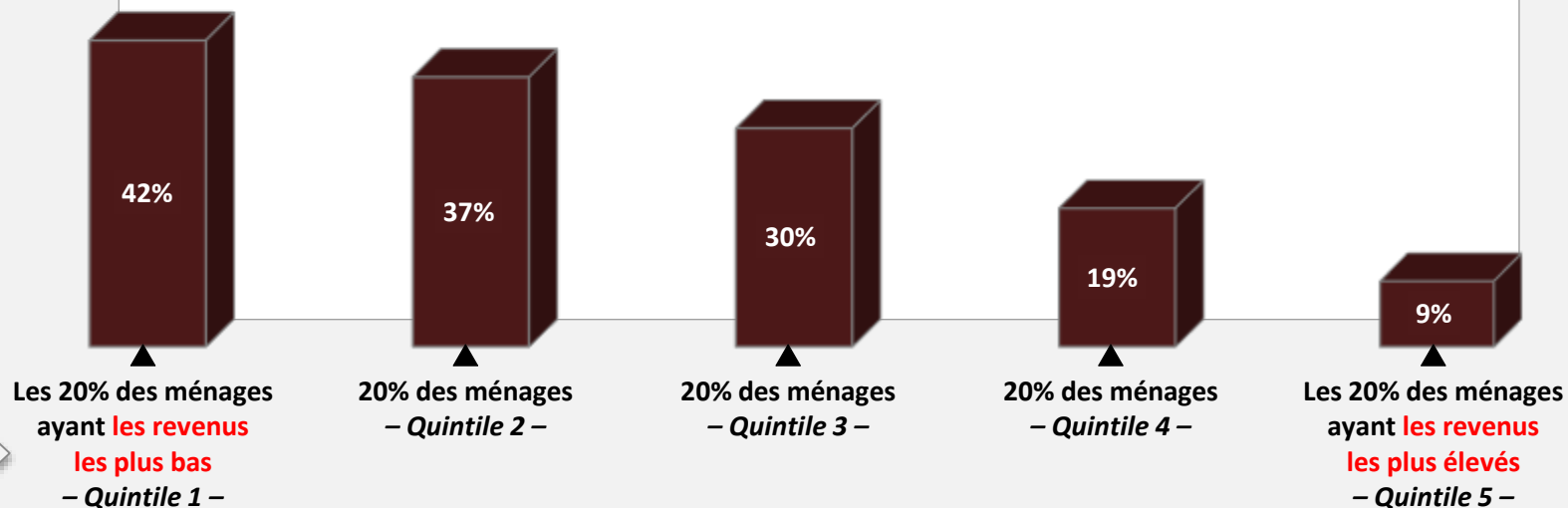
## Proportion de personnes vivant dans un ménage qui n'a pas les moyens de chauffer décentement son logement

Depuis ± 12 mois, est-il arrivé à votre ménage d'avoir des difficultés financières pour **payer les dépenses de chauffage** pour que votre logement soit correctement chauffé.

Base : 100% = population totale  
– Fédération Wallonie - Bruxelles –.

"Oui"

$\bar{X} = 30\%$

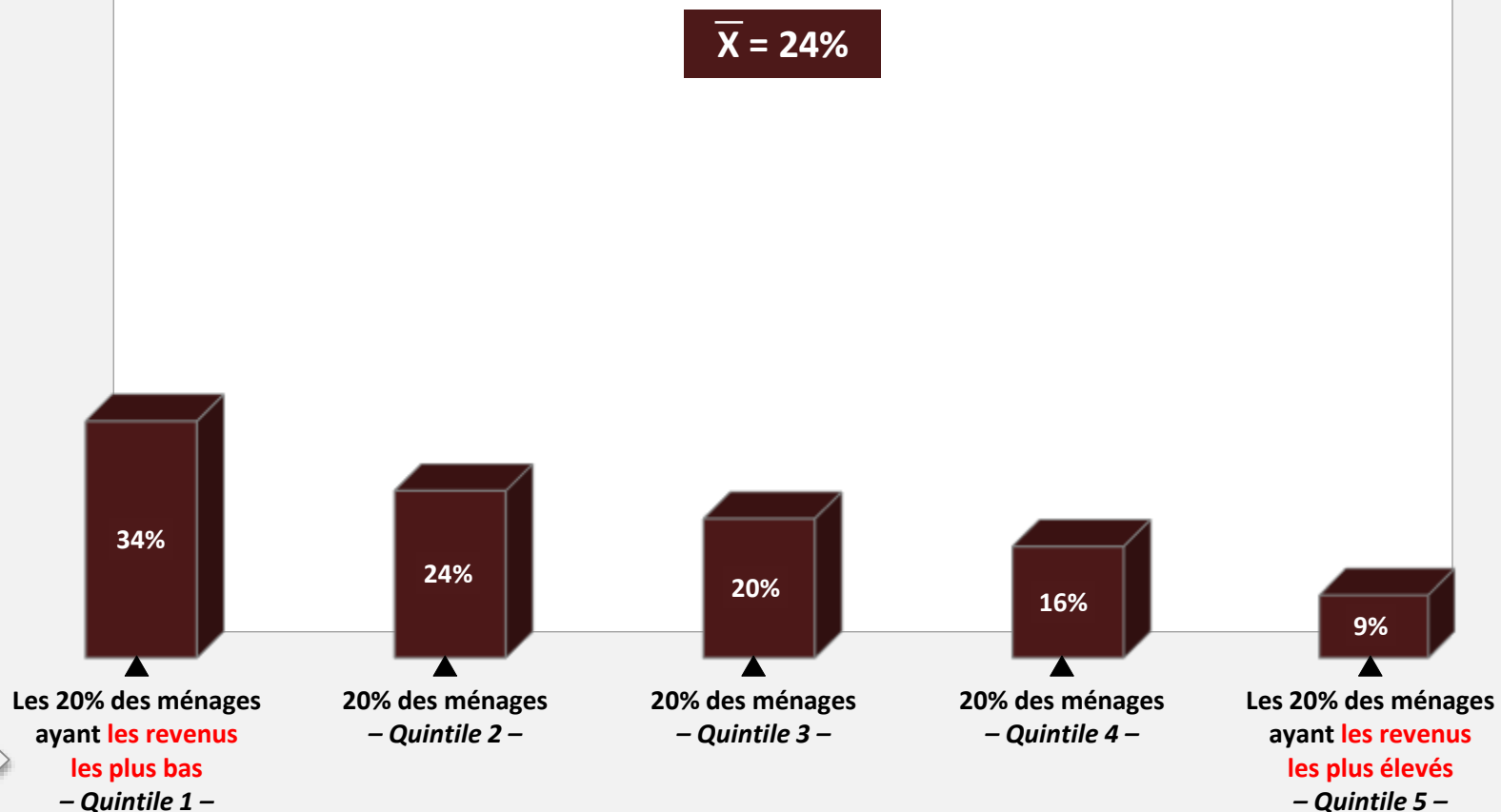


Niveau de revenus

Source : Enquête Solidaris 2018.

Proportion de personnes vivant dans un logement  
qui a **des problèmes de "murs ou des sols humides"**

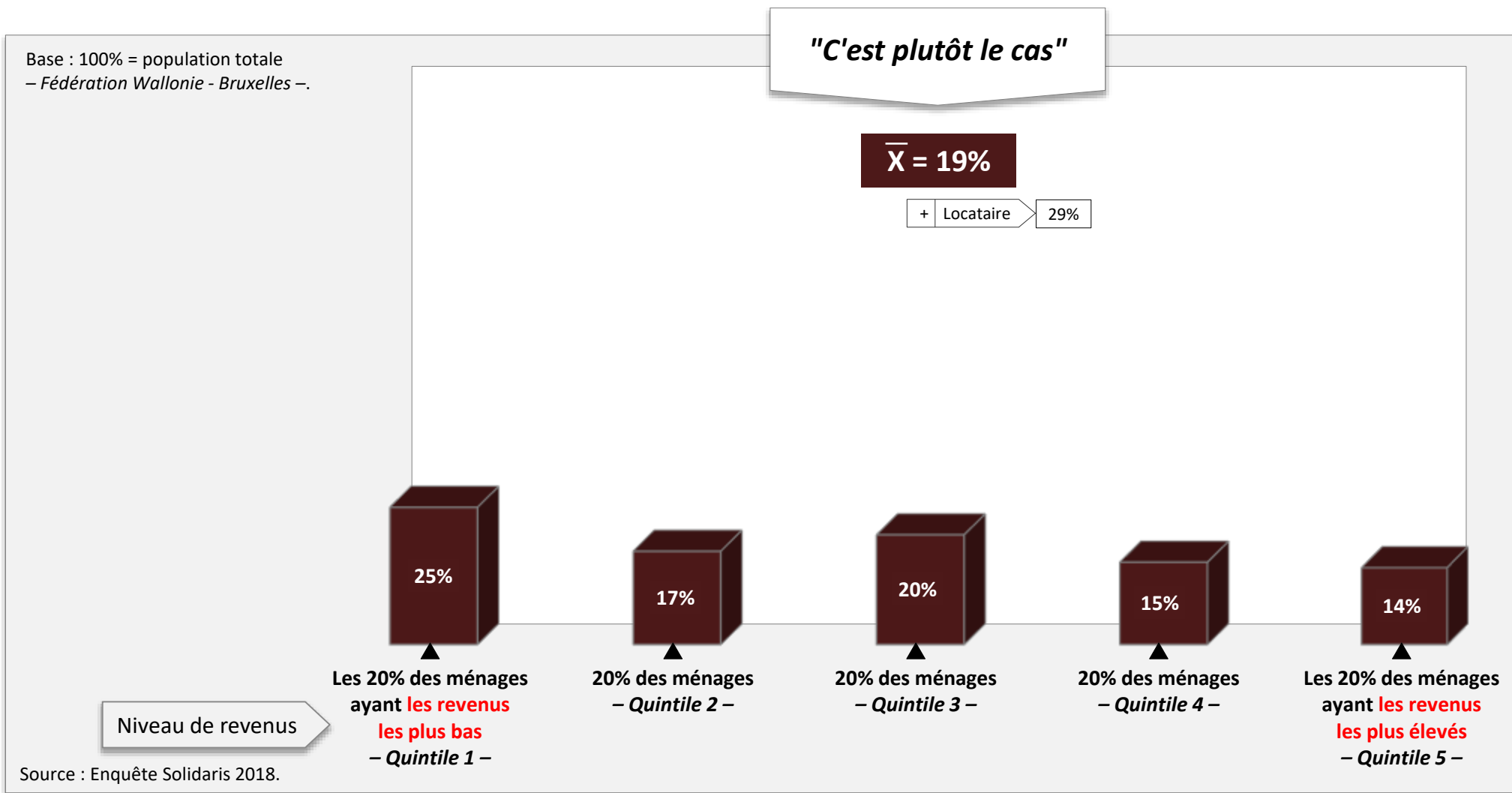
Base : 100% = population totale  
– Fédération Wallonie - Bruxelles –



Source : Enquête Solidaris 2018.

## Proportion de personnes **vivant dans un logement surpeuplé**

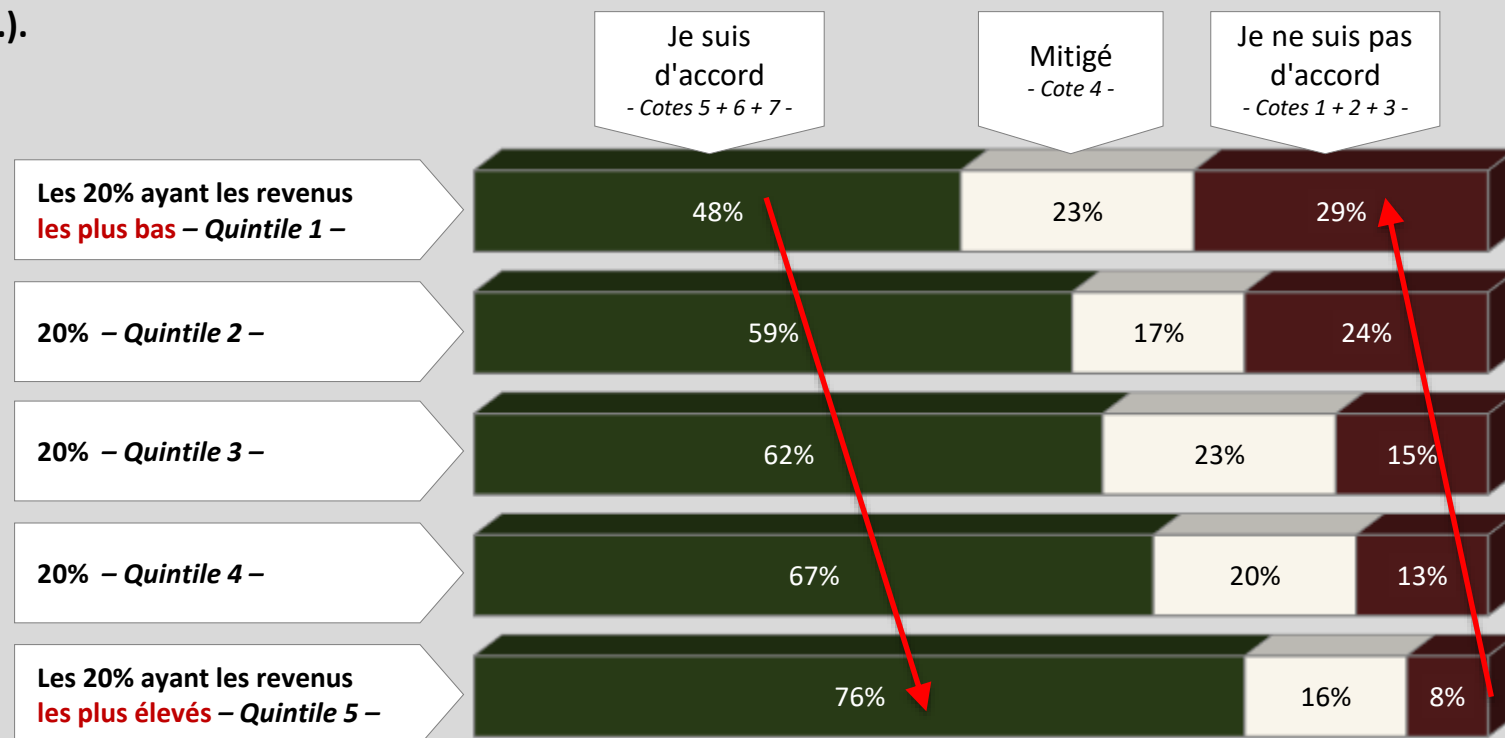
- Diriez-vous que votre logement est trop petit, qu'il n'y a vraiment pas assez de place pour chacun, « qu'on est les uns sur les autres » ?



# LES INÉGALITÉS FACE AU LOGEMENT : LA PRÉCARITÉ MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE DU LOGEMENT

Base : 100% = Population totale.

**J'estime que l'endroit où j'habite est vraiment confortable  
(espace, température, etc.).**



Source : Enquête Survey&Action : "Dans quel monde vivons-nous ?", 2016.

- ▶ Ces aspects de la précarité financière et matérielle du logement se cumulent. Et comme le logement n'est pas un bien comme les autres, les conséquences sur la trajectoire de vie sont déterminantes. En effet, l'habitat, en étant situé à l'interface entre sphère publique et sphère privée, constitue un espace-support essentiel à la construction de l'identité individuelle et à celle d'une vie en société.

Comme le fait remarquer François Madoré\* : « [...] le lieu de résidence est un des attributs sociaux de l'individu et [...] il participe à **la reproduction sociale** en procurant, pour reprendre une expression empruntée à la géographie économique, des externalités positives ou négatives renforçant un processus cumulatif d'avantages ou de désavantages. Cela signifie que le logement participe de la construction de l'idée sociale du ménage ».

La qualité du logement influe sur les trajectoires de vie dès le plus jeune âge et même son emplacement contribue également à un « marquage social ».

Là aussi, dans ses aspects immatériels, le logement contribue à la reproduction sociale. Par exemple dans la discrimination à l'embauche, le fait de venir d'un quartier catalogué comme pauvre handicapé par rapport au fait d'être issu d'une commune perçue comme aisée.

L'offre de logement par nature est lente à s'adapter aux évolutions des trajectoires de vie et aux évolutions sociales.

\* François Madoré, *Ségrégation sociale et habitat*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2004.

**Pour citer encore une fois Isabelle Nony\* :**

**« Si le parcours typique est la décohabitation par rapport à l'habitat des parents pour le travail puis l'installation en couple suivi de l'accession à la propriété individuelle quand les enfants sont nés, on voit apparaître une large diversification des trajectoires résidentielles.**

**Ainsi, la première décohabitation n'est plus synonyme de mariage et les occasions de vivre seul se multiplient : études, ruptures conjugales, veuvage, contraintes professionnelles des couples à double activité qui produit parfois du célibat géographique. Parfois, les jeunes s'attardent au foyer parental à moins qu'ils n'y reviennent lorsqu'ils perdent leur emploi ou vivent une rupture. Enfin, on note la volonté des ascendants âgés de se rapprocher de leurs enfants, voire de partager le même toit. Tout cela induit une évolution dans la demande de logement, évolution peu prise en compte, dans la mesure où le cadre bâti a une pesanteur que n'ont pas les comportements ».**

\* Isabelle Nony, ibidem.

**Les enjeux de la question du logement pour la société sont multiples.**

**L'accès à un logement convenable et financièrement accessible devrait constituer un droit fondamental des individus et des familles dans une société démocratique et ouverte. Nous allons d'ailleurs voir plus loin que l'absence de l'accès à un logement décent pour tous est considéré comme l'inégalité la plus répandue et est perçue dans le top 2 des inégalités considérées comme les plus injustes.**

**Garantir le droit d'accès à un logement décent devrait constituer une priorité de l'action publique.**

**Clairement, l'accès au logement participe à la reproduction intergénérationnelle des inégalités économiques et sociales.**

**Là aussi l'action correctrice des pouvoirs publics est indispensable.**

**Enfin, la possibilité réaliste d'accéder à la propriété de son logement devrait être prise en compte dans le cadre d'une lutte contre les fatalités sociales qui « emprisonnent » ceux qui ont les revenus les plus faibles.**



# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

▶ **Le "mal emploi"** correspond aux situations suivantes vécues au cours des 12 derniers mois par les individus :

- temps partiel non choisi,
- intérim non choisi,
- CDD non choisi,
- chômage de longue durée (= ou > à 6 mois),
- des mix entre toutes ces situations.

**En septembre 2018, ces situations sont vécues par 23 % de la population active\* en Fédération Wallonie Bruxelles.**

▶ **La corrélation avec le niveau de revenus est évidente : plus on vit une situation de mal emploi, plus on se retrouve dans les quintiles de revenus bas.**

\* Population active signifie évidemment demandeurs d'emploi compris

- ▶ **Tendanciellement, ces situations sont davantage vécues par :**
  - **les 18 à 30 ans (près de quatre jeunes de 18 à 30 ans sur dix ont un emploi précaire\*),**
  - **ceux qui ont les diplômes d'études les plus faibles (près de quatre sur dix n'ayant pas le diplôme secondaire supérieur sont dans ce cas),**
  - **plus légèrement : par les femmes que par les hommes.**

**On peut donc parler de situations collectivement précaires car elles ont tendance à toucher des groupes de personnes ayant certaines caractéristiques. Il s'agit de véritables discriminations systémiques sur le marché de l'emploi et qui tendent à s'aggraver.**

\* La dernière enquête sur les Forces de travail acte que "47% des travailleurs de moins de 25 ans a un emploi temporaire".  
Cité dans la Note N° 12 - juillet 2018 - de l'Institut du Développement Durable.

En effet, dans une récente note de juillet 2018, l'économiste Philippe Defeyt\* actait que :

*" L'emploi à temps partiel représente, sur base des données ONSS, 64,2% des créations d'emplois entre 2014 et 2018 (...) L'importance relative des emplois à temps partiel dans la création d'emplois tend à se réduire depuis le début de la législature : 46% des emplois temporaires créées entre la fin de 2014 et le début de 2018 l'ont été pendant la seule année 2015. (...) L'emploi temporaire - tel que défini par l'ONSS - a augmenté de 21% entre fin 2014 et début 2018. Les enquêtes sur les Forces de travail indiquent également une hausse."*

La tendance dans de nombreux pays est ainsi de **déréguler le marché du travail en favorisant la création de postes de travail de niveau plus faible, moins protégés et moins rémunérés. Une flexibilité qui est une précarité.** Les changements intervenus dans les économies occidentales, résultant notamment des problèmes de chômage élevé et orienté par des impératifs de compétitivité, ont ainsi fortement transformé le marché du travail, entraînant **une dégradation de la qualité et de la protection de l'emploi et un accroissement des inégalités entre les travailleurs.** En particulier, comme le montrent de nombreuses études, on observe des inégalités entre les individus et les groupes selon différents facteurs dont, entre autres, l'âge, le niveau d'études et le genre. En ce qui concerne la variable « âge », il y a par exemple dans plusieurs pays européens **des fractures générationnelles très fortes entre les adultes et les jeunes, ces derniers devenant de vrais « exclus » du marché du travail.**

\* Brève de l'IDD, n° 12,

- ▶ **La précarité de l'emploi est évidemment un aspect de la reproduction et de l'accroissement des inégalités.**

**En effet, elle a des impacts multidimensionnels et alimente un cercle vicieux : précarité de l'emploi =>**

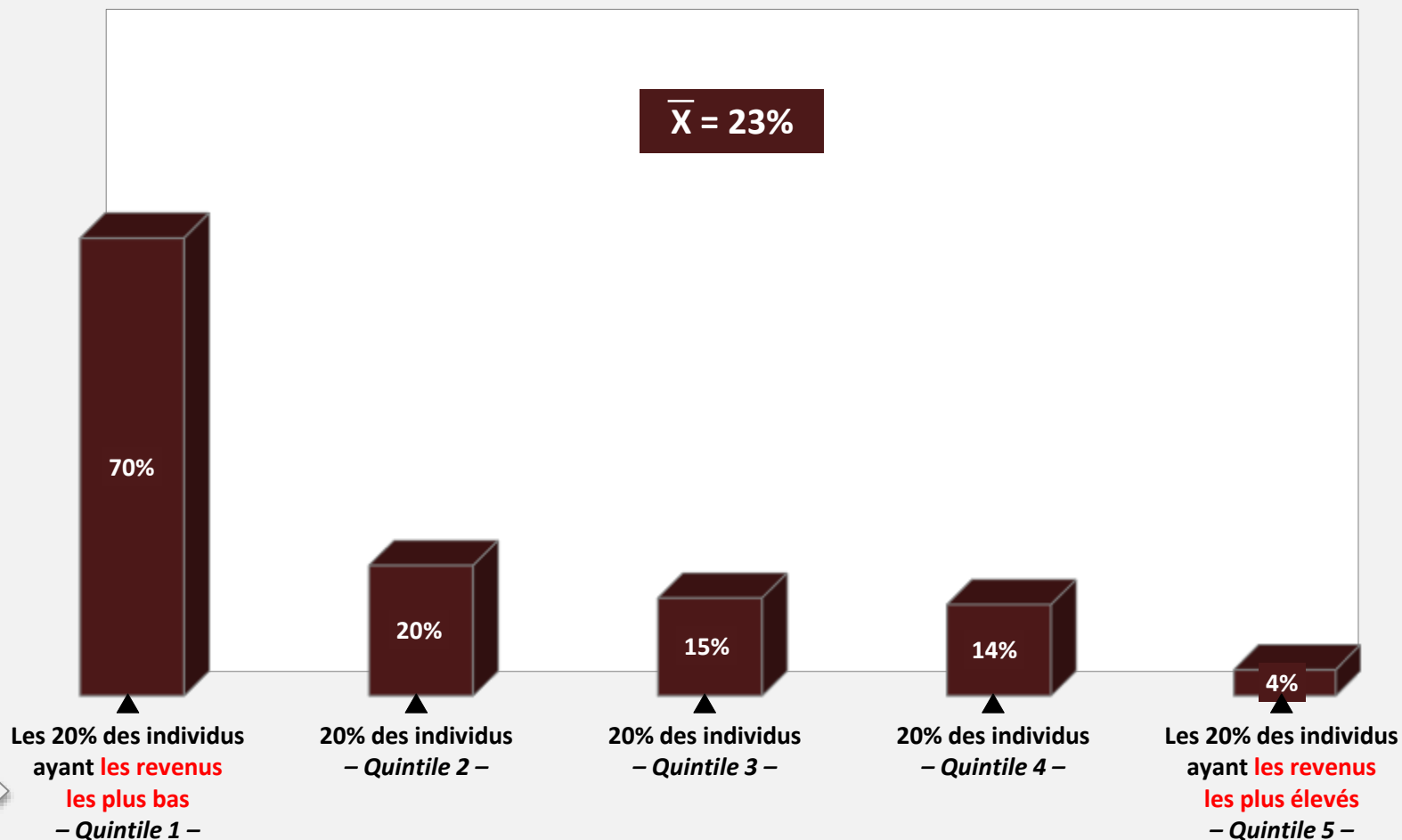
- ↳ **difficultés d'accès à un logement de qualité (accès difficile au crédit hypothécaire, pour payer une garantie locative, etc.)**
- ↳ **faible capacité de s'inventer un futur à tous points de vue.**

## Proportion de personnes qui étaient durant les 12 derniers mois dans une situation de "mal emploi"

- emplois précaires dont temps partiel non choisis + CDD non choisis + intérim non choisis + chômage de longue durée -

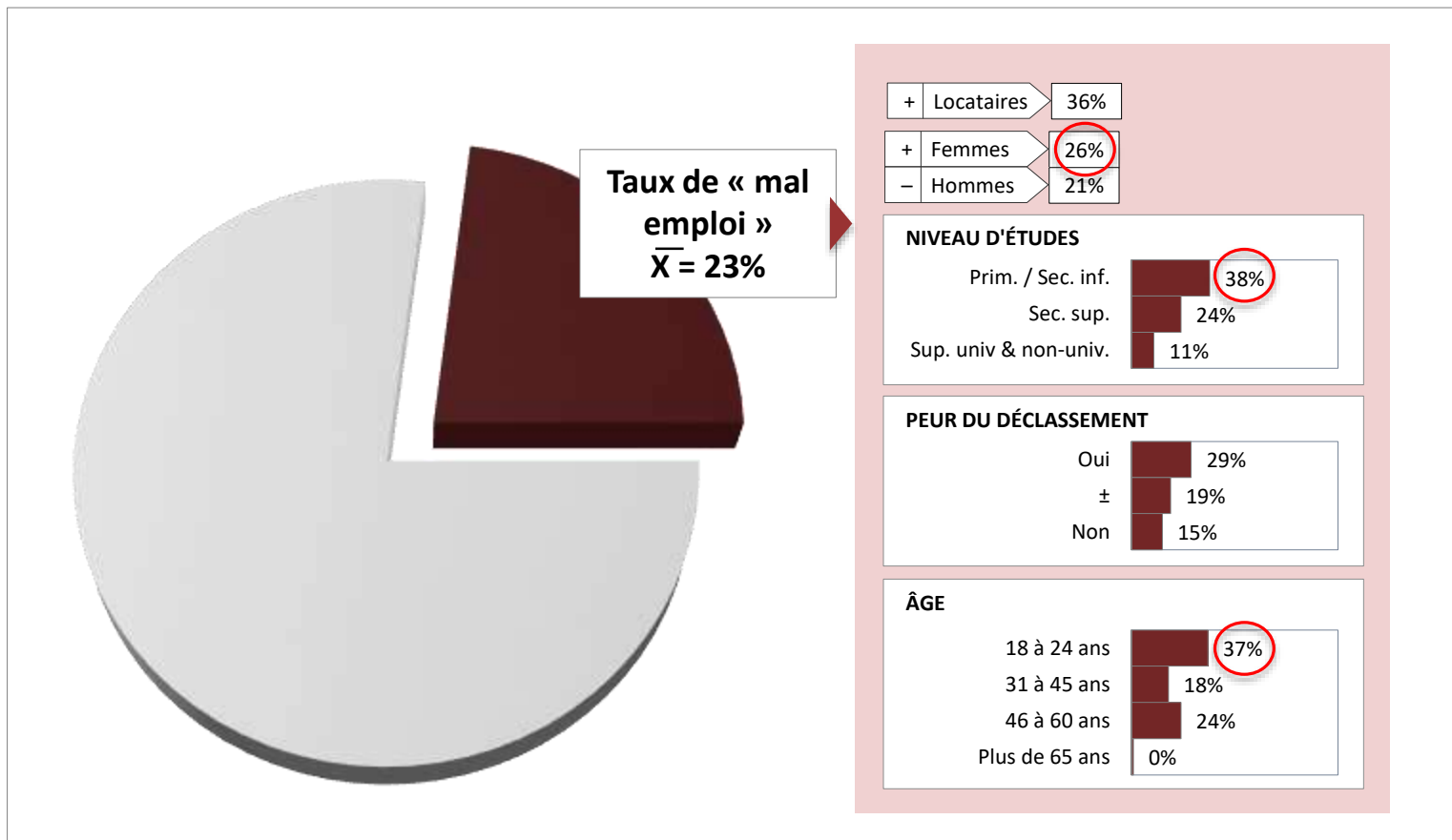
2018

Base : 100% = population totale  
- Fédération Wallonie - Bruxelles -



Source : Enquête Solidaris 2018.

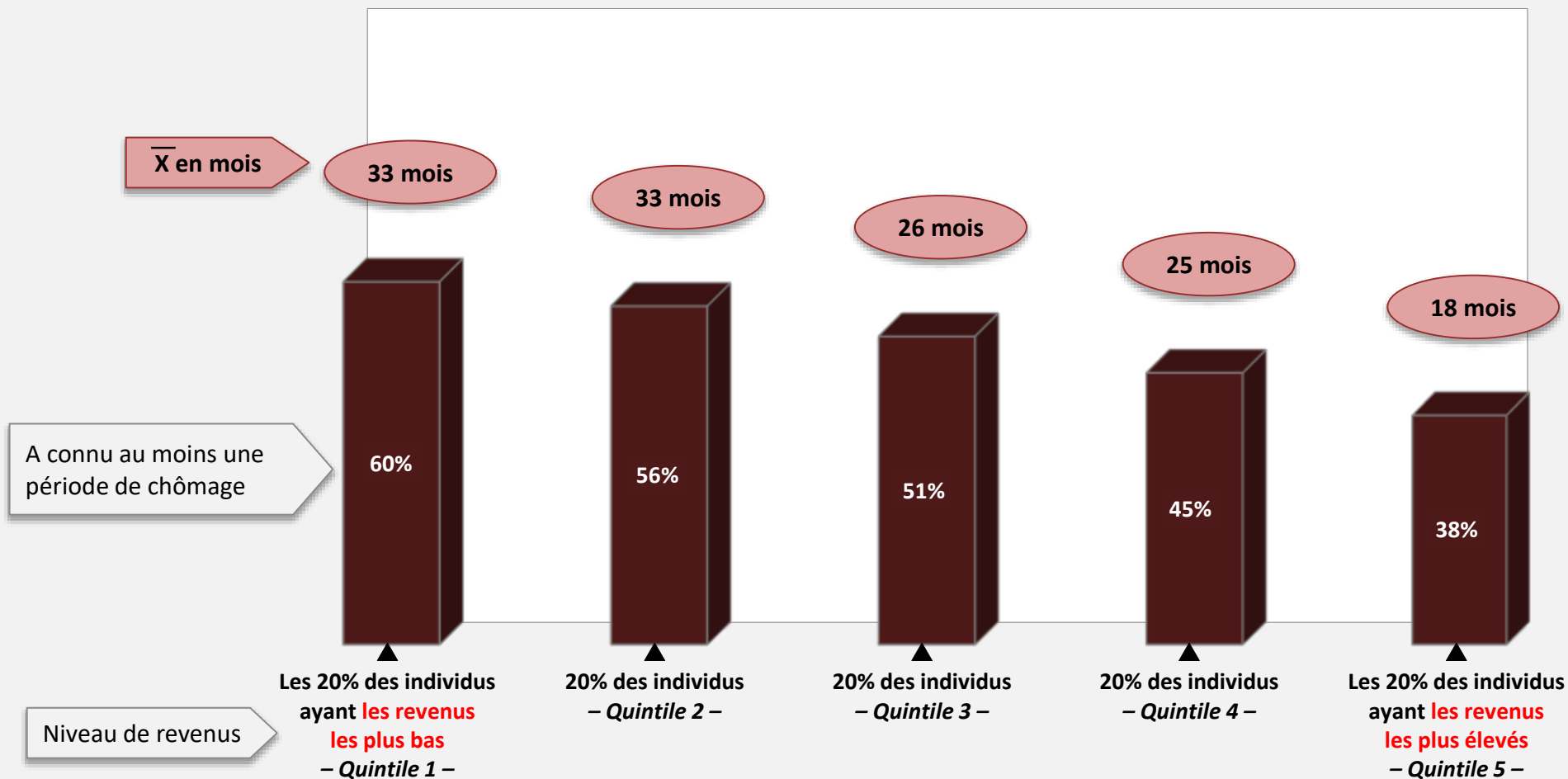
Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



## Les taux de chômage selon les revenus

- Avez-vous connu personnellement au cours de votre vie une ou plusieurs périodes de chômage ?  
Si oui, en additionnant toutes les périodes, quelle en a été la durée en mois ?

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Survey&Action "Dans quel monde vivons-nous ?", 2016.



# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Diverses études montrent une relation étroite entre l'état de santé d'un individu et son appartenance à un groupe social (revenu, niveau d'études, profession, localisation géographique).**

**Ces aspects sont donc des déterminants sociaux de la santé d'un individu.**

- ▶ **Le Service Direction des Etudes de Solidaris / UNMS a montré\* que non seulement les inégalités de revenus nuisent gravement à la santé mais que ces inégalités ne se résorbent pas ces dernières années, bien au contraire.**

- ▶ **En nous fondant sur cette recherche Solidaris / UNMS, nous allons examiner successivement 6 aspects.**

**Pour chacune de ces situations, outre un différentiel / un clivage très important entre l'état de santé du fractile des 5% de ménages les plus précarisés et les 5% les plus aisés, il est remarquable de constater que ces différences se marquent tout au long de l'échelle sociale.**

**Il ne s'agit donc pas "d'un problème qui ne concerne que les 5% les plus pauvres".**

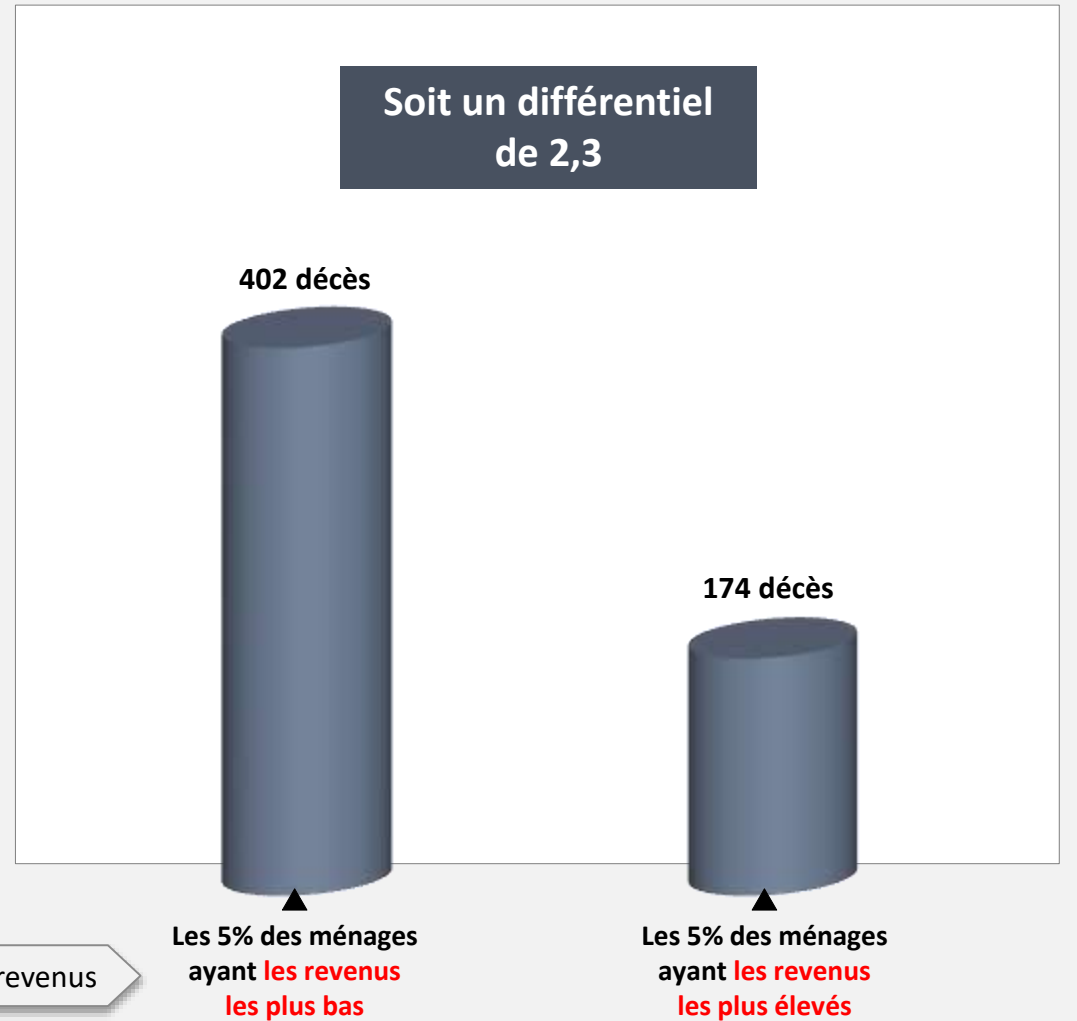
\* Pour tout ce chapitre consacré aux inégalités de santé, notre source est une vaste étude menée en 2018 par le Service Etudes de Solidaris publiée dans le document " Les inégalités sociales nuisent gravement à la santé", Mai 2018, Jean-Marc Laasman, Leila Maron et Jérôme Vrancken. Pour la méthodologie, on se référera utilement à ce document, précisons seulement que cette étude est fondée sur l'analyse anonyme des situations des 3.156.962 affiliés de Solidaris et non pas un échantillon.

**Premier aspect :**

- 1. Plus on descend dans l'échelle sociale, plus le taux de mortalité avant 65 ans augmente.**  
**Aux deux extrémités de cette échelle : la mortalité avant l'âge de la pension est 2,3 fois supérieure parmi les personnes précarisées par rapport aux plus nantis.**

## Mortalité avant 65 ans\*

Base : 100% = total affiliés Solidaris.



\* Sur base des taux de mortalité standardisés (sexe, âge et région) en 2016, on estime ainsi pour une population de 150.000 personnes qu'il y a 402 décès parmi les personnes précarisées contre 174 décès parmi les personnes nanties, c'est 2,3 fois plus. En d'autres mots, on recense 228 décès supplémentaires pour 150.000 affiliés avant l'âge de la pension parmi le groupe social le plus précarisé.

Source : Service Etudes Solidaris 2018,

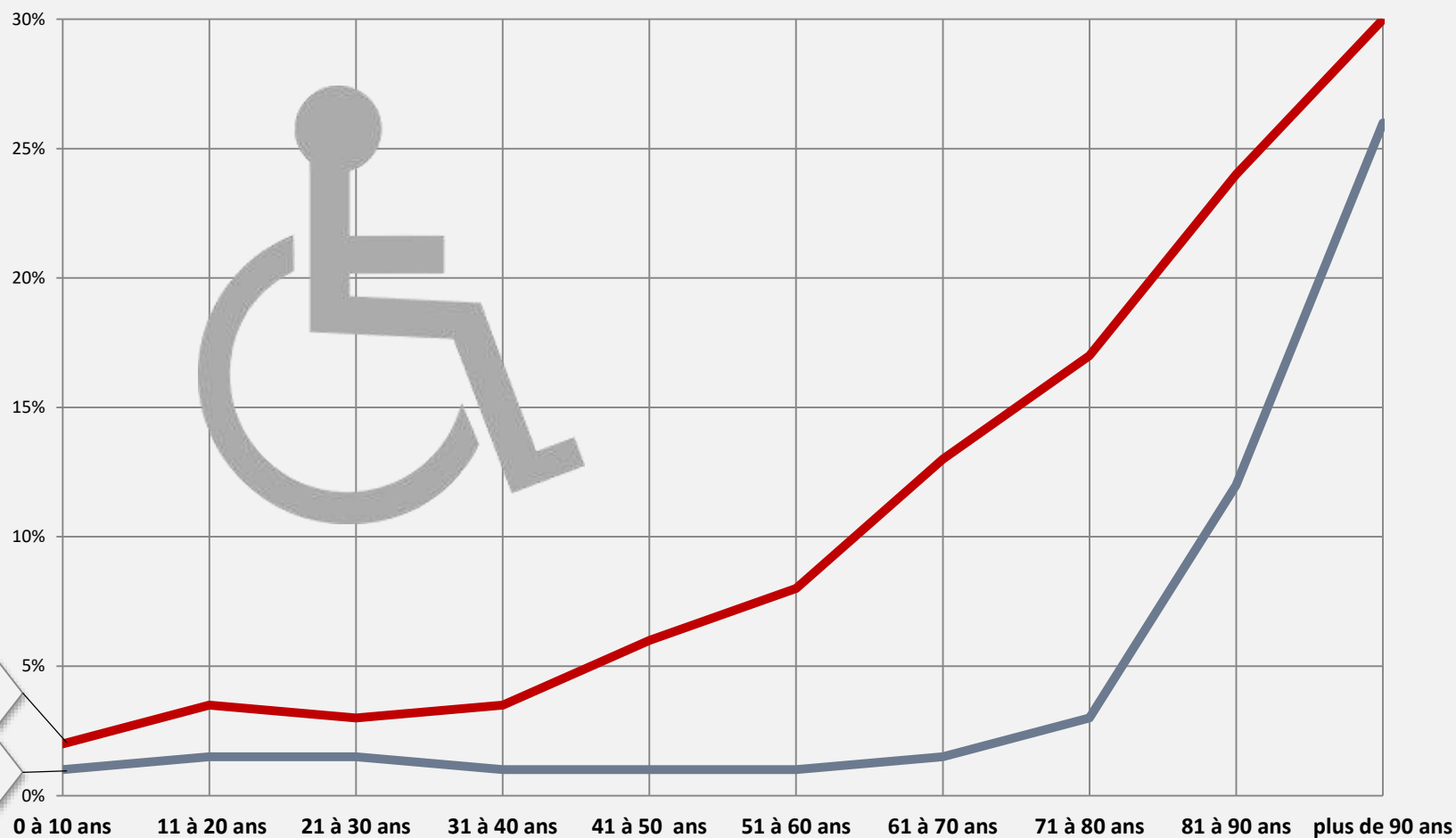
Niveau de revenus

**2. Il y a 3,2 fois plus de personnes en **situation de handicap** parmi les personnes précarisées en comparaison aux aisés, tous les âges confondus.**

→ **Il ressort également que les problèmes de santé se cumulent tout au long de la vie jusqu'à 60 ans environ, âge au-delà duquel les personnes issues de ces deux groupes sociaux sont de plus en plus égales face à la maladie.**

## Proportion de personnes en situation de handicap

Base : 100% = total affiliés Solidaris.



Source : Service Etudes Solidaris 2018,

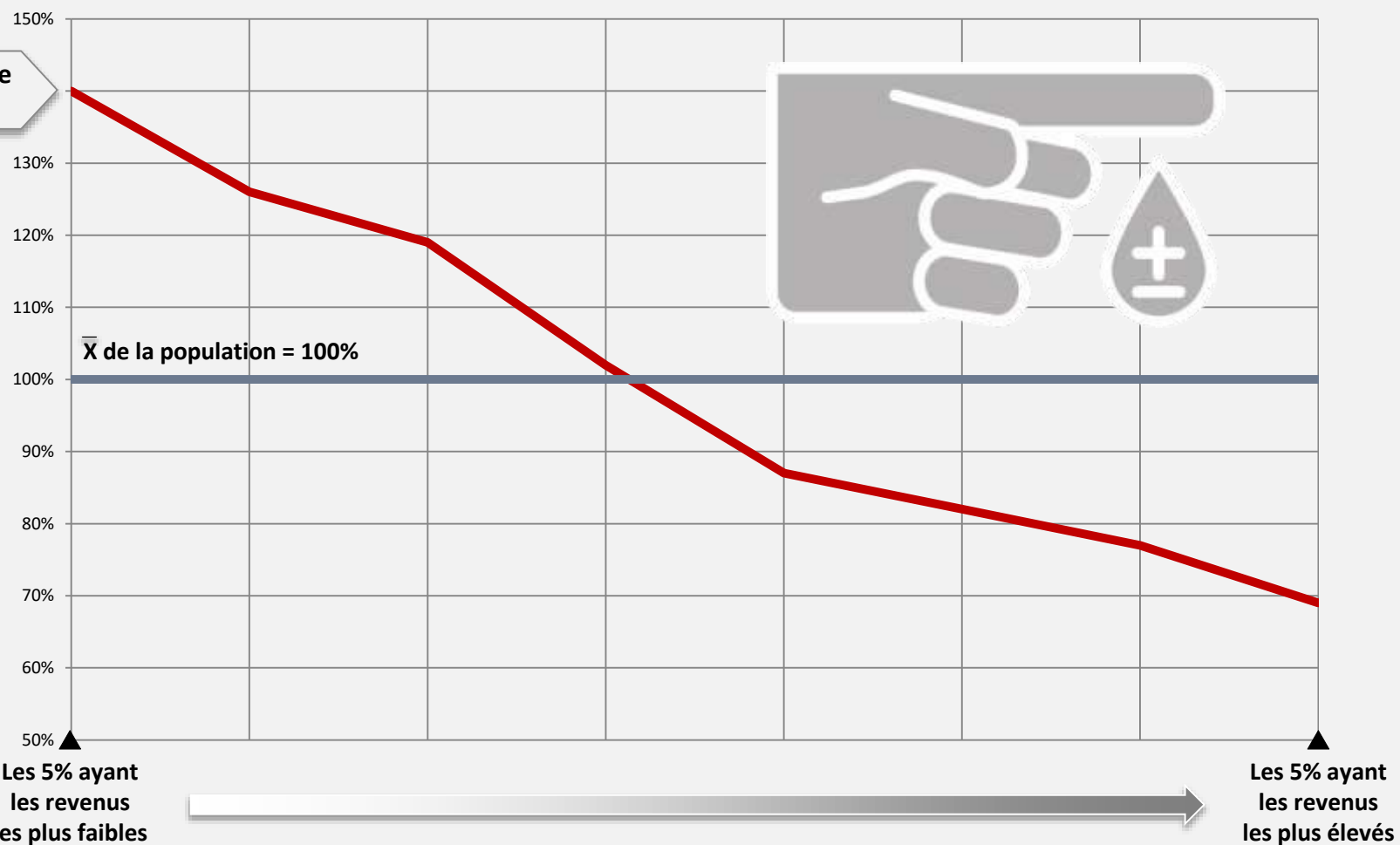
**3. Une probabilité 1,4 fois plus élevée d'être diabétique** parmi les précarisés en comparaison à la moyenne observée pour la population totale.

- ↳ La prévalence du diabète est clairement plus élevée dans le groupe social le plus précarisé et elle diminue de façon linéaire en fonction du revenu, témoignant de la sorte de l'existence d'un gradient social.
- ↳ On estime ainsi qu'il y a 43% de personnes diabétiques en plus parmi les personnes précarisées par rapport à la moyenne de la population alors qu'à l'inverse, ils sont 30% en moins parmi les personnes nanties. En d'autres mots, il y a 2 fois plus de personnes souffrant de diabète parmi les précarisées en comparaison aux aisés.

## Prévalence du diabète parmi les 8 groupes sociaux de l'échelle sociale

Base : 100% = total affiliés Solidaris.

Indice de prévalence  
du diabète ±



Source : Service Etudes Solidaris 2018,



### 4. Un état de santé mentale bien plus détérioré parmi les précarisés avec près de 2,3 fois plus d'hospitalisation psychiatrique par rapport aux aisés.

- ↳ En Belgique, une personne sur trois (32%) manifeste des difficultés psychologiques qui reflètent un certain mal-être\* et elles sont tout autant (35%) en invalidité suite à des problèmes de santé mentale\*\*. Ne pas prendre soin de sa santé mentale par ignorance, méconnaissance, manque d'informations, par crainte ou par désintérêt, peut avoir des conséquences désastreuses à long terme : dans notre pays, le suicide représente la première cause de décès chez les 25-30 ans\*\*\*. Or, la littérature sur le sujet montre que la prévalence des troubles émotionnels (troubles anxieux, dépressifs et troubles du sommeil), le mal-être, la consommation de somnifères et/ou de calmants et les comportements suicidaires diminuent lorsque le niveau social augmente\*\*\*\*.
- ↳ Le Thermomètre Solidaris consacré au bien-être psychologique\*\*\*\*\* en 2012 avait déjà mis en évidence que 16% des individus ayant des faibles revenus déclarent ressentir (très) souvent de l'angoisse, de l'anxiété ou de la dépression contre 6% parmi les revenus élevés, soit 2,6 fois plus. Ce pourcentage monte même à 36% parmi les demandeurs d'emploi et ils sont 18% à déclarer avoir tenté de se suicider (vs 8% parmi la population). Cette enquête confirmait ainsi que les groupes à risque sont les plus défavorisés socio-économiquement.

\* Gisle (2014), « Santé mentale », dans : Enquête de santé 2013 - Rapport 1 : Santé et bien-être, Gisle et Desmaret (Eds), Institut Scientifique de Santé Publique – ISP, Bruxelles, p. 168.

\*\* Institut National de l'Assurance Maladie - Invalidité – INAMI (2014), Statistiques des indemnités, [http://www.inami.fgov.be/SiteCollectionDocuments/statistiques\\_indemnites\\_2012\\_2013.pdf](http://www.inami.fgov.be/SiteCollectionDocuments/statistiques_indemnites_2012_2013.pdf)

\*\*\* Femmes Prévoyantes Socialistes (2013), « Stress, angoisse, déprime : et si on parlait ? », Campagne FPS - 2013.

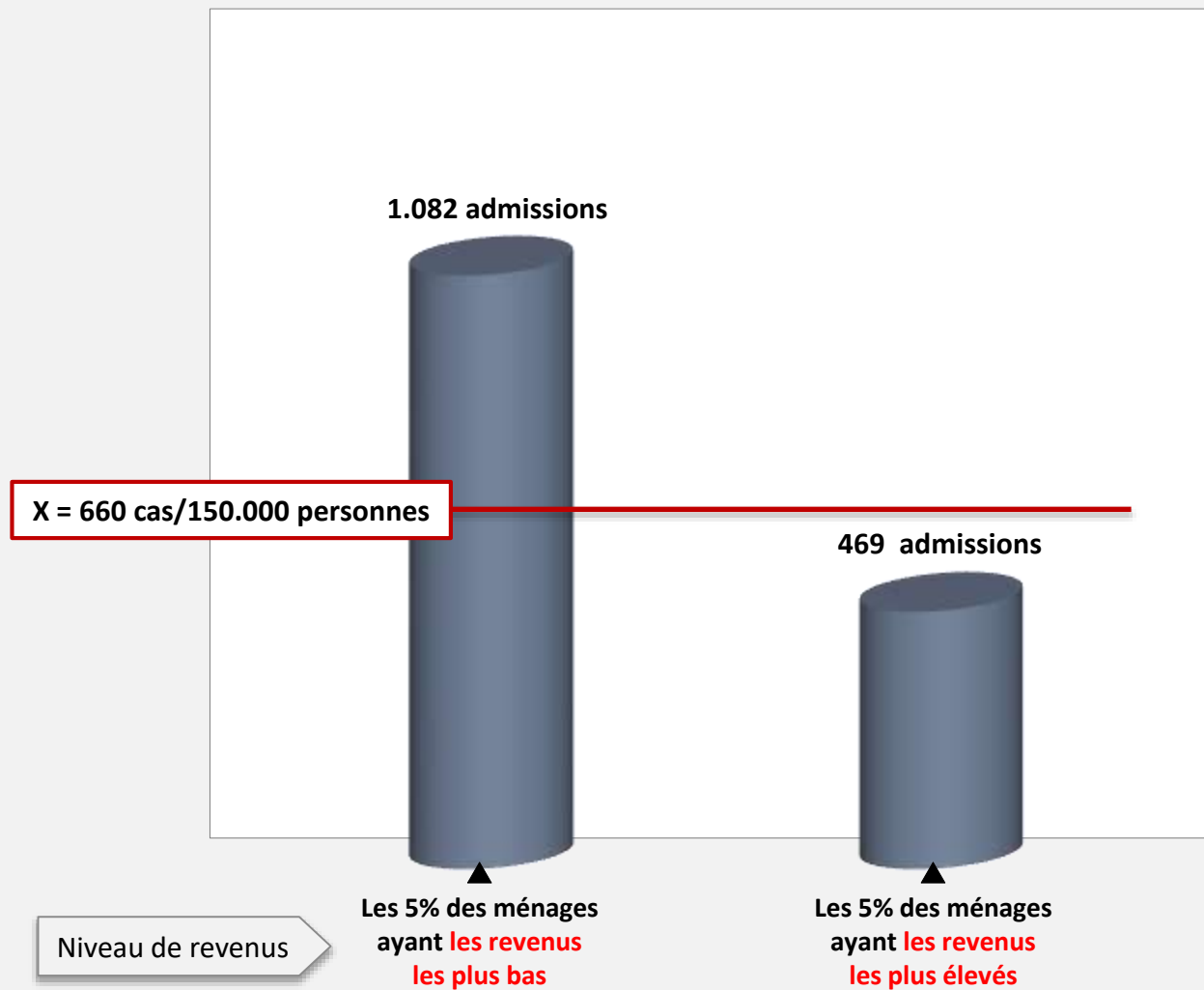
\*\*\*\* Gisle (2014), Ibidem.

\*\*\*\*\* Solidaris (2012), Ibidem.

- ↳ Au cours de cette nouvelle recherche du Service Etudes de Solidaris, sont analysées les hospitalisations en hôpital psychiatrique et dans un service psychiatrique d'un hôpital général afin de rendre compte du mal-être psychologique parmi les affiliés en fonction de leur appartenance à un groupe social. Il s'agit des admissions en 2016 sur base desquelles un indicateur standardisé pour l'âge, le sexe et la région a été calculé.
- ↳ Il en ressort clairement qu'il existe un grand écart en termes de santé mentale : on estime qu'il y a 1.082 hospitalisations parmi les précarisés contre 469 parmi les aisés alors que cela concerne 660 cas parmi la population totale (pour 150.000 personnes).
- ↳ En d'autres mots, **les précarisés sont 1,6 fois plus hospitalisés pour raison de santé mentale par rapport à la population et ils le sont 2,3 fois plus en comparaison aux nantis.**

## Hospitalisation pour raisons de santé mentale parmi les précarisés et les aisés

Base : 100% = total affiliés Solidaris.



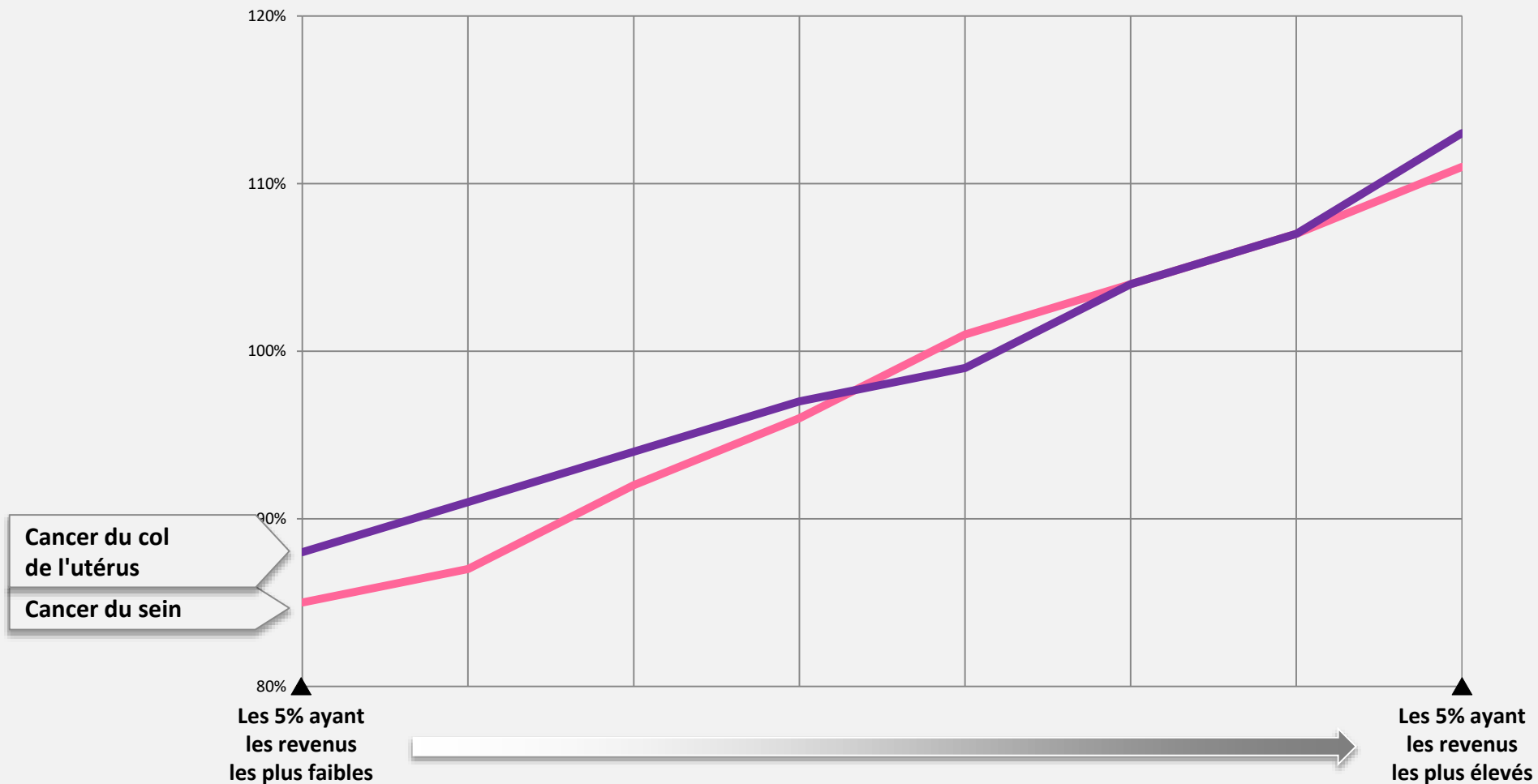
Source : Service Etudes Solidaris 2018,

### 5. Nettement moins de **comportements de prévention** parmi les précarisés.

- ↳ Le moins bon état de santé et cette mortalité supérieure sont à mettre entre autres en rapport avec les comportements préventifs qui sont moindres parmi les groupes sociaux les plus précarisés.
  - Une couverture du dépistage du cancer du sein et du cancer du col de l'utérus parmi les femmes précarisées est inférieure de respectivement 14% et 11% par rapport à ce qu'on observe dans la population totale.
  - Une pratique de la contraception très différenciée selon les groupes sociaux : jusqu'à 7,5 fois plus de mères adolescentes parmi les groupes sociaux les plus défavorisés.

## Couverture du dépistage du cancer du sein et du cancer du col de l'utérus selon les groupes sociaux

Base : 100% = total affiliés Solidaris.



Source : Service Etudes Solidaris 2018,

## Proportion de naissances parmi les adolescentes

Base : 100% = total affiliés Solidaris.

**Naissances mères adolescentes**  
(taux bruts, cumul de 4 années)



Source : Service Etudes Solidaris 2018,

6. Les plus précarisés sont nettement plus nombreux à être hospitalisés (+10%), pour des durées plus longues (+12%) mais aussi plus de fois sur une année (+18%) par rapport à la population alors que l'inverse est vrai parmi les plus aisés.

↳ L'état de santé plus dégradé et le moindre recours à la prévention des précarisés se traduisent par une consommation de soins plus élevée notamment à l'hôpital. Nous avons mesuré ici les hospitalisations\* sous trois dimensions :

- Le nombre qui reprend la proportion d'affiliés hospitalisés au moins une fois en 2016 ;
- La fréquence qui reprend la proportion d'affiliés hospitalisés au moins 6 fois en 2016 ;
- La durée qui reprend pour les personnes hospitalisées le nombre moyen de jours d'hospitalisation en 2016.

Les hospitalisations concernent bien plus souvent les personnes issues des groupes sociaux plus défavorisés.

\* Notons qu'il s'agit uniquement des hospitalisations classiques (les hospitalisations de jours sont exclues).

↳ On constate que :

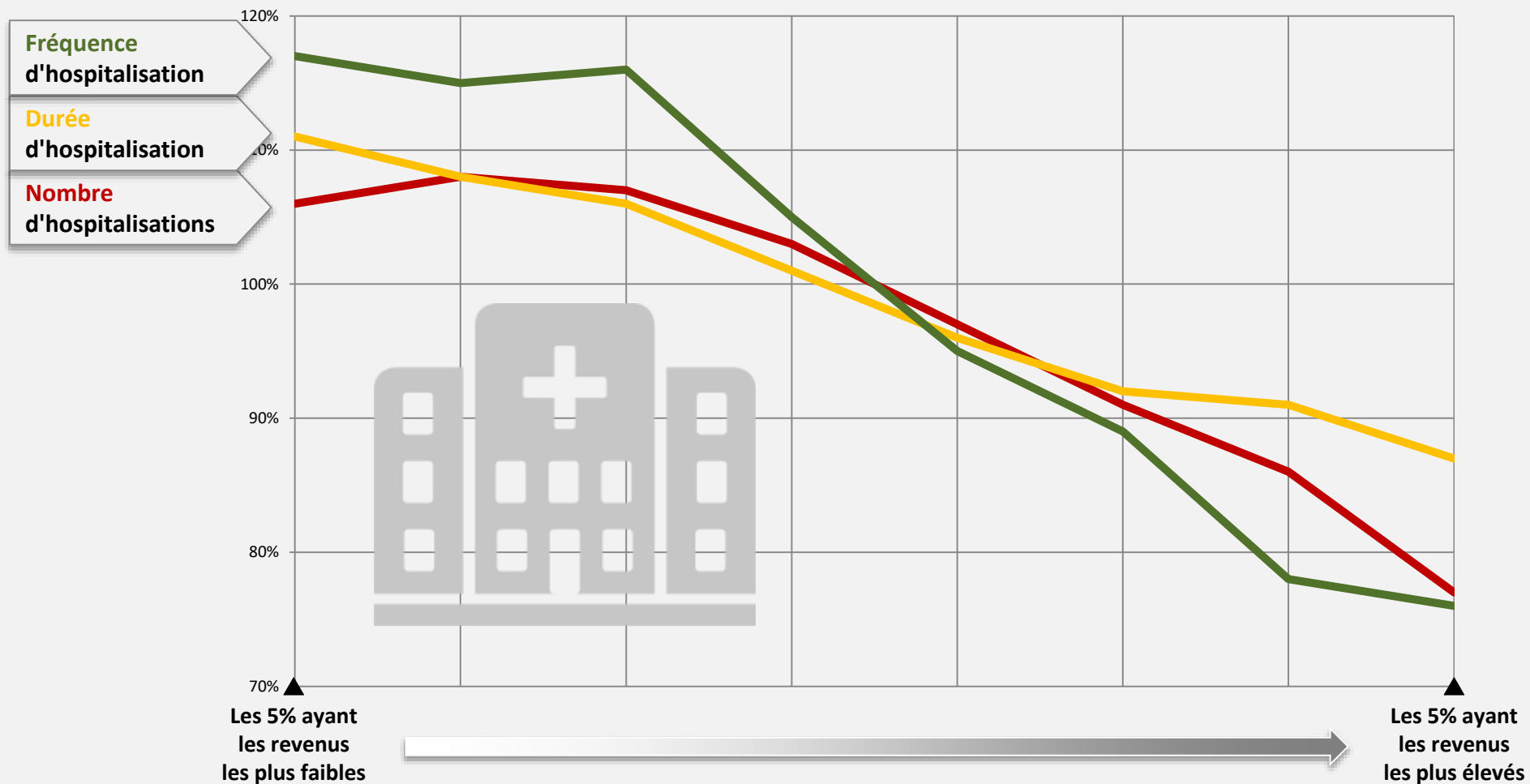
- La proportion d'affiliés hospitalisés au moins une fois en 2016 est plus élevée (entre +8% et +10% dans le premier et second groupe social) parmi les personnes défavorisées par rapport à la moyenne observée au sein de la population (100%),
- Ils sont plus nombreux à être hospitalisés au moins six fois sur l'année (+18% parmi les plus précarisés) et pour des durées plus longues (+12%) lorsqu'on compare ces chiffres à la moyenne observée au sein de la population (100%)\*,
- L'inverse est vrai parmi les groupes les plus aisés : la proportion d'affiliés hospitalisés est de 20% inférieure à la moyenne observée au sein de la population, celle hospitalisée au moins six fois sur l'année est de 24% moindre et pour une durée inférieure de 11%.

\* Dans la population (100%), la durée moyenne d'une hospitalisation est de 6,7 jours.



## Hospitalisations parmi les précarisés et les aisés

Base : 100% = total affiliés Solidaris.



Source : Service Etudes Solidaris 2018,

- ▶ **Les inégalités socio-économiques ont un impact évident sur la santé.**  
**Et ceci qu'il s'agisse :**
  - **de la mortalité avant 65 ans,**
  - **de la situation d'handicap,**
  - **d'avoir le diabète,**
  - **d'être hospitalisé pour des raisons de santé mentale,**
  - **d'adopter des pratiques de prévention,**
  - **d'être hospitalisé de nombreuses fois et pour des longues durées.**

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Les inégalités d'accès aux études selon la position socio-économique des individus est très claire.**

**Deux constats :**

### **1. Inégalités et reproduction sociale dans la synchronie.**

**La corrélation est nette : plus les revenus sont faibles, plus les niveaux d'études bas sont nombreux et inversement. Logique linéaire.**

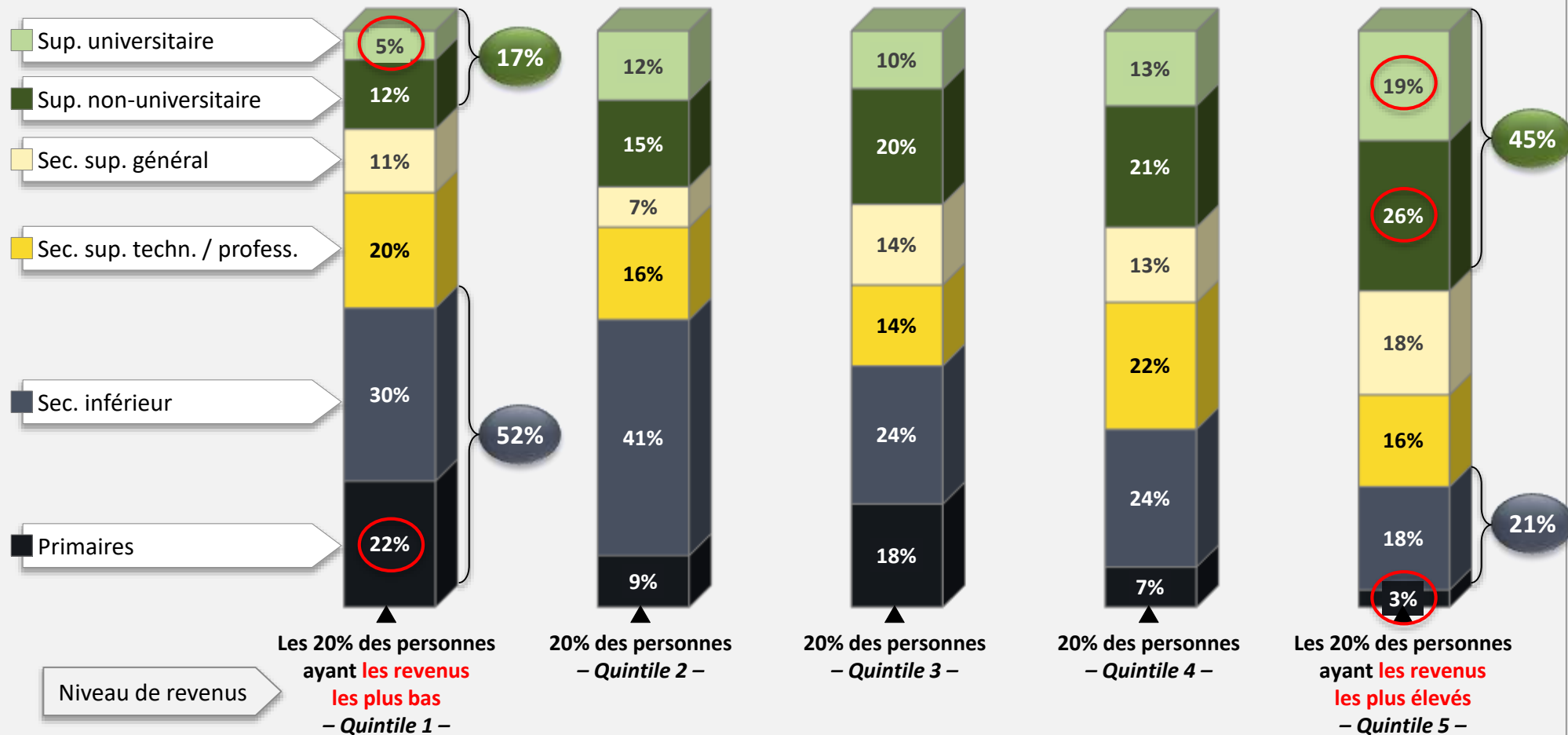
**Faible niveau d'études et emploi précaire donc revenus bas constituent trois facteurs en interaction et qui se renforcent en une spirale négative.**

**Ceci est confirmé par l'observation de l'évolution du taux de pauvreté monétaire selon le niveau d'études sur plus de 10 ans :**

- **Depuis le début des mesures SILC (2004) le fossé entre les individus les moins formés c'est-à-dire qui disposent tout au plus d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, et ceux qui ont un diplôme de l'enseignement supérieur se creuse de plus en plus.**
- **En 2017, les premiers ont un taux de pauvreté monétaire de 27,2% contre 6,4 % pour les diplômes les plus élevés.**

## Les niveaux d'études selon les revenus

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

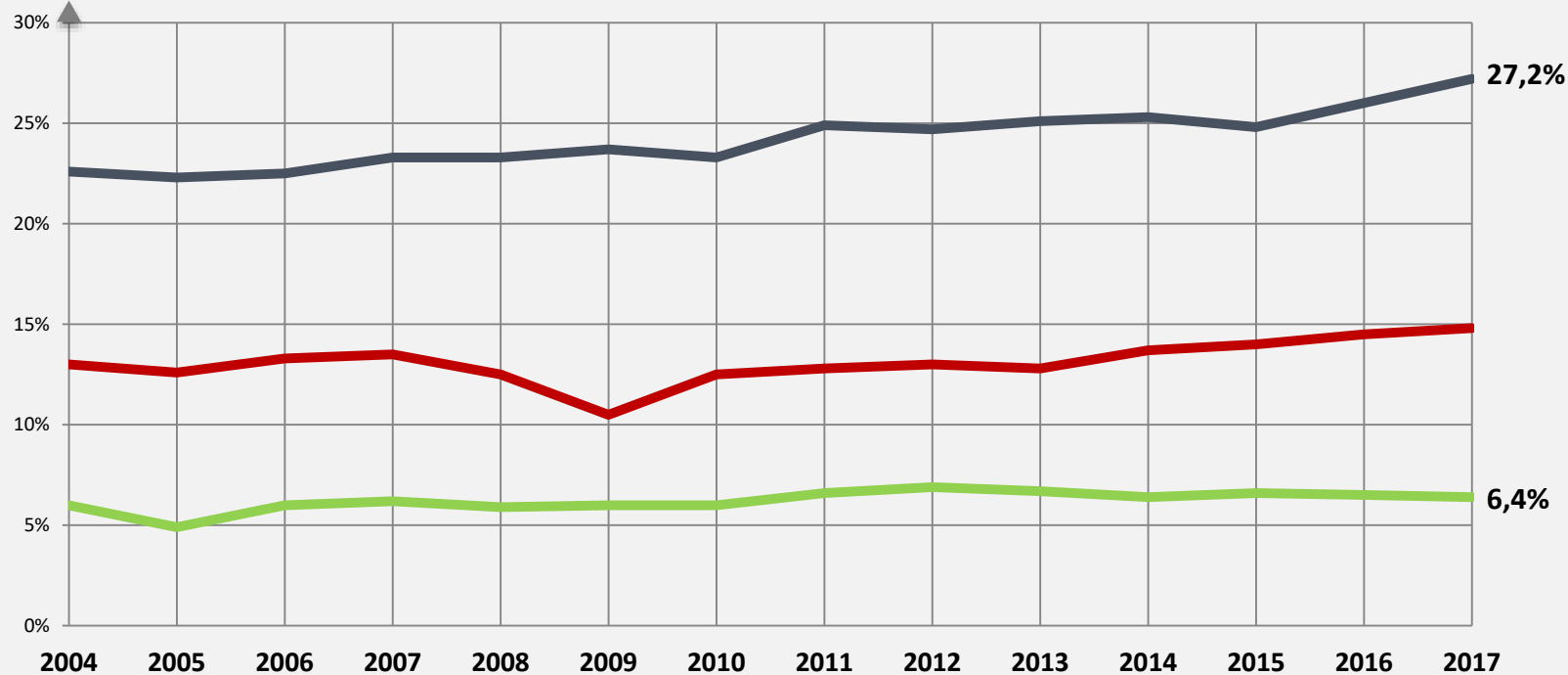


Source : Enquête Solidaris 2018

## Évolution du taux de pauvreté monétaire selon le niveau d'études

- Faible niveau de diplômes
- Niveau moyen de diplômes
- Haut niveau de diplômes

Taux de pauvreté monétaire



Source : SILC – Calculs Statbel.

### 2. Inégalités et reproduction sociale dans la diachronie.

La comparaison des études faites par une personne et celles faites par son père conduit aussi à un constat linéaire : c'est la reproduction sociale dans toute sa violence. Les chiffres sont limpides : plus le niveau d'études du père est bas, moins ses enfants font d'études. Et inversement.

Et ainsi, les fatalités sociales qui sont à l'œuvre fonctionnent pour les plus précarisés comme des prisons mentales qui limitent le champ des possibles.

Tout se passe comme si les individus ne parvenaient pas à se libérer de leur condition sociale d'origine. Ce sont les inégalités sociales qui se reproduisent.

Dans un précédent Thermomètre Solidaris\* nous avons montré comment les individus plus précarisés ont intériorisé la reproduction sociale. Cela s'observe de diverses façons : la majorité d'entre eux pense que leurs enfants seront soumis aux mêmes logiques perçues comme des fatalités auxquelles il est quasi impossible d'échapper. Et cette intériorisation de la fatalité de l'exclusion sociale et du décrochage irrémédiable se manifeste très tôt, dès le tout début de l'adolescence, tant par les enfants que par leurs parents. Souvent, les enfants quittent l'enseignement secondaire sans en avoir obtenu le diplôme, ce sont les « décrochants » \*\*.

\* Thermomètre 8 - Décembre 2015 : "Comment vont les parents de jeunes enfants – 0 à 3 ans – ?"

\*\* Les statistiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles actent que chaque année, ± 15% des adolescents quittent l'enseignement secondaire supérieur sans le diplôme (CESS).

- ▶ **Dès leur plus jeune âge, ces « décrochants » avaient la conviction et leurs parents aussi qu'ils allaient quitter le secondaire sans diplôme.**

**Cette intériorisation très précoce de leur enfermement dans une logique aboutit à des attitudes et des comportements contreproductifs qui ne permettent pas de casser cette logique de reproduction sociale de l'exclusion.**

**Par exemple, c'est parmi ce public qu'on trouve davantage le fait de ne pas mettre son jeune enfant à la crèche ou à l'école maternelle alors que toutes les études montrent que plus tôt on fréquente une institution d'apprentissages, plus on augmente ses chances de réussite de la carrière scolaire. Et ce constat est encore davantage vérifié pour les publics défavorisés .**

- ▶ **Nos divers Thermomètres permettent d'observer les trajectoires de ces individus et le constat est clair : la logique de la reproduction sociale de l'exclusion est évidente malgré diverses politiques qui visaient à « l'égalité des chances ».**



- ▶ **Retraçons brièvement l'historique de la mobilité sociale et de la reproduction des inégalités.**
- ▶ **Si l'on se penche sur l'optimisme qui a accompagné les « trente glorieuses », force est de constater avec Louis Chauvel\*, que dès cette époque les chances d'ascension sociale étaient déjà très inégalement réparties entre les différentes cohortes d'âges qui se succèdent.**

**Il distingue : « Les générations nées de 1920 à 1935, spécifiquement marquées par les vingt années de la reprise de l'après-guerre et définies par une structure sociale industrielle et ouvrière intégrée, qui, malgré un faible niveau de formation et des perspectives sociales modestes, purent bénéficier du plein emploi, de l'extension de la protection sociale, d'une retraite décente à la fin de la vie professionnelle ; celles de 1936-1950, recrutées lors de la décennie dorée, qui vécurent ainsi la première explosion scolaire, l'expansion tertiaire, l'extension de l'emploi dans les secteurs public et privé, voyant ainsi doubler ses chances d'accès au salariat moyen et supérieur ; enfin, celles de 1950-1965, marquées par la stagnation ».**

**Les thèses optimistes d'un Henri Mendras\*\* ou celles antérieures d'un Robert A. Nisbet\*\*\* qui envisagent la fin des classes sociales par le biais d'une « moyennisation de la société » rendue possible par le recul de la reproduction sociale semblent ne pas prendre en compte l'existence des cohortes très différentes déjà dès les trente glorieuses.**

\* Louis Chauvel, *Le destin des générations - Structure sociale et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010*, Presses Universitaires de France, coll. : « Quadrige », Paris, 2010

\*\* Henri Mendras, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1988

\*\*\* Robert A. Nisbet, *The Decline and Fall of Social Class*, Pacific Sociological Review, 1959

Dans son livre, *« Le destin au berceau »*, à son tour, Camille Peugny\* montre d'abord, chiffres à l'appui, que les fortes chances de mobilité sociale ascendante n'ont réellement touché que les « premiers-nés du baby-boom », et qu'elles diminuent considérablement dès la fin des années 1970, confirmant ainsi les données de Louis Chauvel.

Et pour citer la recension de son ouvrage par Frédérique Leblanc\*\* :

*« Malgré l'aspiration des individus à l'appartenance à la classe moyenne, la diminution des inégalités ne concerne désormais que des groupes sociaux dont les effectifs décroissent régulièrement depuis le début des années 1990 (les salariés stables et/ou à temps plein par exemple).*

*Qu'en outre, le clivage ouvriers/employés se déplace vers un clivage qualifiés/non qualifiés, confirmant l'importance de la prise en compte du niveau de diplôme dans les études sur la reproduction sociale, et l'essor des classes moyennes s'accompagne d'un mouvement de force centrifuge qui creuse le fossé entre une fraction des groupes sociaux les plus favorisés et une fraction des classes populaires ».*

Camille Peugny rejoint ainsi d'autres chercheurs qui soulignent la polarisation croissante du monde du travail en termes de qualité de l'emploi et de conditions de travail, et rappelle en conclusion de son ouvrage que « la moyennisation de la société est un mythe ».

De plus, la reproduction sociale par le biais de l'enseignement est parfaitement documentée et ce, depuis des dizaines d'années ! \*\*\*

\* Camille Peugny, *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Seuil, coll. « La république des idées », 2013

\*\* Frédérique Leblanc, « *Le destin au berceau* », Sociologie [En ligne], Comptes rendus, 2013 <http://sociologie.revues.org/1978>

\*\*\* Voir entre autres : Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1970 ou, des mêmes auteurs, *Les Héritiers-Les étudiants et la culture*, Editions de Minuit, Coll. « Le sens commun », Paris, 1964

**Camille Peugny fait remarquer que,**

*« Malgré la démocratisation apparente de l'enseignement (certains préfèrent parler de massification), les inégalités n'ont pas disparu mais se sont déplacées du début à la fin de la scolarité : non seulement ceux qui entreprennent des études longues voient la durée de celles-ci augmenter bien plus que celles des jeunes qui ont des durées d'études déjà courtes, mais de surcroît les enfants de diplômés du supérieur ont nettement plus de chances que les autres d'être eux-mêmes diplômés du supérieur.*

*Par ailleurs, les classes sociales populaires tendent à adopter des comportements qui tendent à diminuer encore les chances de succès de leurs enfants dans le système scolaire et ce dès avant l'entrée à l'école primaire ».*

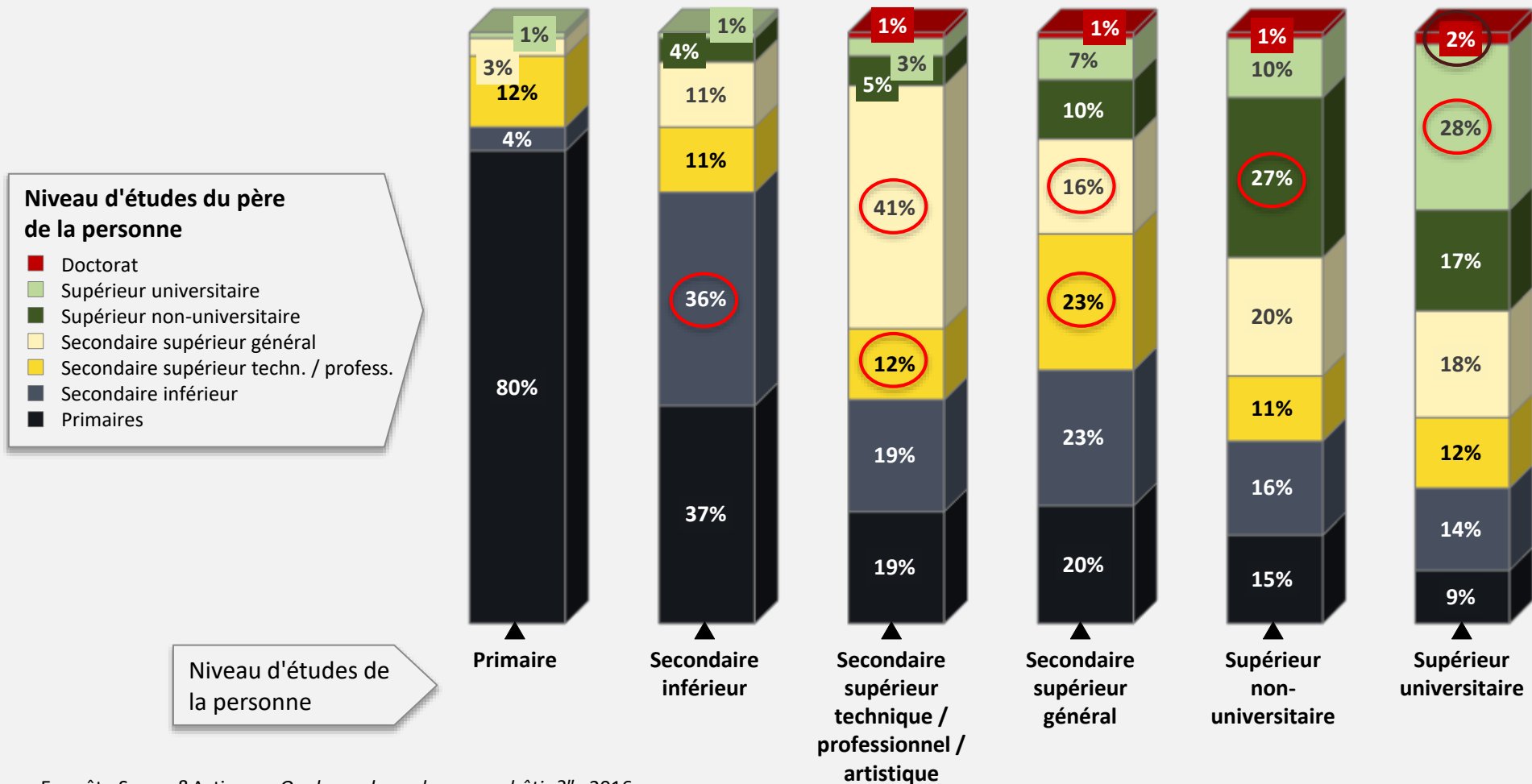
**D'autres approches, par exemple celle très connue de Thomas Picketty\*\* prédisent également une augmentation des inégalités.**

**Augmentation des inégalités et reproduction sociale de ces inégalités forment un cocktail explosif !**

\* Thomas Picketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, coll. « Les Livres du nouveau monde », Paris, 2013

## La reproduction sociale par le capital culturel - Le niveau de diplôme -

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Survey&Action : «*Quel monde voulons-nous bâtir ?*», 2016.

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **A travail égal, les salaires des femmes et des hommes sont encore inégaux.**

**Le SPF Economie, PME, classes moyennes et énergie note dans son récent document "Statistics Belgium 2017", que :**

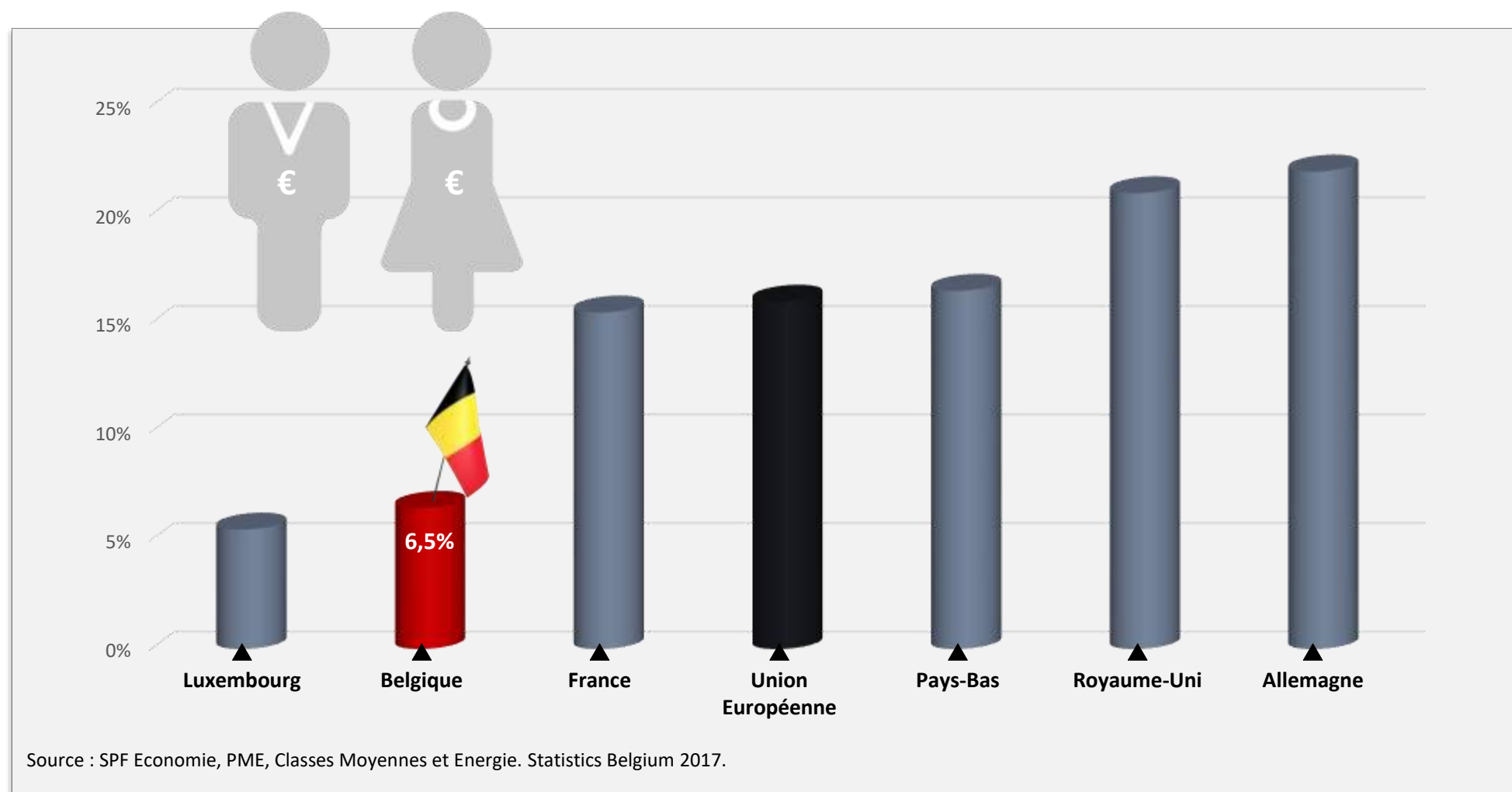
**"Le salaire moyen d'un salarié dépend de différents facteurs. Ainsi, un niveau d'instruction plus élevé se traduira par un salaire plus conséquent. Par ailleurs, il existe toujours une différence de rémunération entre les hommes et les femmes. En Belgique, une femme gagne en moyenne 6,5% de moins par heure de travail prestée qu'un homme."**

- ▶ **A ce constat, s'ajoute le fait que les femmes sont nettement plus nombreuses à travailler à temps partiel que les hommes. Et cela de façon constante dans le temps.**

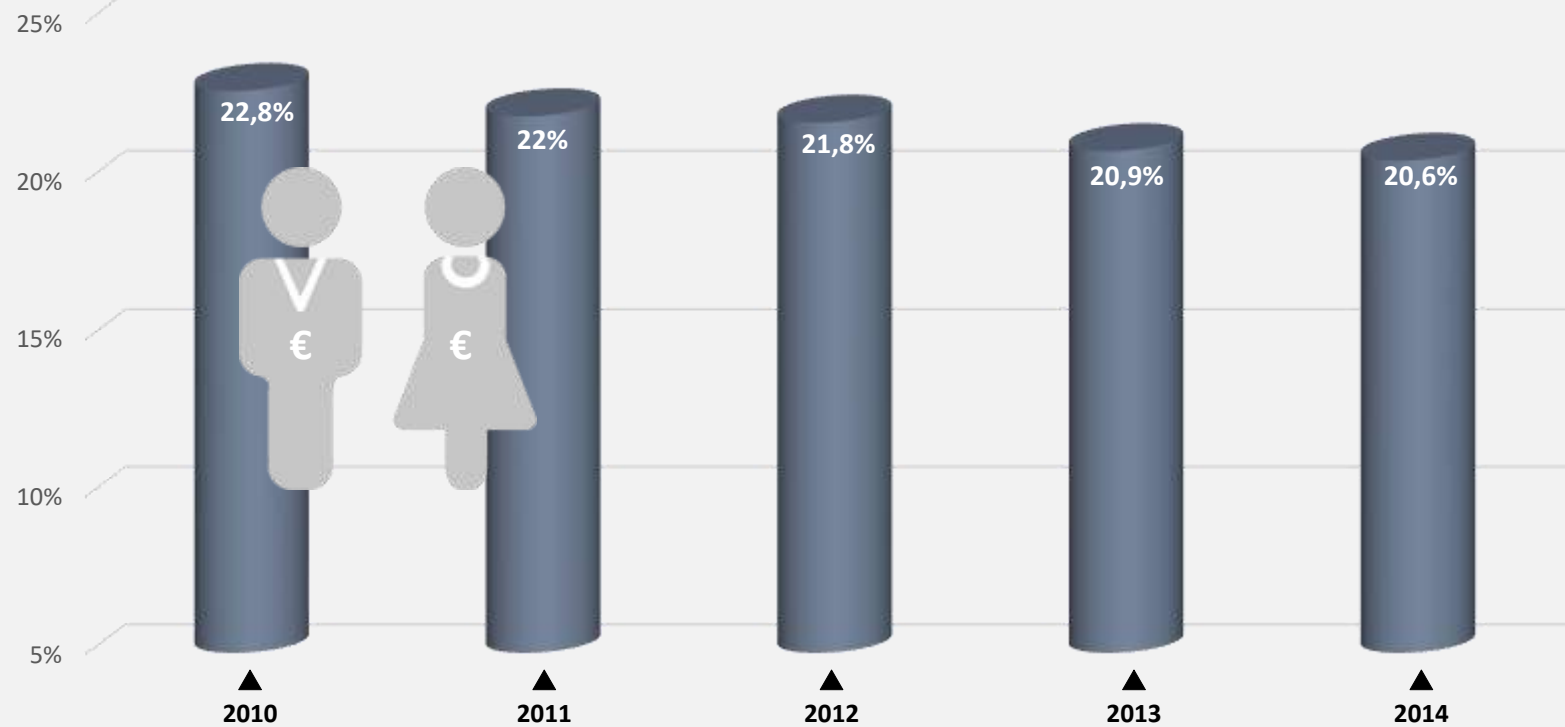
**En 2016, 44,5% des femmes salariées travaillaient à temps partiel.  
Parmi les hommes salariés, ce taux est de 10,6% .**

**De ce fait, les revenus des femmes demeurent donc globalement inférieurs à ceux des hommes.**

Écart salarial corrigé (taux horaire brut) entre les hommes et les femmes - 2015 (en %)



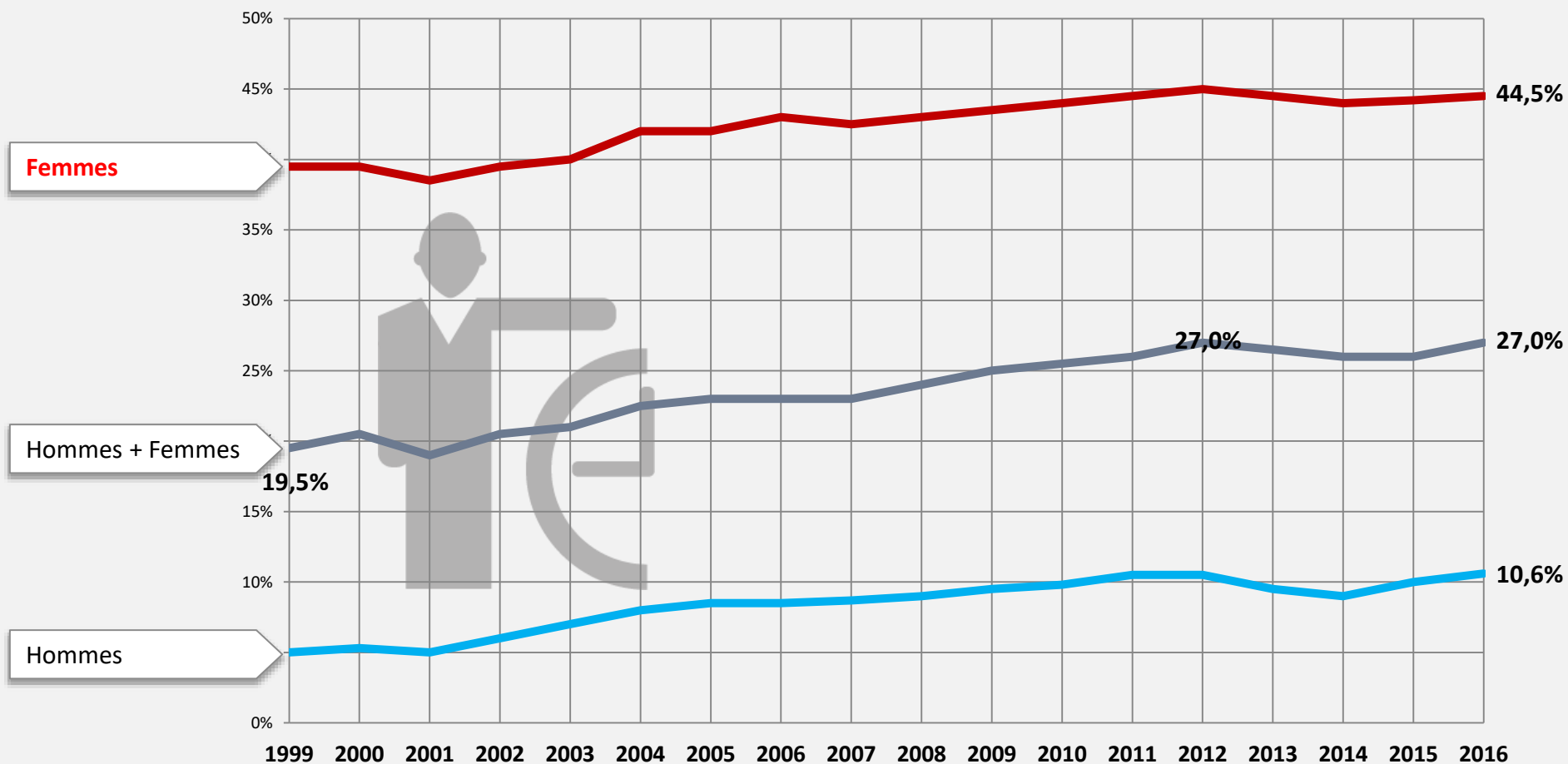
## Écart salarial en salaires annuels entre les hommes et les femmes – entre 2010 et 2014 (en %)



Source : Sources : Bureau fédéral du Plan et DGSIE, Enquête sur la Structure et la Répartition des Salaires, 2017



## Évolution de la proportion de salariés à temps partiel – 1999 - 2016 –



Source : SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie. Statistics Belgium 2017.

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **De façon classique, deux indicateurs sont utilisés pour mesurer le risque de pauvreté et d'exclusion :**

**1. AROPE = People at risk of poverty or social exclusion\*.**

**2. AROP = People at risk of poverty\*\*.**

**Les pages suivantes montrent que pour ces deux indicateurs la situation en Wallonie tend à s'aggraver :**

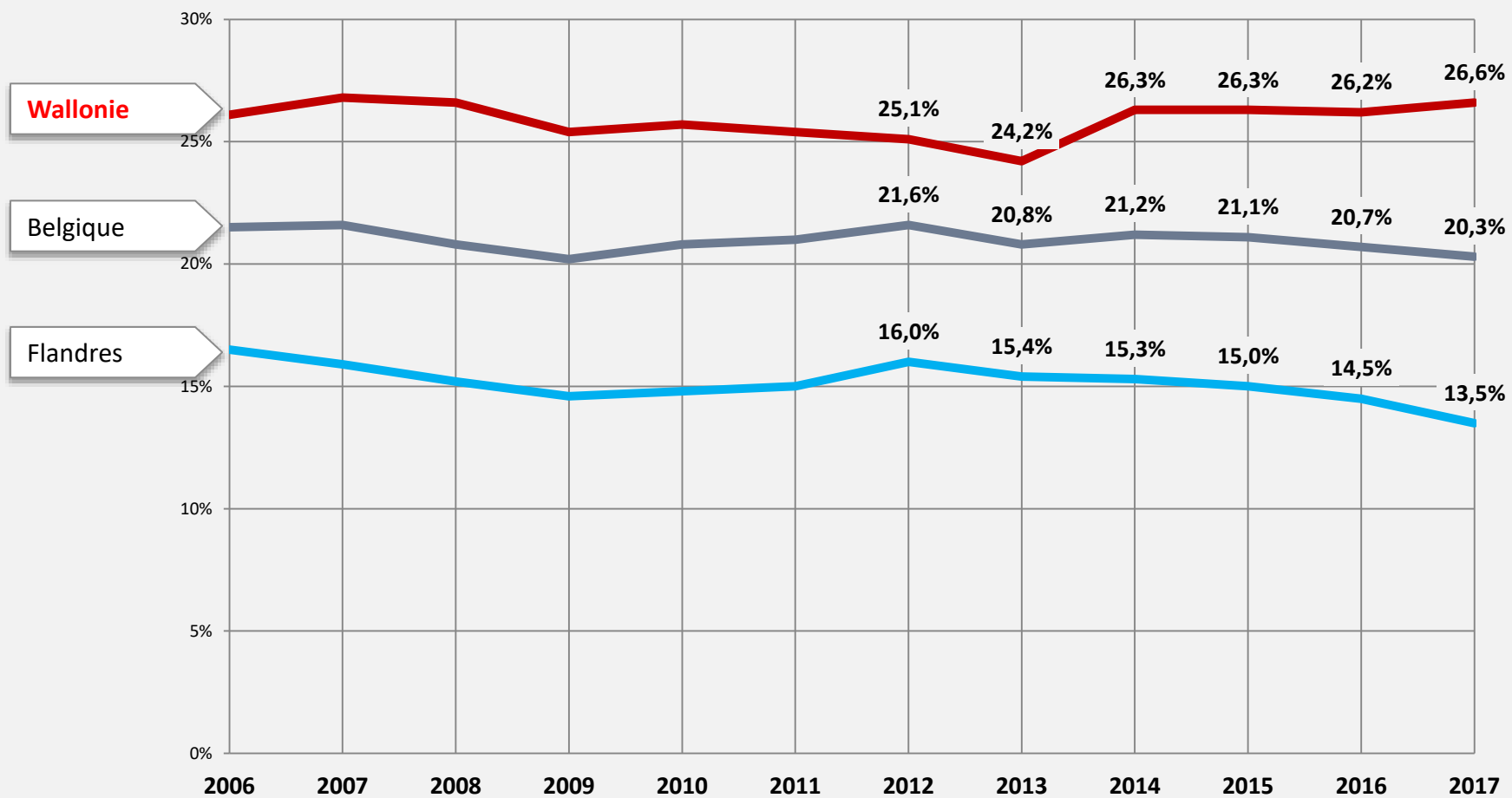
- **26,6% présente un risque de pauvreté ou d'exclusion (Arope) en 2017 alors qu'en 2016, il s'agissait de 26,2%,**
- **21,2% présente un risque de pauvreté monétaire (Arop) en 2017 alors qu'en 2016, il s'agissait de 19,4 %, Donc forte croissance.**

\* Cet indice additionne les individus :

- exposés à un risque de pauvreté c'est-à-dire dont le revenu disponible est inférieur au seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% du revenu médian national après transferts sociaux.
- gravement défavorisés matériellement (au moins 4 indicateurs sur une batterie de 9)
- étant dans un ménage à très faible intensité de travail - c-à-d dont les membres travaillent à 20% ou moins de leur potentiel de travail au cours de la dernière année.

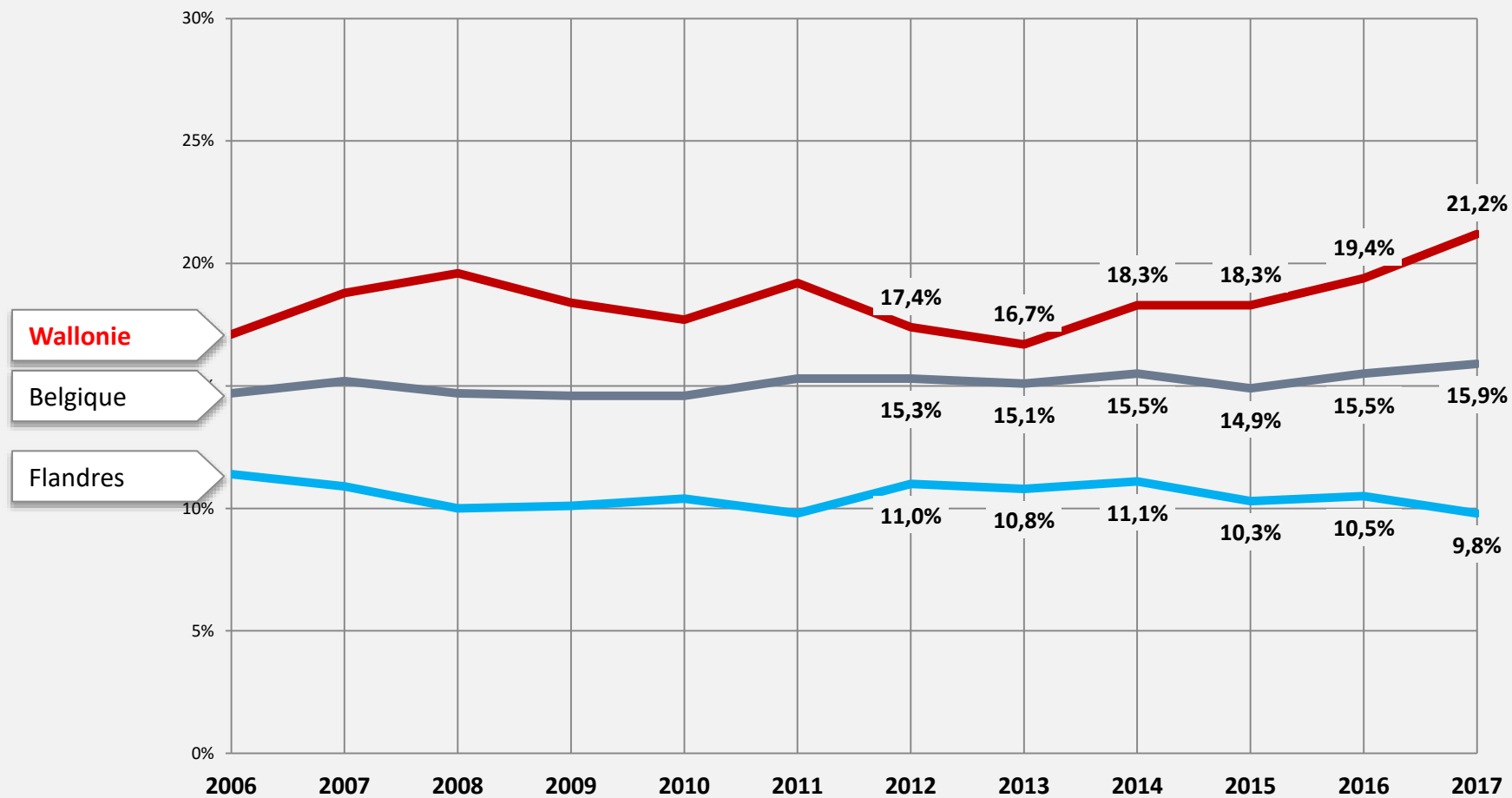
\*\* Cet indice ne comporte que la pauvreté monétaire.

## Évolution du taux de pauvreté ou d'exclusion (ARPE)



Source : SPF Sécurité Sociale – *The evolution of the social protection in Belgium – 2018.*

## Évolution du taux de risque de pauvreté monétaire (AROP)



Source : SPF Sécurité Sociale – *The evolution of the social protection in Belgium – 2018.*

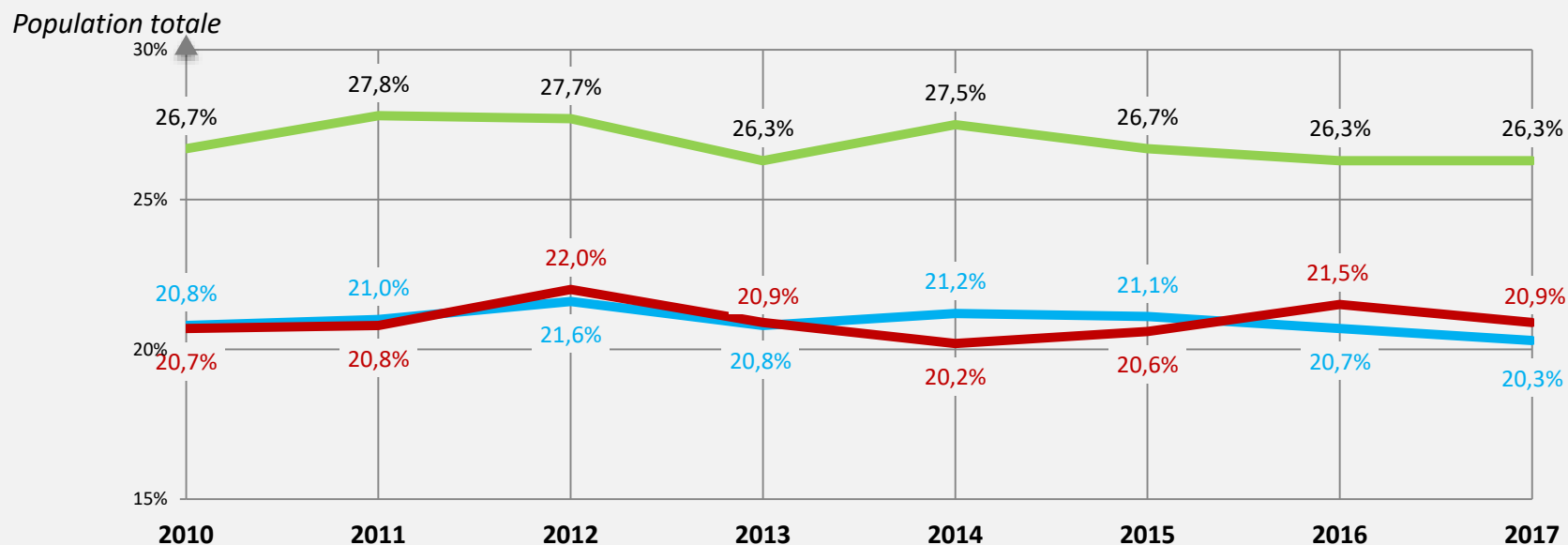
- ▶ **Ces chiffres acte que notre société laisse ± 20% des individus au bord du chemin et cela de façon stable dans le temps.**

**Ce constat est confirmé tant par des données objectives que par le récit des individus eux-mêmes qui témoignent d'une précarité extrême.**

- ▶ **Les transferts sociaux parviennent à réduire quelque peu le nombre de personnes très précarisées (environ 1/5<sup>e</sup> de celles-ci). Cela montre que le problème est avant tout l'occupation à l'emploi et le niveau de rémunération du travail.**

## Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale – AROPE – et transferts sociaux

- Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale – AROPE <sup>(1)</sup> – population en Belgique,
- Taux de pauvreté subjective <sup>(2)</sup>
- Taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux sauf les pensions <sup>(3)</sup> –



(1) : Un individu est considéré comme à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale si le ménage auquel il appartient est menacé par la pauvreté monétaire (revenus inférieurs à 60% du revenu médian) et/ou vit dans une situation de privation matérielle grave et/ou connaît une très faible intensité de travail. AROPE = A risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

(2) : Un individu présente un risque de pauvreté subjective si la personne de référence de son ménage estime que le ménage n'arrive que difficilement, voire très difficilement, à joindre les deux bouts.

(3) : Pourcentage de personnes dont le revenu avant déduction des transferts sociaux à l'exception des pensions est inférieur au seuil de pauvreté.

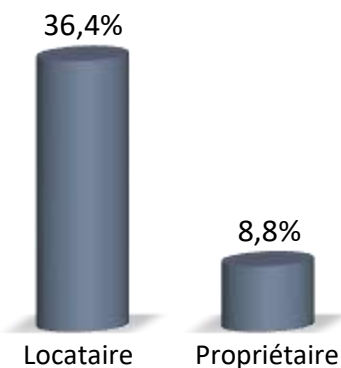
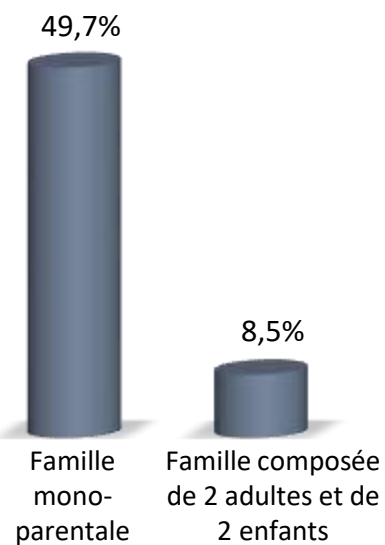
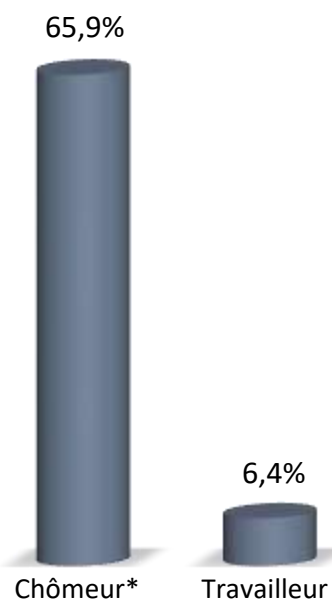
Source : SILC – Calculs Statbel EU-SILC (European Union – Statistics on Income and Living Conditions) est une enquête sur les revenus et les conditions de vie : elle constitue un outil important permettant de dresser, aux niveaux belge et européen, un état des lieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'objectif de cette enquête (en Belgique, 6.000ménages) est de mettre en place un cadre global pour la production récurrente d'informations statistiques 'communautaires' concernant l'évolution des revenus et des conditions de vie (EU-SILC) ; elle recèle des données cohérentes, tant longitudinales que transversales, sur les revenus et la pauvreté (niveau, composition...), aux échelons à la fois national et européen.

- ▶ Clairement, les facteurs de risques de vivre dans une extrême précarité sont : le fait d'être demandeur(se) d'emploi, de vivre dans une famille mono parentale ou d'être locataire de son logement.
- ▶ Notons tout de même que si le fait d'avoir un emploi éloigne du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, **il y a néanmoins 6,4% d'individus à l'emploi qui sont des *working poor*.**



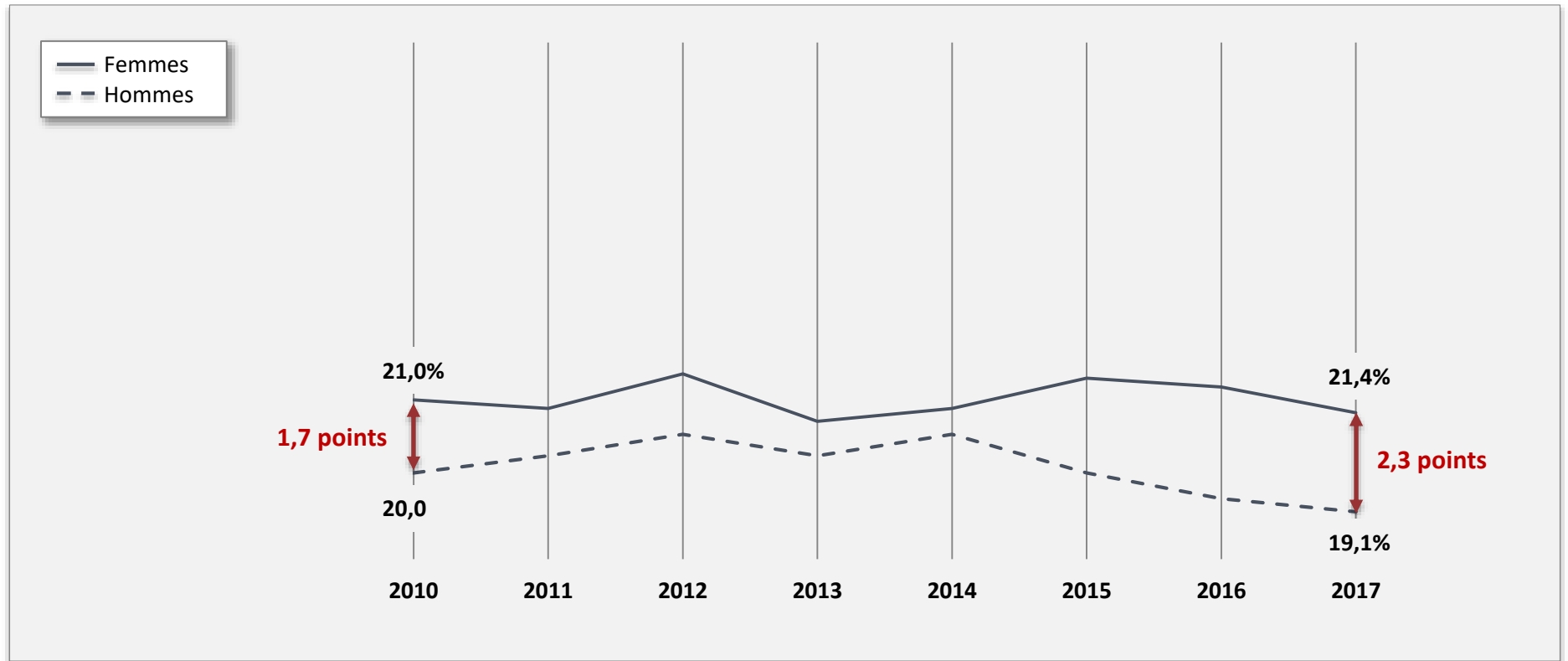
**Les profils les plus fragilisés**  
**- Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2017 -**



\* Dans le cadre de l'enquête SILC, un individu est considéré comme "chômeur" sur la base d'un statut autodéterminé : il a déclaré être chômeur pendant au moins 7 mois sur les 12 derniers mois.

- ▶ La répartition du risque de pauvreté ou d'exclusion sociale selon le genre montre très clairement **une inégalité constante dans le temps : les femmes sont plus exposées à ce risque.**

## Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale - Variations femmes - hommes -



Source : SILC – Calculs Statbel.

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

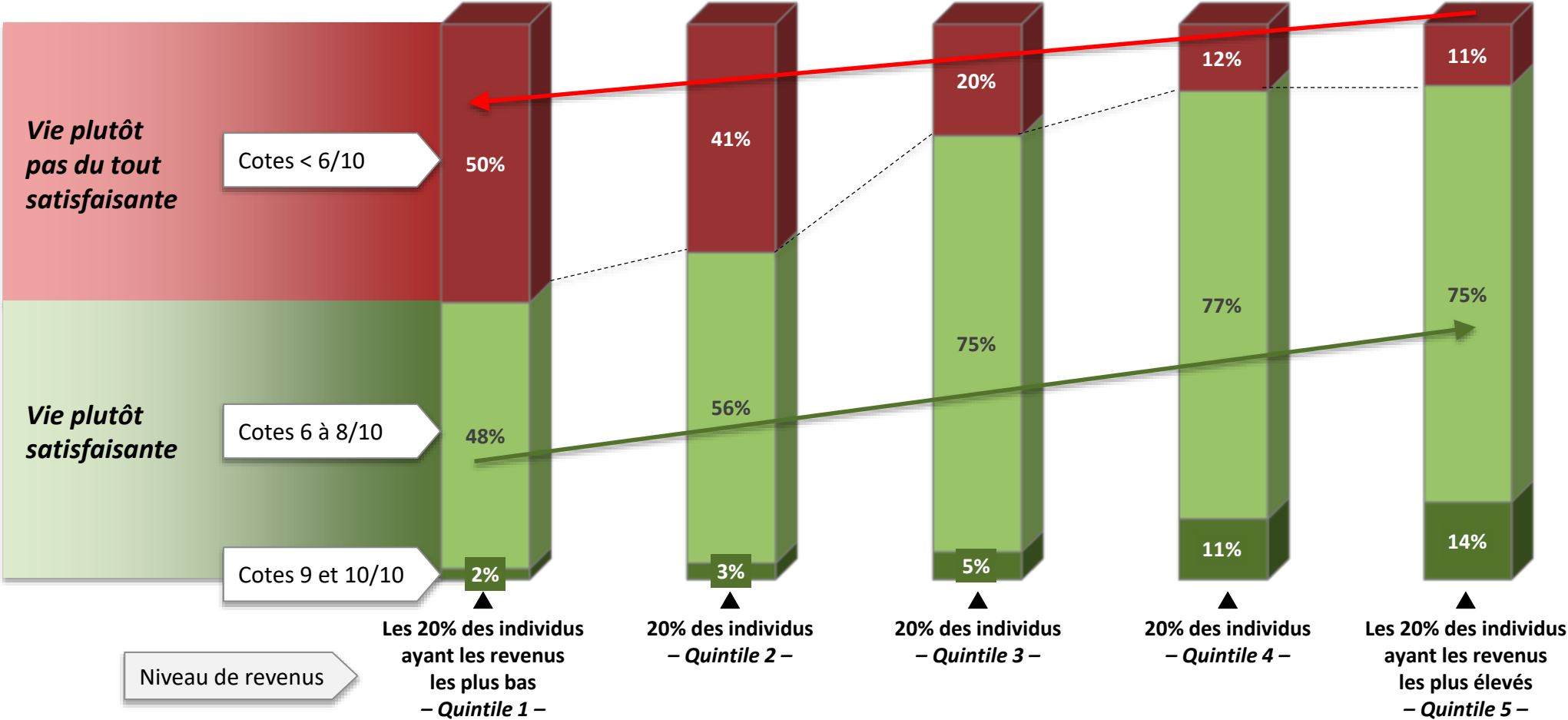
- ▶ **Après avoir examiné les nombreuses statistiques (pour la plupart « objectives ») des inégalités dans plusieurs champs, voyons à présent quelle est la subjectivité des individus, leurs perceptions et leurs représentations par rapport aux inégalités, aux injustices, etc.**
- ▶ **Existe-t-il le sentiment que les inégalités s'accroissent ? Y a-t-il un ressenti d'une injustice dans les efforts à accomplir ? Existe-t-il des peurs de subir davantage ces inégalités dans le futur ? Quel(s) acteur(s) est(sont) perçu(s) comme agissant pour tenter de réduire les inégalités ?  
En quel(s) acteur(s) a-t-on confiance ? Est-on fataliste par rapport aux inégalités ? Etc.**
- ▶ **Plongeons à présent dans le ressenti des individus.**

- ▶ **Le premier aspect concerne l'image de soi selon les revenus.**
- ▶ **Indéniablement, plus les revenus sont faibles, plus on a une image négative de sa vie et de soi.**  
**Le constat est linéaire.**  
**Même logique pour l'évaluation positive de sa vie : elle augmente lorsque le niveau de revenus croît.**
- ▶ **Les inégalités de revenus conditionnent donc clairement la capacité que ressent subjectivement l'individu de pouvoir s'inventer sa vie selon ses aspirations et ses désirs.**
- ▶ **La précarité de revenus crée l'insécurité à tous niveaux et d'abord à propos de l'image de soi !**

## Le bien-être subjectif selon le revenu – l'échelle de Cantril –

► Tout compte fait, en fonction de vos attentes, de vos espoirs et de ce que vous percevez comme le résultat de tous vos efforts, comment évaluez-vous **votre vie actuelle** sur une échelle de 0 à 10.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête : «*Quel monde voulons-nous bâtir ?*», 2016 – Survey & Action.

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.



- ▶ Dans l'introduction de ce rapport, nous évoquons l'importance de la peur (évidemment subjective) du déclassement social. Et nous ajoutons que la mesure de cette peur, de ce ressenti est complémentaire aux statistiques de personnes vivant réellement aujourd'hui par exemple sous le seuil de pauvreté (réalité "objective").

Appréhender cette perception d'une  **Crainte de "descendre l'échelle sociale"** nous paraît essentielle pour éclairer diverses opinions, attitudes, voire de comportements notamment électoraux.

- ▶ Dans cette partie du rapport sur les perceptions des individus, nous allons voir que, très souvent, c'est cette peur du déclassement social qui est le déterminant le plus discriminant des diverses opinions par rapport à d'autres variables plus classiques comme l'âge, le revenu, le genre, le niveau d'études.

- ▶ Sur l'ensemble de la population, en moyenne, **près de six individus sur dix ressentent cette peur du déclassement.**

Qui sont-ils ?

- bien que cette peur touche toutes les catégories de revenus, parmi ceux qui ont les revenus les plus faibles, près de huit sur dix ressentent cette peur – alors que ces individus sont déjà dans le bas de l'échelle sociale, ils ont le sentiment qu'ils pourraient encore descendre davantage !-. Parmi ceux qui gagnent le plus, cette peur touche trois sur dix d'entre eux. Bien que cette peur s'atténue au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle sociale, elle est néanmoins bien présente à tous les échelons.
  - davantage les femmes que les hommes,
  - plus on est âgé, plus on exprime cette crainte,
  - et évidemment, elle est élevée parmi ceux qui vivent un "mal emploi".
- ▶ Pour comprendre les diverses opinions que nous allons examiner dans cette partie du rapport, cette variable "peur du déclassement ou non" sera très souvent utilisée pour éclairer et donc tenter de comprendre les attitudes.

# LA SOCIÉTÉ BELGE PERÇUE COMME TRÈS INJUSTE

- Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

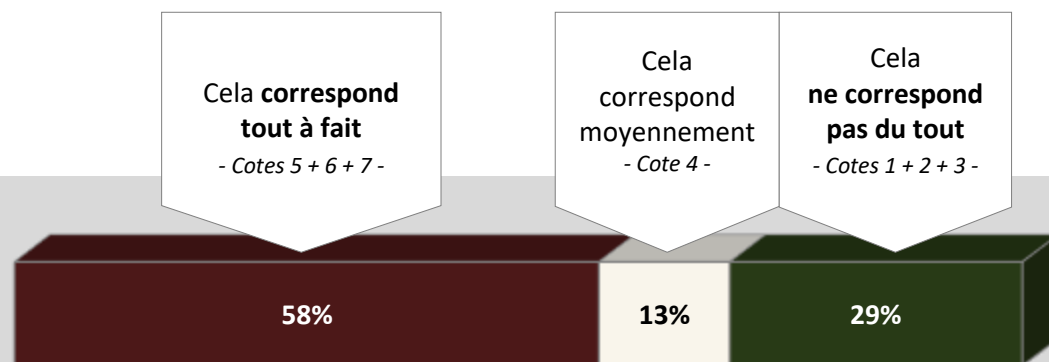
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

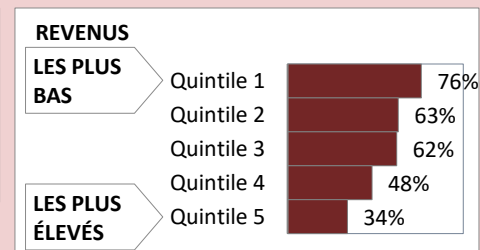
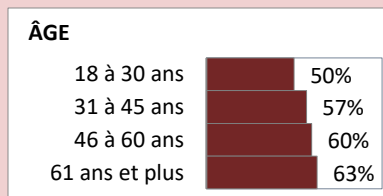
Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Je crains vraiment que mon pouvoir d'achat diminue dans les mois et les années qui viennent**



+	Mal emploi	72%
+	Femmes	63%
-	Hommes	53%



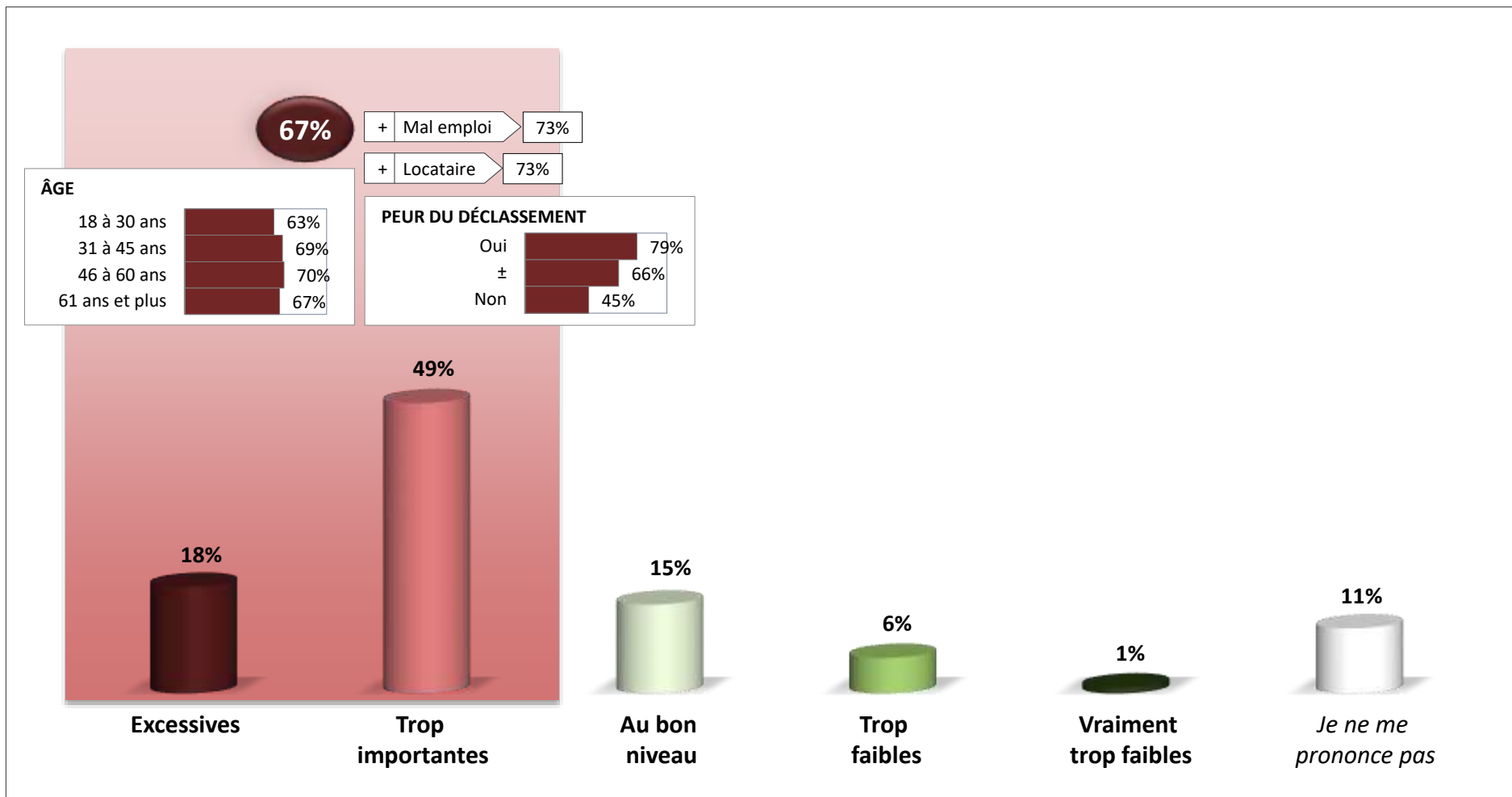
Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **La société belge est largement perçue comme très inégalitaire – par 67% des individus – et ces inégalités sont considérées par une grande majorité comme injustes – 58% –.**
- ▶ **De plus, une nette majorité – 63% – ressent que cette situation de fortes inégalités s'accroît depuis 3 à 5 ans.**
- ▶ **Tendanciellement, plus on craint un déclassement social, plus on est nombreux à, logiquement, ressentir la société comme de plus en plus inégalitaire.**  
**Et inversement, ce qui tendrait à dire qu'on évalue la situation de l'état de l'ensemble de la société essentiellement en généralisant sa propre situation.**  
**Le différentiel d'évaluation de l'état des inégalités entre ceux qui ont peur de leur déclassement et ceux qui ne le craignent pas est vraiment significative, pourtant la société qu'ils évaluent est la même !**

# LA SOCIÉTÉ BELGE PERÇUE COMME TRÈS INJUSTE

- D'une manière générale, diriez-vous qu'en Belgique, **les inégalités socio-économiques entre les gens** sont actuellement :

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidarité 2018.

# LA SOCIÉTÉ BELGE PERÇUE COMME TRÈS INJUSTE

- Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

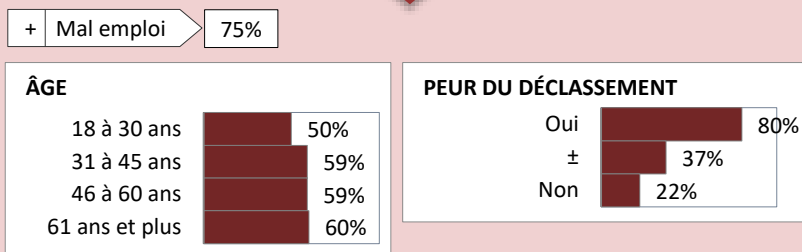
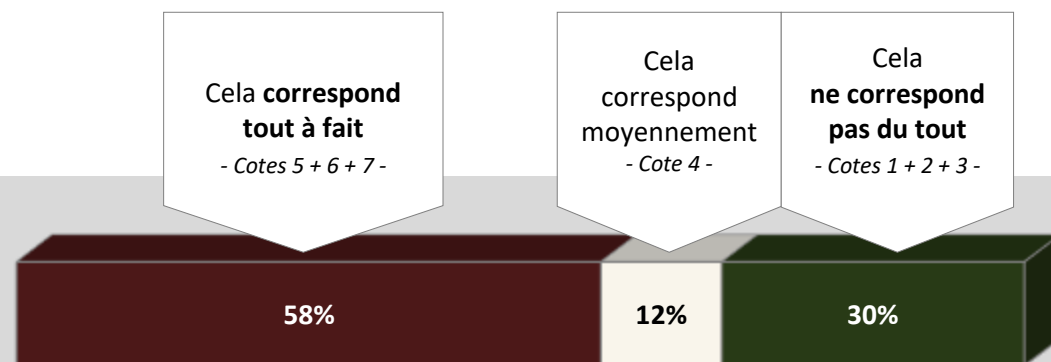
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Nous vivons dans une société vraiment injuste**

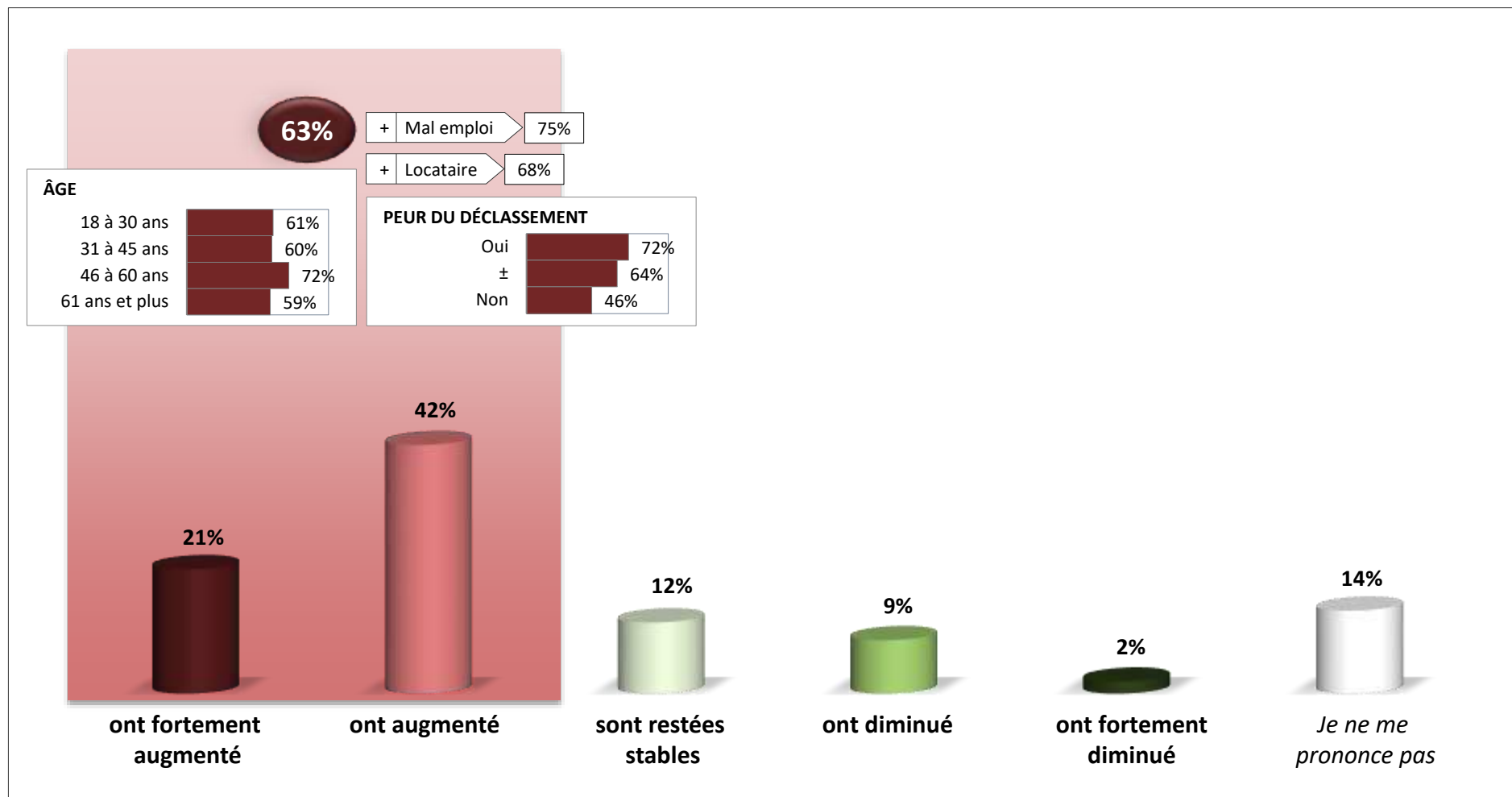


Source : Enquête Solidaris 2018.

# LA SOCIÉTÉ BELGE PERÇUE COMME TRÈS INJUSTE

- Globalement, depuis quelques années - 3 à 5 ans - diriez-vous que les inégalités socio-économiques en Belgique :

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidarité 2018.

# AGENDA

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

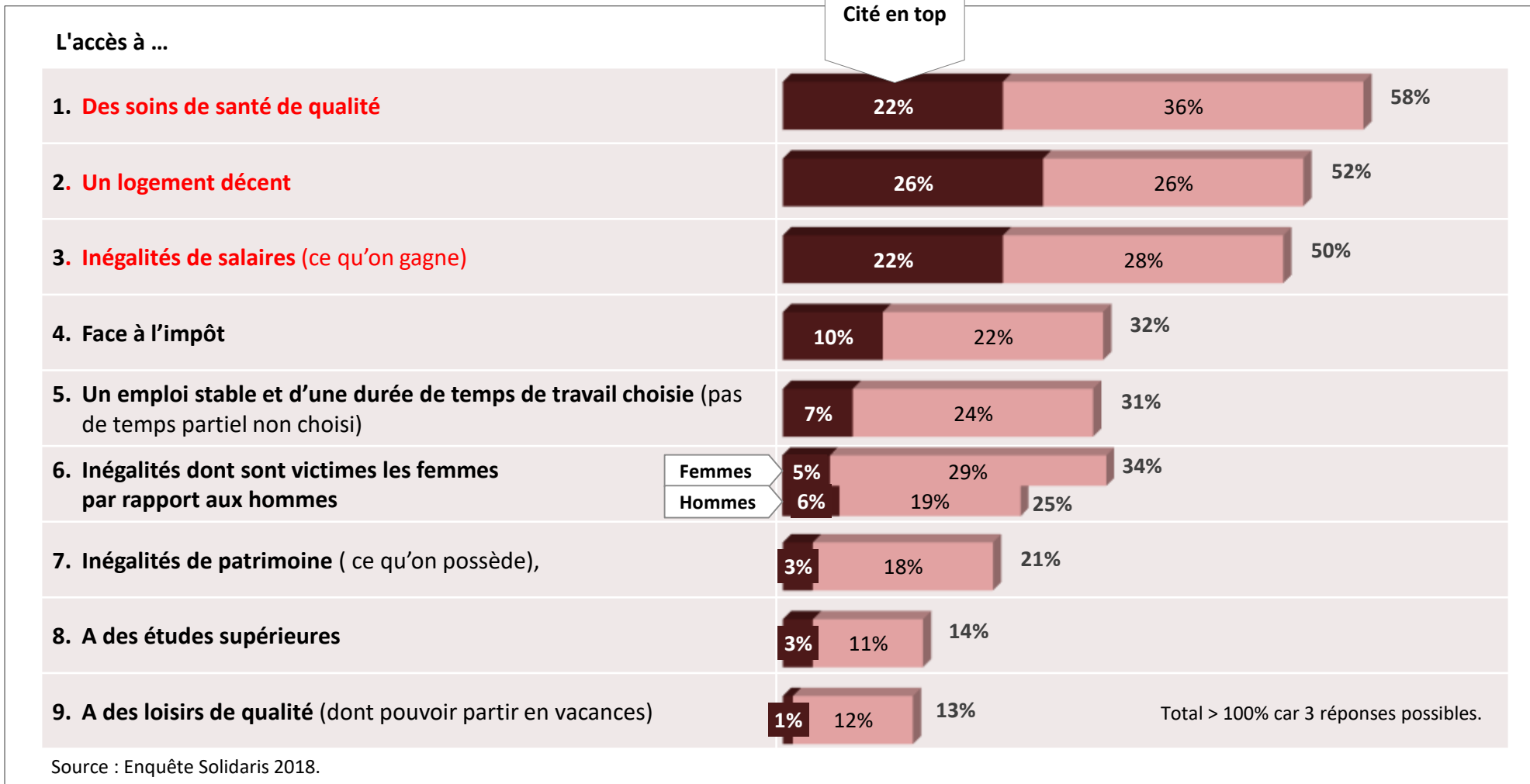


- ▶ **Les inégalités concernant l'accès aux soins de qualité, à un logement décent et à des salaires justes sont de loin considérées à la fois comme les plus graves et les plus répandues.**
- ▶ **Etrangement, alors que nous avons vu que l'inégalité face au patrimoine est nettement supérieure à celle des revenus, seuls deux individus sur dix ressentent cette inégalité comme répandue et grave.**  
**Également l'inégalité d'accès aux études supérieures (qui est pourtant un des leviers pour tenter de réduire les inégalités et casser les fatalités sociales), n'est perçue comme répandue et grave que par un peu plus d'un individu sur dix !**

# LES INÉGALITÉS PERÇUES COMME LES PLUS GRAVES

► Parmi les inégalités suivantes, quelles sont **les trois qui vous paraissent les plus graves** :

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

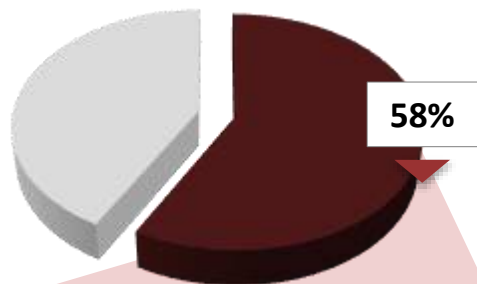


# LES INÉGALITÉS PERÇUES COMME LES PLUS GRAVES

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

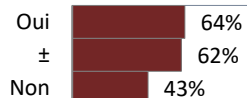
## LE TOP 3

### L'accès à des soins de santé de qualité

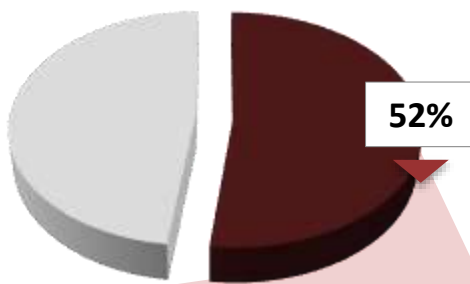


- + Mal emploi 68%
- + 61 ans et + 63%

#### PEUR DU DÉCLASSEMENT



### L'accès à un logement décent



- + Mal emploi 60%
- + Bruxelles 61%
- Vit seul(e) 62%
- Wallonie 49%
- 46 à 60 ans 57%
- + Locataire 62%
- + Précarité matérielle du logement 59%

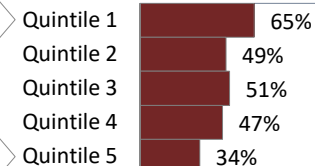
### Inégalités de salaires (ce qu'on gagne)



- + Famille monoparentale 59%

#### REVENUS

##### LES PLUS BAS



##### LES PLUS ÉLEVÉS

#### PEUR DU DÉCLASSEMENT



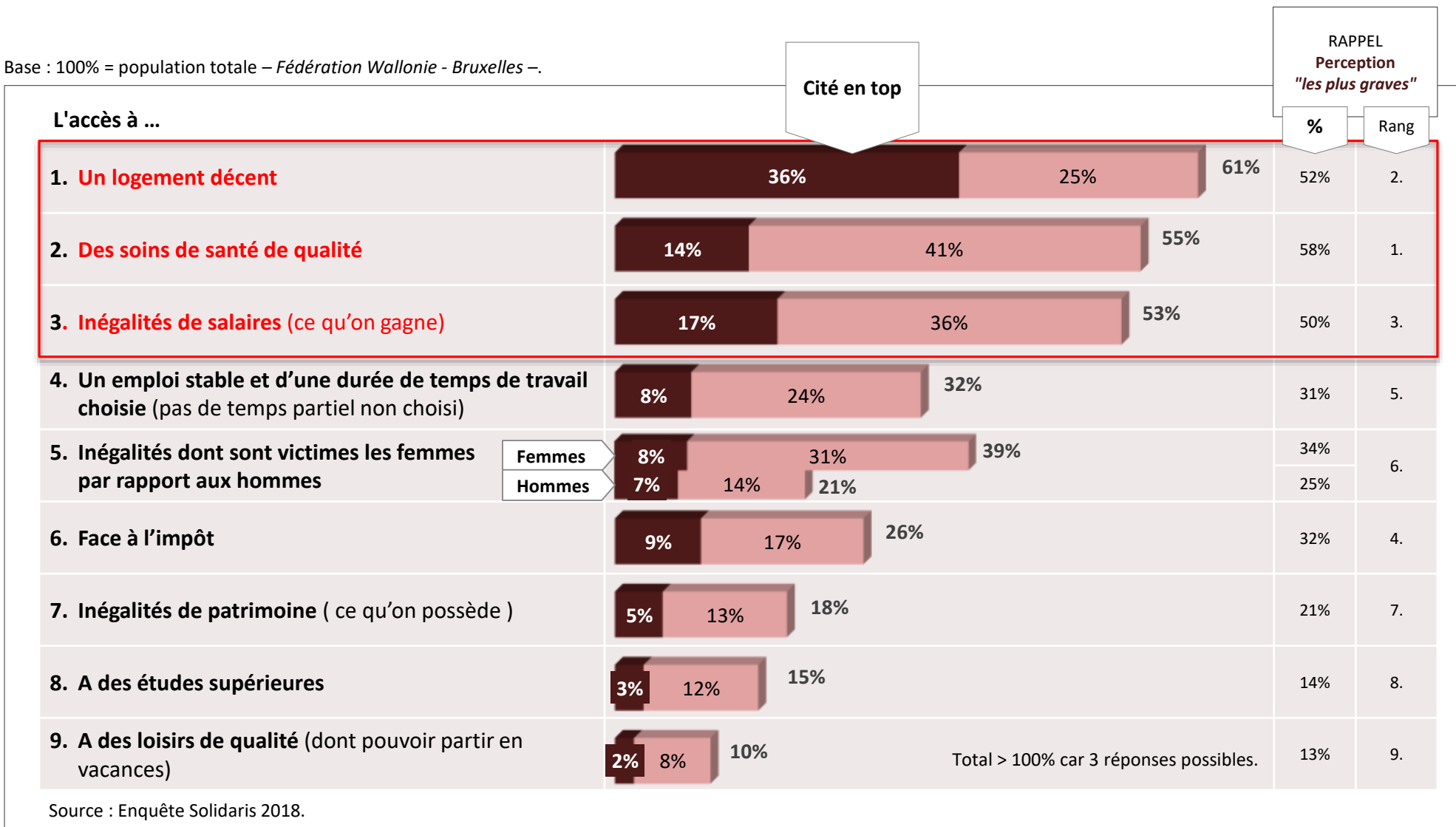
- + Paye + de 40% de ses revenus pour le logement 56%
- Paye - de 40% de ses revenus pour le logement 46%

Source : Enquête Solidaris 2018.

# LES INÉGALITÉS PERÇUES COMME LES PLUS RÉPANDUES

► Parmi les inégalités suivantes, quelles sont les trois qui vous paraissent les plus répandues :

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



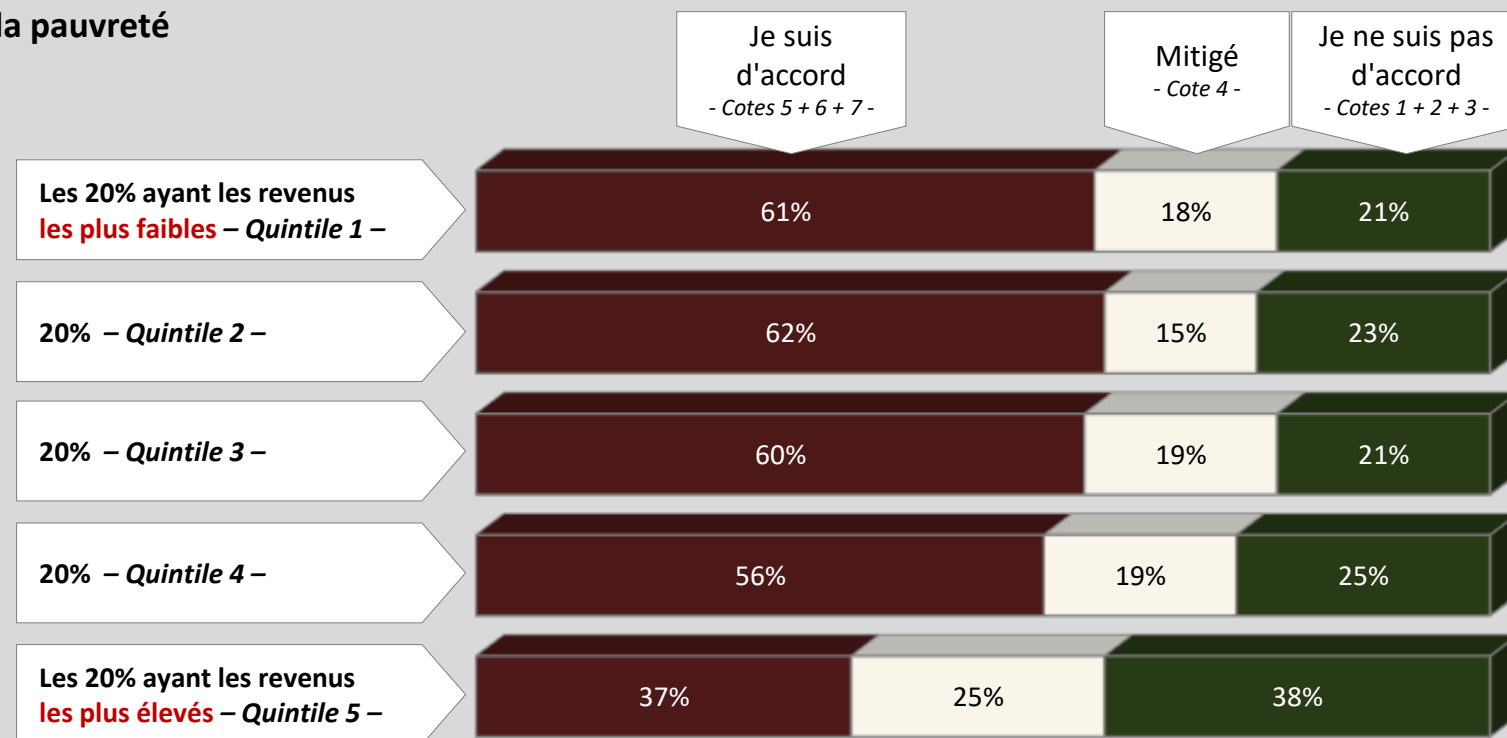
Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **A propos de la perception des inégalités de revenus :**
  - **une majorité estime que les allocations de chômage et les revenus de remplacement sont trop bas pour éviter la pauvreté. Seuls les 20% qui ont les revenus les plus élevés ne sont pas majoritairement d'accord avec cette perception, eux estiment que ces allocations et revenus de remplacement suffisent pour éviter la pauvreté ! Cette non reconnaissance de la vie quotidienne des moins favorisés qu'eux peut nourrir chez ces derniers une colère violente à l'égard des « élites ».**
  - **par rapport aux inégalités en termes de salaires, il existe un ressentiment important : plus de six salarié(e)s sur dix estiment être rémunéré en-dessous de ce qu'ils méritent. Logiquement, davantage parmi les personnes en situation de "mal emploi" et inversement, moins parmi les hauts revenus.**

# LES INÉGALITÉS DE REVENUS

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

## Les allocations de chômage et les revenus de remplacement sont trop bas pour éviter la pauvreté

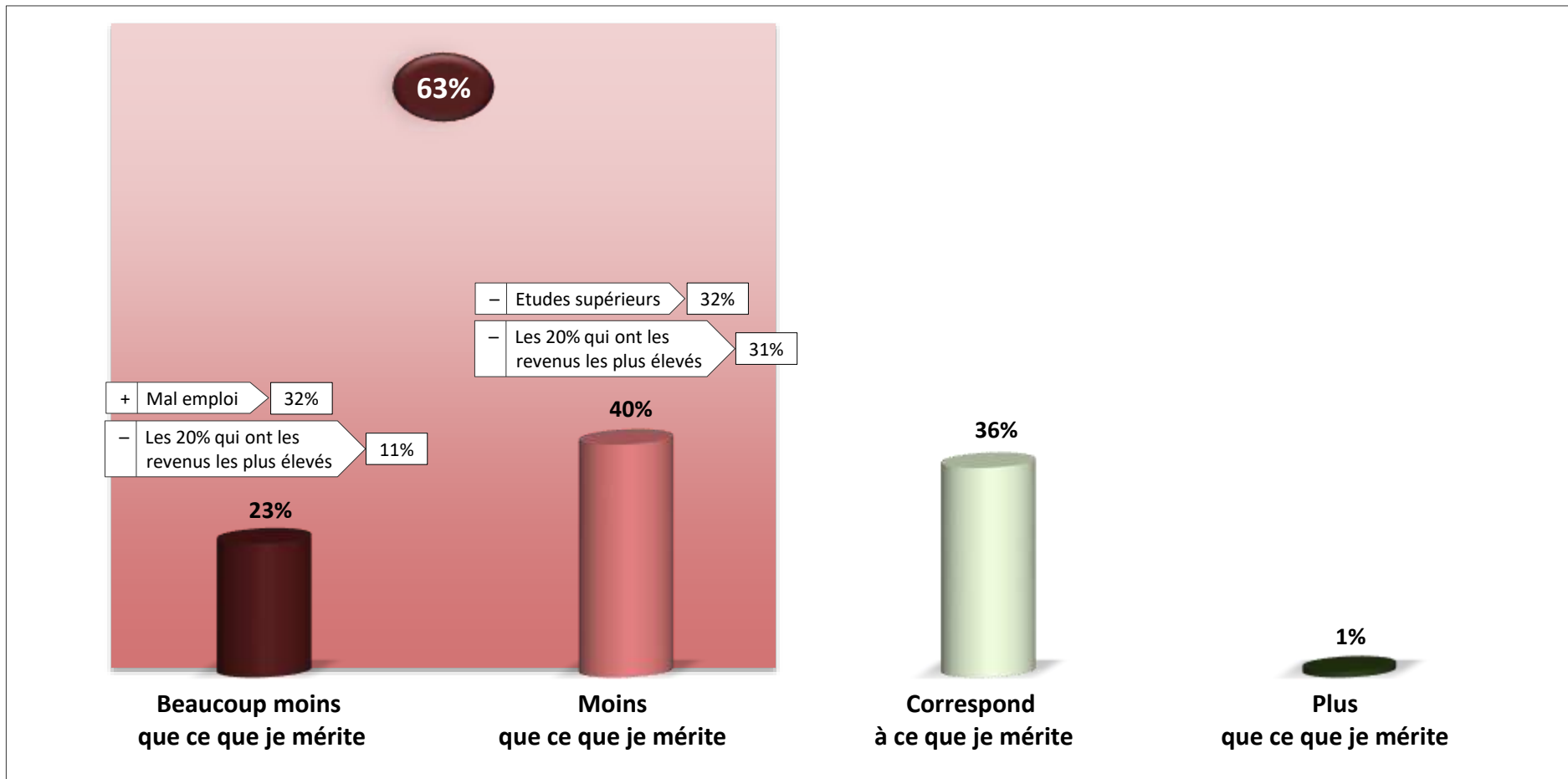


Source : Enquête Solidarité 2018.

# LES INÉGALITÉS PERÇUES

- ▶ **Concernant le montant que vous gagnez** (si vous êtes actuellement sans emploi ou en incapacité de travail ou retraité(e) pensez à votre dernière rémunération/ salaire), **vous diriez qu'en fonction de vos capacités et de vos efforts, que cette rémunération est :**

Base : 100% = les salarié(e)s dont les salarié(e)s pensionné(e)s – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.



Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **Parmi les inégalités perçues, celles existants entre les femmes et les hommes dans le monde professionnel sont ressenties de façon différenciée selon les femmes et les hommes.**
- ▶ **Hélas, classiquement, les hommes sont moins nombreux que les femmes à les ressentir. C'est "la double peine" pour les femmes : non seulement elles sont plus nombreuses à exprimer cette inégalité de genre mais en plus, les hommes ne reconnaissent pas dans les mêmes proportions cette situation.**



# LES INÉGALITÉS PERÇUES ENTRE FEMMES ET HOMMES

- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

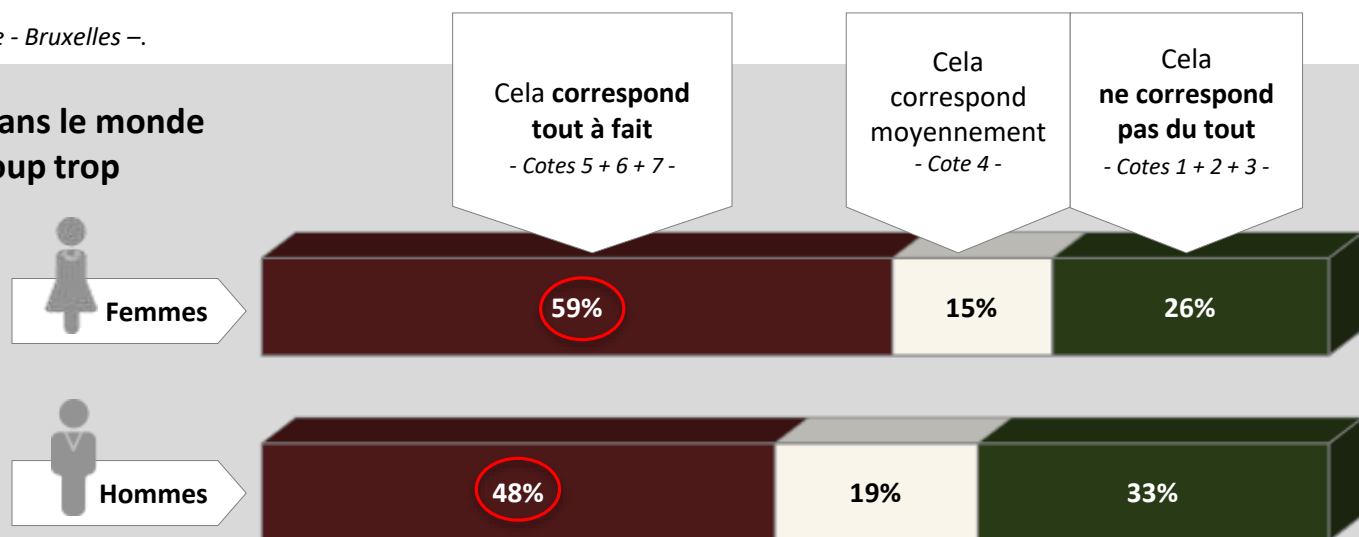
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Les inégalités hommes-femmes dans le monde professionnel sont encore beaucoup trop importantes en Belgique**



Source : Enquête Solidaris 2018.

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ Tordons d'abord "le cou à un canard" : **seul un individu sur quatre croit à la théorie du ruissellement** qui voudrait que s'il y a des riches qui s'enrichissent dans une société, cela finit par profiter à tout le monde. Sans surprise, tendanciellement, ceux qui y croient vraiment sont les plus nantis !
- ▶ La thèse d'un impact positif d'un enrichissement d'un groupe social sur l'ensemble de la société n'est donc pas partagée par une très large majorité.  
Cette perception est validée par l'approche d'un économiste, Daniel Cohen qui déclarait récemment\* : *"Aux Etats-Unis, sous Reagan on a appliqué cette théorie du ruissellement en réduisant les impôts, en privatisant et en dérégulant ce qui devait permettre selon la théorie néo-libérale de laisser les riches devenir encore plus riche afin que cela profite à toute la société. Résultat : avant ces mesures, les 1% les plus riches possédait 10% du revenu total, actuellement, ils en possèdent 20% et les 50% de la population sous le revenu médian en possédait avant ces mesures 20% et maintenant 10%, ce qui prouve que la théorie du ruissellement est fausse, elle ne permet qu'aux plus riches de s'enrichir encore davantage au détriment de la partie de la population qui gagne le moins. C'est donc l'inverse du ruissellement qui se passe"*.
- ▶ **La théorie du ruissellement est donc bien une idéologie qui n'a comme seule fonction que d'accentuer les inégalités de revenus en faisant croire que l'enrichissement des riches est bon pour tout le monde !**

\* Daniel Cohen, Directeur du Département d'économie de l'Ecole Normale Supérieure, Paris, interview sur BFMTV le 4 septembre 2018.

## LES IMPACTS PERÇUS DE CES INÉGALITÉS

- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

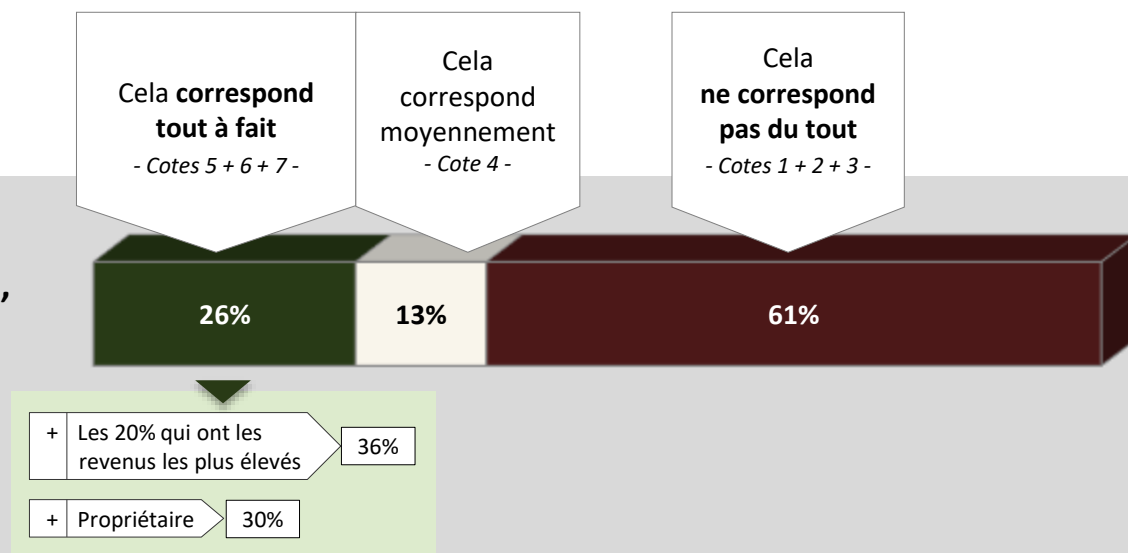
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Quand il y a beaucoup de riches dans la société, cela finit par profiter à tout le monde**



Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **Lorsque les inégalités sont élevées et ont tendance à augmenter, une large majorité – *six individus sur dix* – affirme clairement que les impacts sont :**
  - **un vivre ensemble mis en péril,**
  - **une Justice pour riches et une Justice pour les pauvres,**
  - **un affaiblissement de la démocratie,**
  - **une croissance économique menacée.**
  
- ▶ **Nous avons vu qu'une majorité perçoit la société actuelle dans notre pays comme très inégalitaire et ressent une croissance récente des inégalités.**

**On peut donc en déduire que la crainte des impacts que l'on vient d'examiner soit dans une dynamique qui s'accroît.**

## LES IMPACTS PERÇUS DE CES INÉGALITÉS

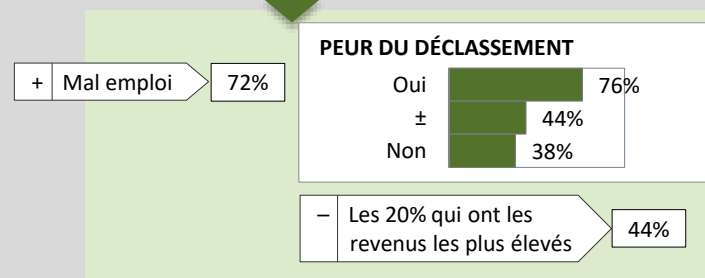
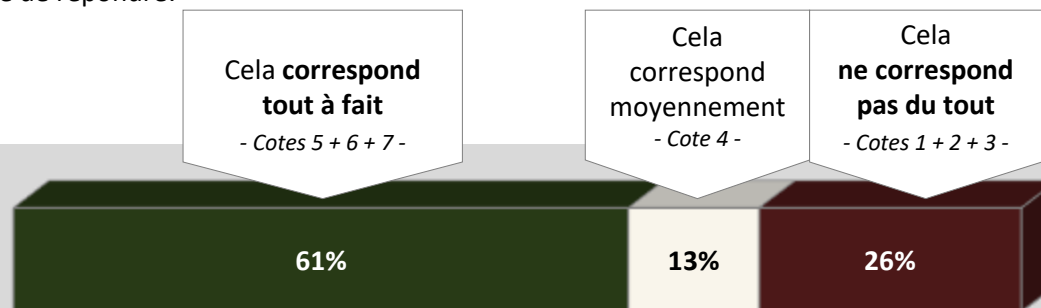
► Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête. Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**. Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

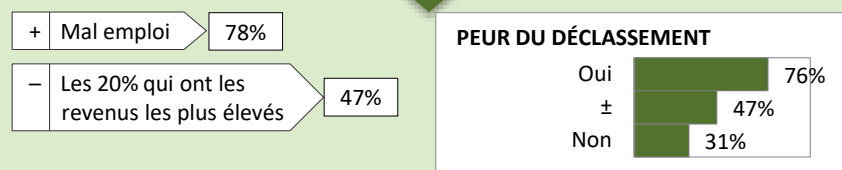
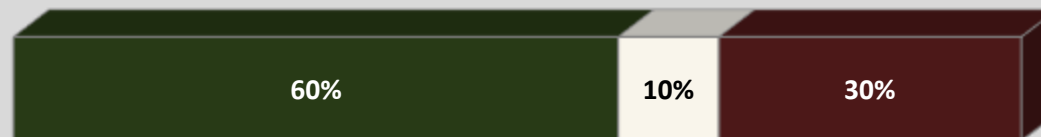
Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Lorsque les inégalités socio-économiques augmentent, le vivre ensemble est mis en péril**



- **J'ai vraiment le sentiment qu'il y a une justice pour les riches et une justice pour les pauvres**

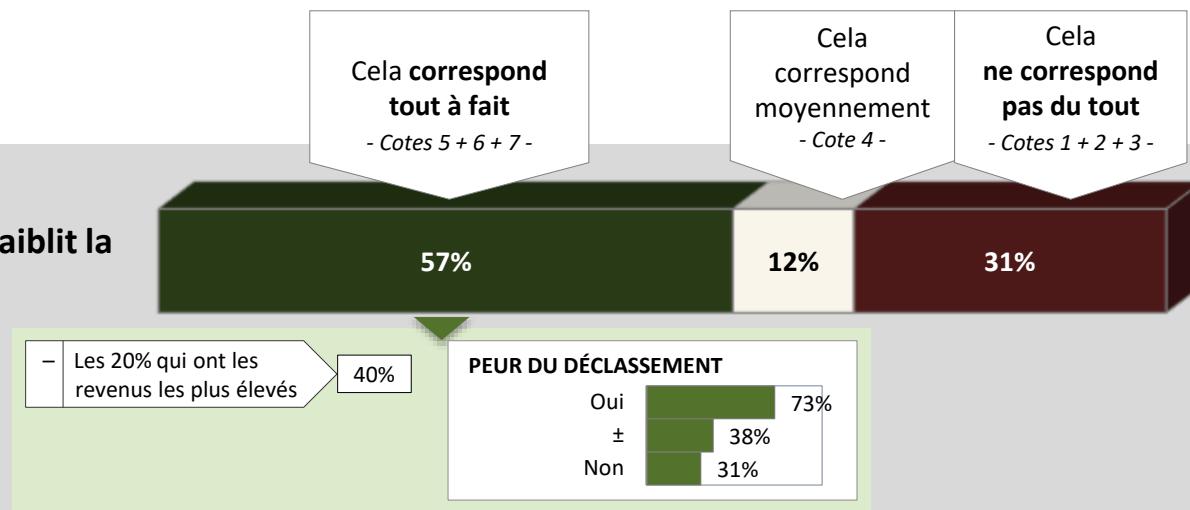


Source : Enquête Solidararis 2018.

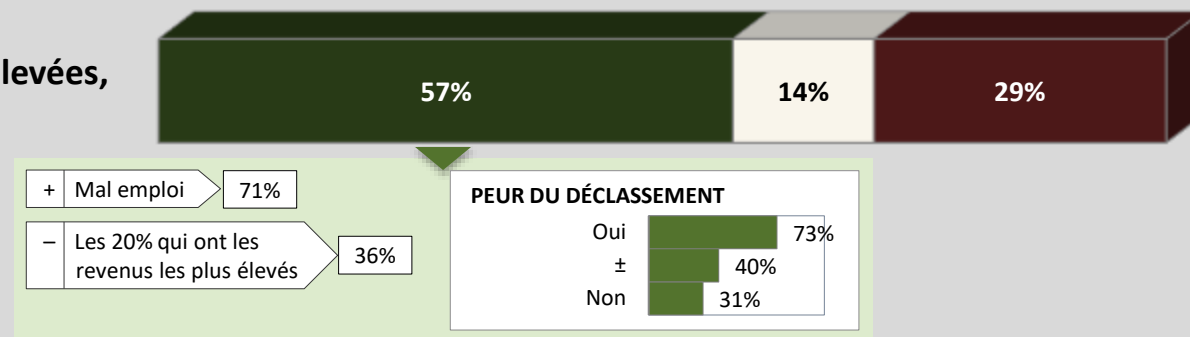
# LES IMPACTS PERÇUS DE CES INÉGALITÉS

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- La montée des inégalités socio-économiques affaiblit la démocratie



- Lorsque les inégalités socio-économiques sont élevées, cela nuit à la croissance économique



Source : Enquête Solidaris 2018.

# AGENDA

---

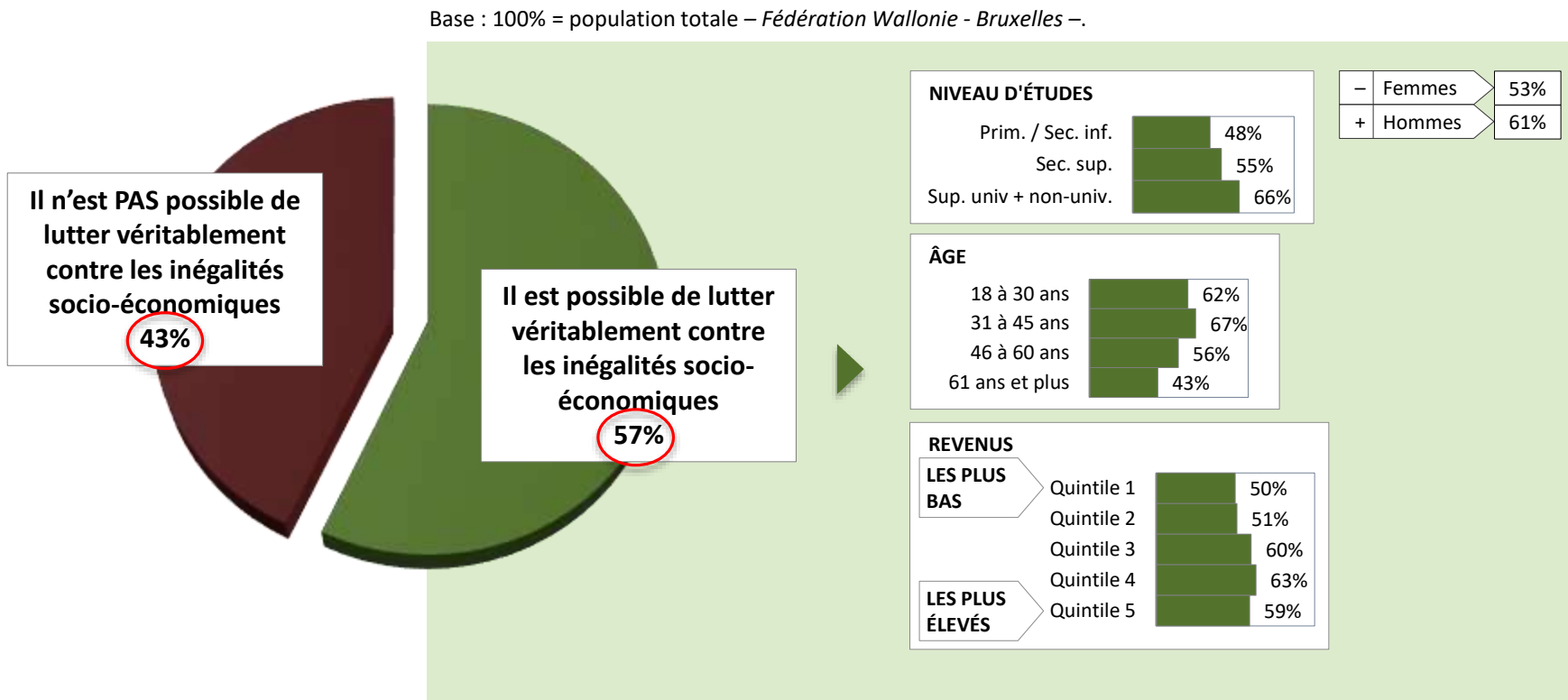
▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.



- ▶ **Près de six individus sur dix ne sont pas résignés et pensent qu'il est possible de lutter véritablement contre les inégalités socio-économiques.**  
C'est une attitude de principe qui ne conduit pas automatiquement à des comportements.
  
- ▶ **Mais on observe aussi que :**
  - les femmes sont légèrement plus résignées que les hommes,
  - les plus âgés, > 60 ans, le sont aussi davantage que les plus jeunes, surtout les moins de 45 ans,
  - les revenus faibles sont légèrement plus résignés que les autres,
  - les niveaux de diplômes faibles sont plus résignés que les diplômes du supérieur.
  
- ▶ **Autrement dit, bien que dans tous les groupes sociaux, au moins quatre à cinq sur dix n'adoptent pas une attitude résignée de principe, lorsque des variations apparaissent, elles semblent signifier que les plus précaires, les plus fragiles, ceux qui sont les plus victimes des inégalités sont un peu plus résignés que les autres.**

# QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ?

► Laquelle des deux opinions suivantes est la plus proche de la vôtre :



Source : Enquête Solidaris 2018.

► **Que faire selon les individus ?**

**Concernant la réduction des inégalités grâce à la redistribution des revenus, diverses mesures possibles qu'un gouvernement pourraient prendre ont été suggérées.**

**Une mesure est plébiscitée par une large majorité : "la lutte contre les paradis fiscaux qui permettent d'échapper légalement à l'impôt".**

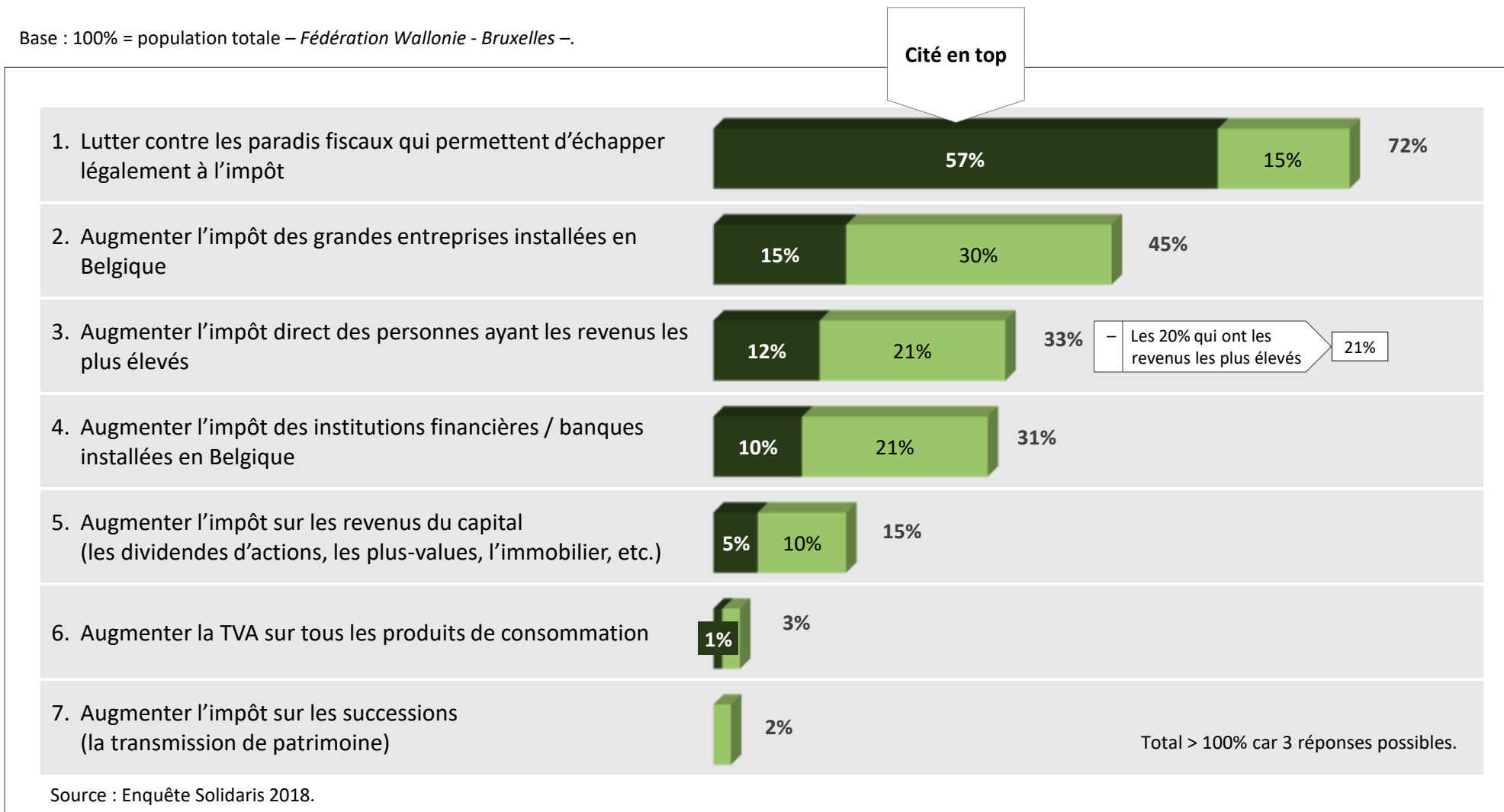
**Viennent ensuite l'augmentation des impôts des grandes entreprises, des institutions financières et des personnes ayant les revenus élevés.**

**Etrangement, l'augmentation de l'impôt sur les revenus du capital et sur les successions est peu souhaitée. Alors que ces revenus, en s'accumulant, permettent l'aggravation des inégalités.**

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ?

- Pour réduire les inégalités socio-économiques grâce à la redistribution des revenus par la fiscalité, **que devrait faire selon vous le gouvernement en PRIORITE** et en second lieu :

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidaris 2018.

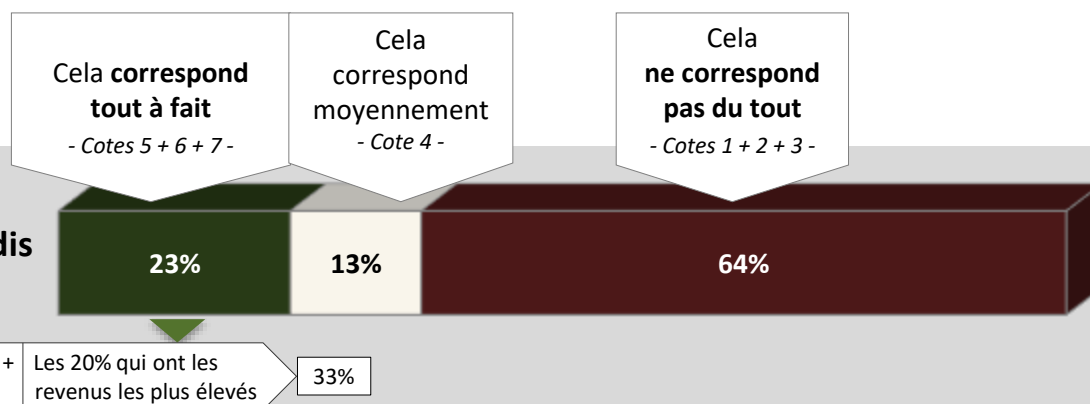
- ▶ **Au-delà du souhait de ces actions notamment à l'égard des paradis fiscaux, c'est la méfiance qui domine concernant les initiatives du gouvernement actuel. Seul un individu sur quatre a le sentiment que le gouvernement agit vraiment dans ces domaines précis.**

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ? – LES ATTENTES

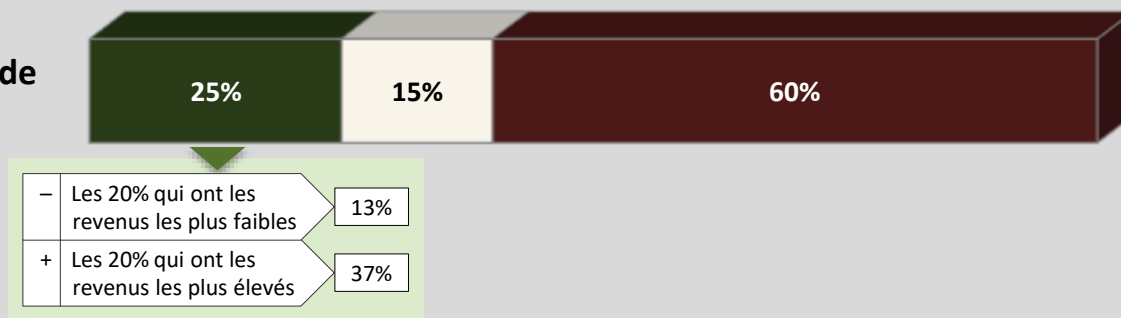
- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.  
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :
  - 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
  - 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Le gouvernement belge lutte vraiment contre les paradis fiscaux, c'est-à-dire l'évasion fiscale**



- **Le gouvernement belge lutte vraiment contre la fraude fiscale**



Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **Plus généralement, aucun acteur, aucune institution n'est perçu comme agissant vraiment pour tenter de réduire les inégalités.**

**C'est une défiance très forte qui domine.**

Seuls les syndicats de travailleurs, les ONGs et les mutualités sont perçus comme agissant vraiment mais ce sont seulement deux à trois individus sur dix qui l'expriment.

Pour tous les autres acteurs ou institutions, seuls de très rares individus estiment qu'ils agissent vraiment pour réduire les inégalités, souvent moins d'un sur dix.

- ▶ **Mais des attentes existent notamment à l'égard des diverses institutions de l'Etat (gouvernement fédéral, régional, les Services publics en général, les responsables politiques belges et européens, les partis).**

Même si peu d'individus expriment ces attentes – *ils ne sont jamais plus de trois sur dix et souvent ils sont deux sur dix* –, c'est manifestement une attente à l'égard d'un acteur précis : l'Etat, donc un Etat qui protège et régule.

- ▶ **Seules deux institutions voient "coller" la perception de ce qu'elles font aujourd'hui et les attentes à leur égard : les syndicats de travailleurs et la Sécurité Sociale. Néanmoins, le nombre de ceux qui expriment des attentes à l'égard de ces deux institutions est faible. Dans tous les autres cas, les attentes sont nettement plus nombreuses que les perceptions des actions actuelles.**

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ? – LA CONFIANCE DANS LE FAIT D'AGIR

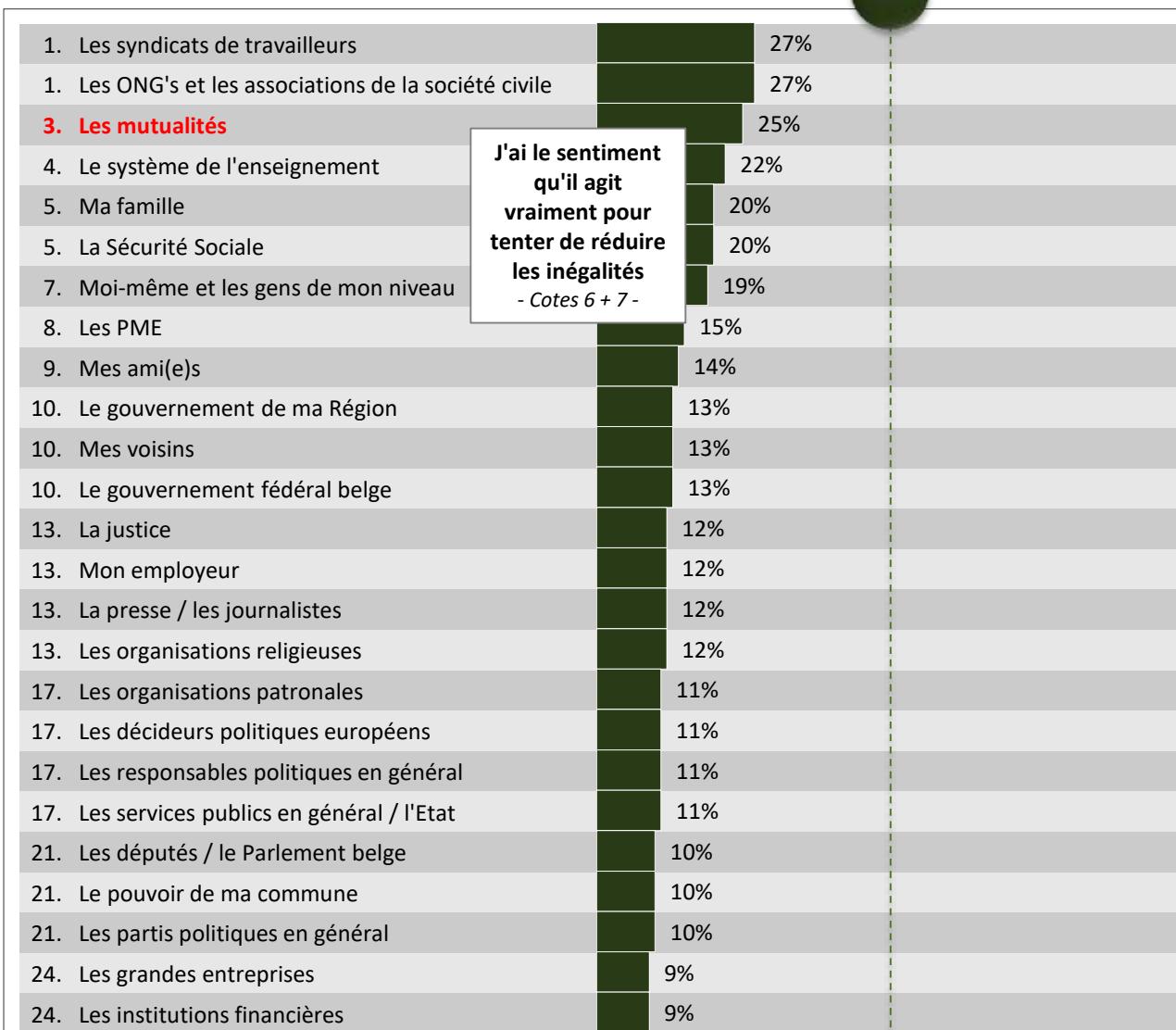
► Pour chacun des acteurs ou organisations suivants, dites-moi si vous pensez ou non qu'il agit pour tenter de réduire les inégalités socio-économiques en Belgique. Merci de répondre au moyen d'une échelle de 1 à 7 :

- 1 signifie que vous pensez que cet acteur / organisation n'agit vraiment pas pour tenter de réduire les inégalités en Belgique,
- 7 signifie que vous pensez que cet acteur / organisation agit vraiment pour tenter de réduire les inégalités en Belgique,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

50%



Source : Enquête Solidaris 2018.

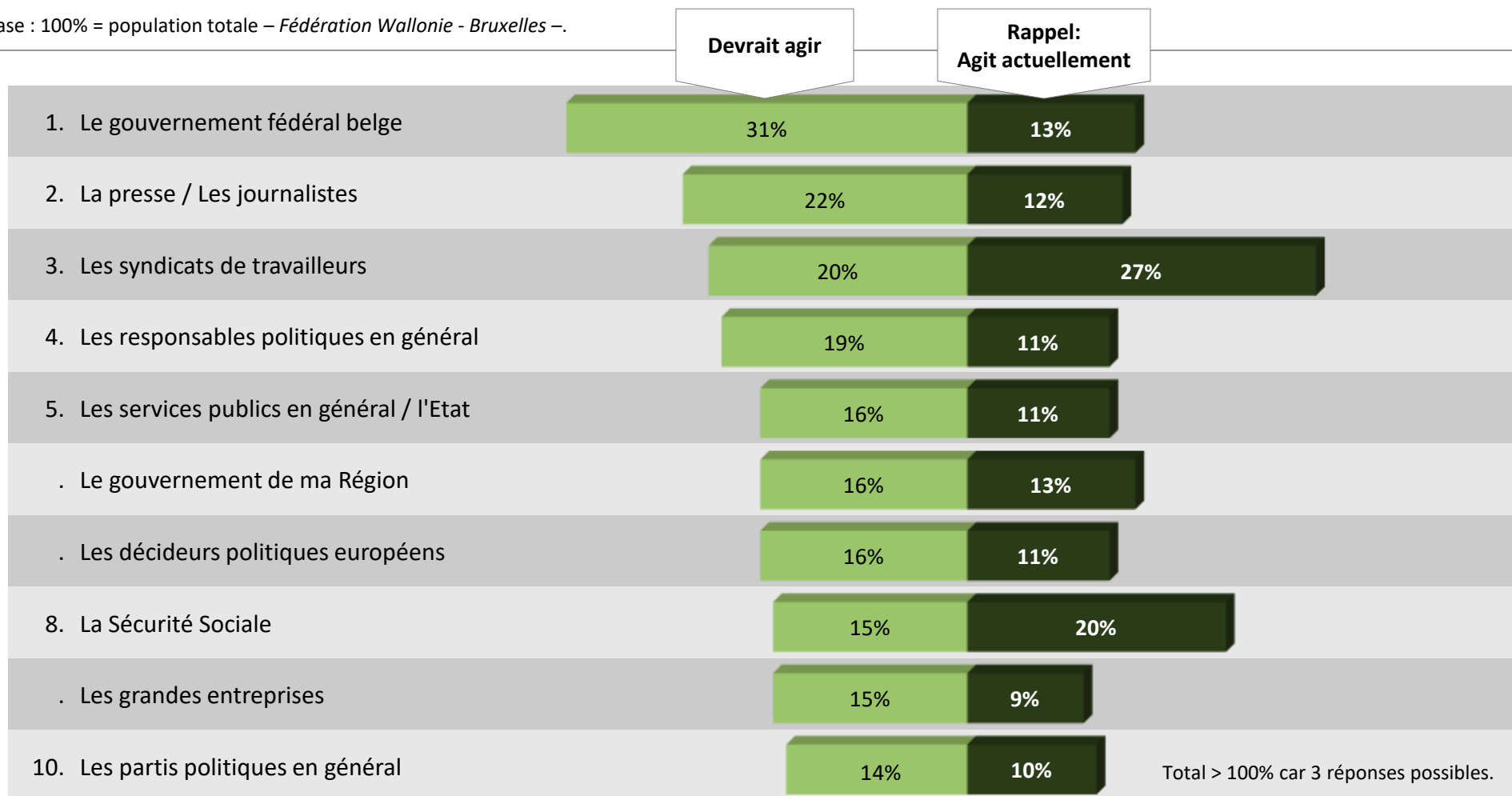


## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ? – LES ATTENTES

### LE TOP 10

- Maintenant je vais vous demander **qui parmi la liste suivante devrait selon vous agir en priorité** pour tenter de réduire les inégalités socio-économiques en Belgique ? Merci d'en indiquer 3 par ordre d'importance de vos attentes en commençant par celui dont vous attendez le plus qu'il agisse pour tenter de réduire les inégalités.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



Source : Enquête Solidaris 2018.

- ▶ **Nous avons donc observé :**
  - **qu'il y a peu de résignation : les inégalités ne sont pas perçues comme une fatalité,**
  - **que faire selon les individus ? Diverses idées de mesures fiscales sont souhaitées dont la question des paradis fiscaux,**
  - **qui est perçu comme agissant ? Aucun acteur / institution n'est perçu comme agissant vraiment actuellement pour réduire les inégalités,**
  - **qui devrait agir ? Les attentes lorsqu'elles s'expriment c'est à l'égard du Politique : l'Etat (divers niveaux) et les acteurs politiques. C'est un appel à un Etat qui protègerait à nouveau comme l'a fait l'Etat-Providence au XXème siècle.**
  
- ▶ **En effet, une majorité pense que *"pour réduire les inégalités, il faut surtout agir au niveau collectif car les causes profondes des inégalités relèvent de l'organisation générale de la société"*.**  
Cette conviction est encore davantage partagée parmi ceux qui vivent une peur du déclassement social.
  
- ▶ **Ce qui prouve que domine la perception que les inégalités sociales ne sont pas liées au mérite individuel mais à la structure générale de la société.**

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ?

- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

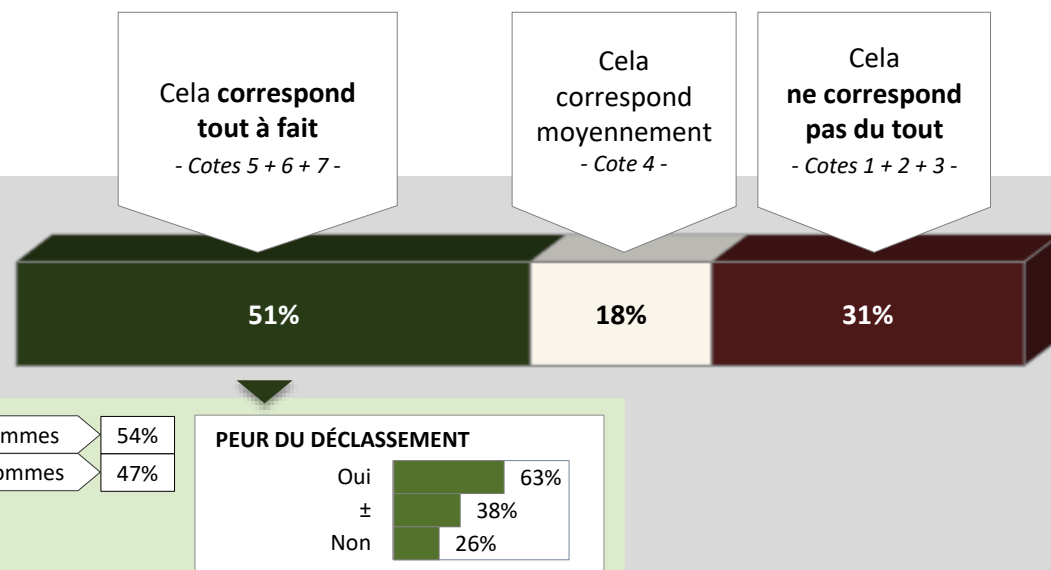
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Pour réduire les inégalités dans notre société, il faut surtout agir au niveau collectif car les causes profondes des inégalités relèvent de l'organisation générale de la société**



Source : Enquête Solidaris 2018.

### ► Mais tout se passe alors comme si un BLOCAGE se profilait :

- on est convaincu qu'il faut une action collective, donc Politique, même si les attentes ne sont pas toujours exprimées par des majorités, lorsqu'elles le sont, c'est à l'égard du Politique,
- **mais** une majorité pense que *"les responsables politiques ne connaissent vraiment pas la vie de gens comme moi"*, donc notamment le fait de subir parfois de façon violente diverses inégalités perçues comme très injustes (logement, accès soins de santé, niveau des salaires, etc.). En effet ce sentiment de deux univers qui ne se connaissent pas est davantage présent parmi les plus fragiles (mal emploi, revenus faibles), ceux qui vivent une peur du déclassement social. Ils se sentent "abandonnés".
- **en conséquence**, s'affirme chez certains le désir d'évaluer les partis politiques ou les responsables politiques selon la place qu'il accorde à la lutte contre les inégalités.  
*"C'est un critère déterminant"* pour une majorité mais logiquement davantage parmi les plus fragiles et parmi ceux qui craignent un déclassement social. C'est un critère de classement.  
L'analyse des comportements lors des dernières élections communales conduit à se demander si ce critère de classement ne conduit pas certains, les plus fragiles, à considérer qu'aucun parti ne comprend ce qu'ils vivent comme inégalités. Cette perception encourage certains à se détacher totalement du système politique / électoral/ démocratique. En effet, le constat qu'un francophone sur cinq, soit ne s'est pas déplacé pour aller voter soit à voter blanc ou nul, indique qu'une frange significative de la population a décroché, a quitté la société. L'analyse de ces données montre qu'il s'agit tendanciellement des plus fragiles, le non vote est lié au niveau socio-économique de la commune, plus il est faible, moins on vote\* ! **Ces individus, lourdement victimes des inégalités, se sentent tellement abandonnés qu'ils ne se prononcent même plus pour choisir les responsables politiques. Cela fragilise fortement la démocratie.**

\* Le Soir, édition du 23 octobre 2018 et analyse du CRISP.

- ▶ Le blocage vient du fait que l'Histoire nous apprend que le moteur du changement social est un conflit au cœur de la société. **Donc il faut des acteurs en conflit et un enjeu** : la capacité à influencer sur les grandes orientations de la société.

Les partis et les responsables politiques sont les "relais" de ces acteurs en conflit.

En appeler aux Politiques ne constitue pas un acteur social.

- ▶ Dans l'introduction de ce rapport nous évoquons les analyses du philosophe Philippe Van Parijs selon lequel von Hayek avait anticipé qu'une des conséquences de la libéralisation de tous les marchés allait casser tout mouvement collectif. Donc empêcher qu'une force sociale ne se constitue en acteur créant du conflit.

*Et nous ajoutons que "L'hétérogénéité des situations de travail et de vie est devenue telle que l'identification aux autres et le sentiment de partager des intérêts et une vision d'un futur désirable est devenu beaucoup plus complexe. Définir de nouvelles utopies crédibles et de nouveaux horizons de lutte qui touchent aux grandes orientations de nos sociétés semble illusoire et donc peu mobilisateur. Ce qui tend à dominer sont les conflits défensifs et souvent corporatistes. Ou des explosions de colère que les idéologies populistes identitaires parviennent à manipuler habilement et à capitaliser en leur faveur dans leur stratégie de quête du pouvoir."*

- ▶ **L'enjeu est donc bien de contribuer à faire émerger cet acteur qui serait en capacité de créer du conflit pour inverser cette évolution qui semble généralisée de l'augmentation des inégalités.**

**Un point d'appui est cet appel (désespéré ?) d'une partie de la population, dont les plus fragiles, au Politique.**

**L'époque récente montre que partout, les seuls responsables politiques qui ont réussi à capitaliser cet appel à un Etat qui protège et régule sont les populistes identitaires qui progressent partout. Or, l'Histoire montre aussi que les replis nationalistes ne sont jamais une réponse aux défis et aux enjeux mais qu'au contraire ces politiques, à terme, appauvrissent ceux-là même qui les ont portés au pouvoir.**

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ?

- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

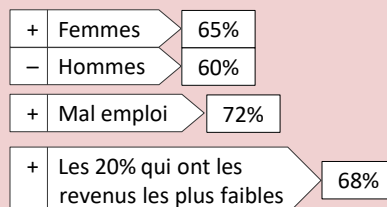
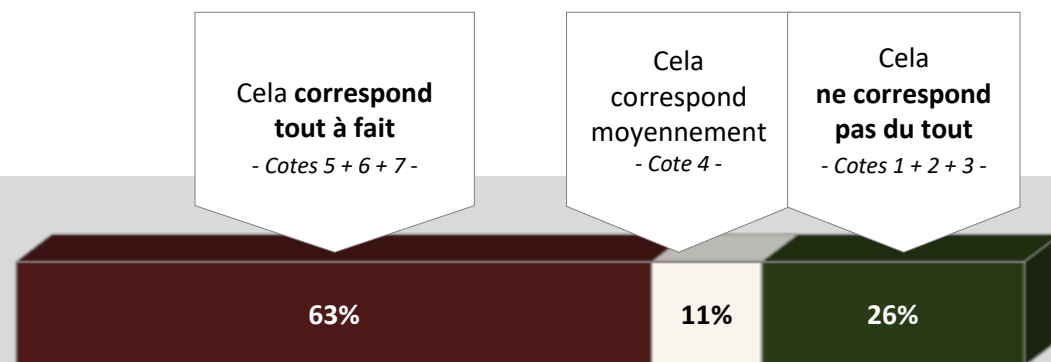
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

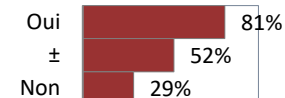
Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Les responsables politiques ne connaissent vraiment pas la vie de gens comme moi**



### PEUR DU DÉCLASSEMENT



Source : Enquête Solidaris 2018.

## QUE FAIRE ? QUI DOIT AGIR ?

- ▶ Voici quelques opinions que nous avons entendues en préparant cette enquête.  
Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à VOTRE situation ou à ce que VOUS pensez **PERSONNELLEMENT**.

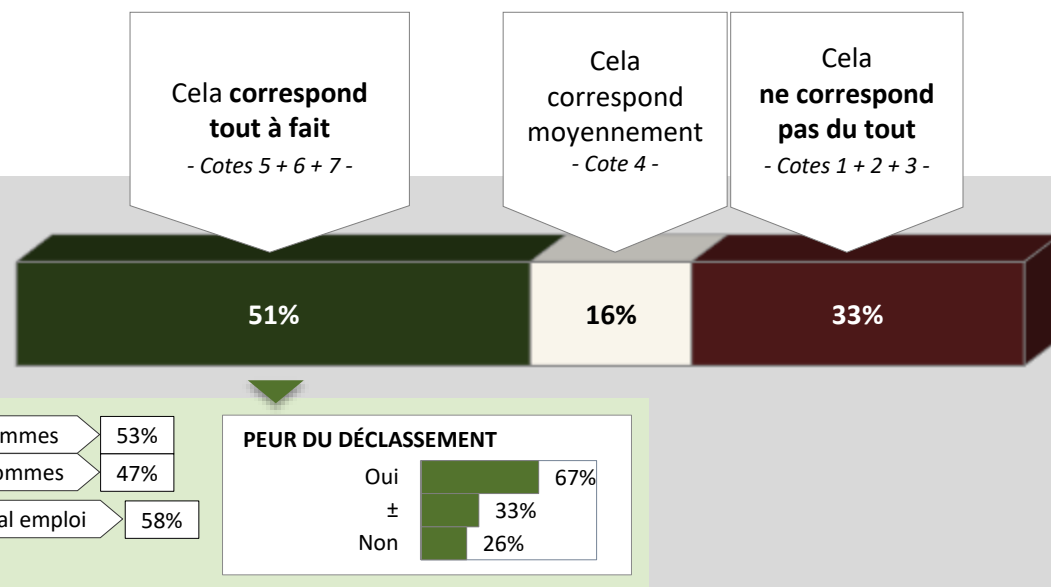
Je vais vous demander de répondre grâce à une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela **NE CORRESPOND PAS DU TOUT** à ce que vous pensez ou à votre situation,
- 7 signifie que cela **CORRESPOND TOUT A FAIT** à ce que vous pensez ou à votre situation,

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer ce que vous avez envie de répondre.

Base : 100% = population totale – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Lorsque j'évalue un parti politique ou un(e) responsable politique, la place qu'il accorde à la lutte contre les inégalités socio-économiques joue vraiment un grand rôle, pour moi, c'est un critère déterminant



Source : Enquête Solidararis 2018.



# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ Qu'il s'agisse des statistiques « objectives » ou des ressentis des individus, **le constat massivement partagé est celui d'une société de plus en plus inégalitaire et perçue comme injuste.**
  
- ▶ **Trois aspects sont au cœur des inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes :**
  - l'accès aux soins de santé de qualité,
  - l'accès à un logement décent,
  - une rémunération digne du travail.
  
- ▶ **Ces inégalités, on l'a abondamment vu, altèrent en profondeur la vie des individus (logement, soins de santé, etc.).**

► De façon sourde, l'individu ressent :

- que **les causes profondes des inégalités relèvent du système** dans lequel on vit et non du mérite individuel,
- **DONC** il faut agir collectivement sur le système et les individus ne sont pas résignés : pour eux, les inégalités ne sont pas une fatalité,
- **MAIS** aucun acteur collectif n'est perçu par des majorités comme agissant afin de réduire les inégalités et lorsque des attentes s'expriment, c'est à l'égard d'un Etat qui protégerait et régulerait. Mais peu d'individus expriment ces attentes. C'est la défiance qui domine et notamment le sentiment que les décideurs politiques ne connaissent plus la vie concrète des gens.
- **l'individu est alors DECHIRE** entre les deux termes d'une injonction perverse :
  - le désir de se prendre en main, de conjurer ces fatalités et d'acquérir une réelle capacité de modifier sa vie et donc la nécessité d'agir **collectivement** sur les logiques inégalitaires,
  - étant donné la défiance à l'égard de tous les acteurs collectifs, une incapacité d'agir, **seul**, sur les racines des inégalités. Le contexte de désinstitutionnalisation bloque l'individu.
- Cet individu, déchiré, seul, subit alors les inégalités et devient accessible à toutes les rhétoriques qui lui fournissent des explications simplistes. Il pourrait aussi basculer dans des jacqueries violentes.

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Un point de départ : ne pas combattre les inégalités, c'est :**
  - **laisser la pauvreté se développer et s'accroître,**
  - **mettre en péril la cohésion sociale et la démocratie car la croissance des inégalités conduit à la recherche de boucs-émissaires, de coupables – *les réfugiés, les immigrés, les chômeurs, etc.* – donc une hausse de la xénophobie, des replis ethno-nationalistes, de l'hyper fragmentation de la société, des discours de rejets voire de haine, plutôt que de chercher des solutions apaisées,**
  - **prendre le risque d'explosions de colère, de jacqueries violentes qui détruiraient nos systèmes de négociations sociales.**
  
- ▶ **Ce combat nous semble prioritaire. Et très urgent !**

► Que faire ?

Pour tracer un cadre théorique dans lequel penser des pistes d'actions, nous proposons de nous référer au **concept de « capacité »** proposé par Amartya Sen, prix Nobel d'économie.

Il définit la « capacité » comme la possibilité effective qu'a un individu d'accomplir certains actes.

Outre les ressources propres à chaque individu, il s'agit aussi de prendre en compte le cadre qui permettra à chacun d'effectivement devenir maître de son destin, d'exercer sa liberté et de pouvoir choisir REELLEMENT sa vie.

Les injonctions perverses que nous avons mises au jour à l'issue de ce rapport, les équations impossibles à résoudre et les déchirements internes qu'elles entraînent peuvent être interprétées comme des déficits de « capacités ».

**Créer véritablement cette « capacité » implique d'agir simultanément :**

- **sur les individus en renforçant leurs capacités, leurs ressources,**
- **et sur le cadre qui définit l'espace de possibilités où ces capacités peuvent se déployer.**

**Au niveau des individus,** les actions peuvent prendre la forme d'informations, de formations, d'aides à la mise en réseau.

**Au niveau du cadre,** les actions doivent porter sur le plaidoyer politique pour obtenir les modifications ou améliorations du cadre législatif et/ou réglementaire, peser sur des allocations de moyens à certaines politiques, etc.

► Concrètement, nous suggérons :

Renforcer les capacités des individus	Modifier le cadre légal
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobiliser tous les citoyens dans le combat pour les revenus (le pouvoir d'achat).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter les salaires minimums et les revenus - <i>allocations diverses</i> -, et réduire légalement les diverses formes de précarisation du travail,</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les individus à propos de la connaissance des mécanismes qui produisent les inégalités. Eviter de tomber dans le piège de la recherche de boucs-émissaires. Développer l'esprit critique. Faire une pédagogie efficace.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer une fiscalité globale de tous les revenus et rendre impossible l'optimisation fiscale : « les impôts sont payés dans le pays où le chiffre d'affaires est réalisé ».</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener un combat d'éducation permanente, pour déculpabiliser les plus précaires, leur faire prendre conscience de leurs droits et les inciter à les revendiquer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer un véritable plan d'urgence pour les 20 % laissés au bord du chemin : accès à des aides, notamment pour le logement, les soins de santé (dont les médicaments), l'accès à la Justice, etc.</li> </ul>

► **Concrètement, nous suggérons** *(suite)* :

Renforcer les capacités des individus	Modifier le cadre légal
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider à la prise de conscience culturelle de l'absence de fatalité(s) de l'échec scolaire notamment en encourageant et en favorisant l'inscription en crèches et en maternelle. C'est là que se jouent les chances d'échec ou de réussite dans la scolarité ultérieure et c'est pour les familles les plus défavorisées (entre autres celles où la langue parlée à la maison n'est pas le français, ou lorsque le niveau d'études des parents est faible, etc.) que le bénéfice d'une socialisation scolaire précoce se fait le plus sentir.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'accès à l'enseignement dès le plus jeune âge notamment en réduisant l'âge de la scolarité obligatoire (de 6 à 3 ans) et en votant des budgets qui permettent une prise en charge des enfants dans des conditions d'encadrement efficaces (et qui permettent des horaires d'ouvertures larges, etc.).</li> <li>Développer un véritable plan de lutte contre l'échec scolaire. Objectif : abaisser le nombre d'adolescents quittant l'enseignement secondaire supérieur (CESS) sans le diplôme de 15 à 10% en 2020.</li> </ul>



# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ Le sondage :
  - Enquête auprès d'un échantillon de 1.001 individus représentatifs de la population vivant en Wallonie et à Bruxelles de 18 ans et plus.  
Méthode des quotas : âge, sexe, niveau d'études, revenus et localisation géographique.
  - Marge d'erreur :  $\pm 2,5$  % pour des pourcentages de 20 à 80% avec un intervalle de confiance de 95%.
  - Enquêtes réalisées par Dedicated par internet du 5 au 20 septembre 2018.
  
- ▶ Les traitements statistiques : Delphine Ancel ( Institut Solidaris ).
  
- ▶ La mise en page : Anick Lauwereins ( Art O'Media ).
  
- ▶ L'analyse et l'interprétation : Martin Wauthy, directeur marketing de Solidaris ( martin.wauthy@solidaris.be ) , Delphine Ancel, responsable des études à l'institut Solidaris ( delphine.ancel@solidaris.be ) et Benoît Scheuer, sociologue, institut Survey & Action ( [b.scheuer@survey-action.be](mailto:b.scheuer@survey-action.be) ).

- ▶ Remarque méthodologique sur la construction des « quintiles de revenus » ( individuel ou du ménage ) dans l'enquête :
    - cette variable n'est pas un quota de field,
    - deux questions sont posées pour connaître le revenu individuel et celui du ménage :
  - Pour nous permettre de réaliser certains traitements statistiques, si vous calculez VOTRE revenu mensuel moyen net, donc le vôtre personnellement, pas celui de votre ménage, donc PAS en additionnant à celui de votre éventuel conjoint, et en NE prenant PAS en compte les éventuelles allocations familiales, donc uniquement ce que vous recevez personnellement vous-même, effectivement chaque mois en moyenne des 12 derniers mois comme si vous étiez une personne isolée. Pour ce faire, additionnez vos éventuels revenus professionnels payés par un employeur/ société d'intérim ou vos revenus provenant d'une activité d'indépendant, les éventuelles allocations de chômage payées par l'Onem, les éventuels revenus d'insertion payés par un CPAS. Compte tenu de tout cela, vous avez un chiffre total moyen net de VOTRE revenu personnel par mois en tête, il s'agit approximativement de : XX.XXX €/ NET / MOIS.
  - Enfin, toujours pour nous permettre de réaliser certains traitements statistiques, si vous calculez le revenu mensuel moyen net de votre ménage - vous et votre conjoint – depuis +/- 12 mois, donc ce que vous recevez effectivement chaque mois. Pour ce faire, totalisez tous les revenus professionnels : les vôtres ET ceux de votre éventuel conjoint, mais aussi les allocations familiales, les primes diverses, les revenus immobiliers, mobiliers, commerciaux, les allocations de chômage, etc. Compte tenu de tout cela, vous avez un chiffre en tête, il s'agit approximativement de : XX.XXX €/ NET / MOIS comme revenu moyen DE VOTRE MENAGE.
- Pour construire les quintiles, nous avons d'abord enlevé les valeurs aberrantes ( "0 €", "100 millions €") puis nous avons découpé l'échantillon en 5 segments de population de façon à obtenir "les 20% ayant les revenus les plus faibles" et ainsi de suite jusque "les 20% ayant les revenus les plus élevés". Nous avons opté pour cette façon de faire afin d'être en cohérence avec les données de la Banque Nationale de Belgique.

# AGENDA

---

▶ La présentation de Solidaris	1.
▶ Le Thermomètre Solidaris	4.
▶ Comment aborder la question des inégalités socio-économiques et quels sont les enjeux ?	7.
▶ Quelles sont les réalités des inégalités aujourd'hui ?	
▪ Les inégalités de revenus et de patrimoines	17.
▪ Les inégalités face à l'impôt	29.
▪ Les inégalités face au logement : la précarité matérielle et financière du logement	32.
▪ Les inégalités face au marché du travail : le taux de mal emploi	48.
▪ Les inégalités d'accès aux soins de santé et à la prévention	56.
▪ Les inégalités face à l'accès aux études et la reproduction sociale	74.
▪ Les inégalités femmes-hommes en termes socio-économiques	84.
▪ L'évolution du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les profils les plus fragilisés : les déterminants de la pauvreté ou de l'exclusion sociale	88.
▶ Que ressentent les individus ? Quelles sont les perceptions et les attitudes face aux inégalités socio-économiques ?	
▪ Les inégalités de revenus et l'image de soi	98.
▪ La perception dominante est une société belge très injuste et ce constat est encore plus net concernant l'augmentation des inégalités depuis 3-5 ans	102.
▪ Les inégalités perçues comme les plus répandues et les plus injustes	110.
▪ Les impacts perçus de ces inégalités : le mythe du ruissellement, une société de moins en moins démocratique et un vivre ensemble de plus en plus compliqué	120.
▪ Peu de résignation face aux inégalités mais aussi très peu de confiance dans les institutions et les acteurs constitués pour agir afin de les réduire	126.
▶ Une synthèse	146.
▶ Les pistes de recommandations de Solidaris	149.
▶ La fiche technique de cette étude	154.
▶ Contacts	156.

- ▶ **Martin WAUTHY** – Directeur Marketing SOLIDARIS  
Martin.Wauthy@mutsoc.be  
Tél : 02 515 02 72 – Gsm : 0476 31 36 50
- ▶ **Delphine ANCEL** – Responsable des études, Institut Solidaris.
- ▶ **Alain CHENIAUX** – Secrétaire général de la Mutualité Socialiste du Brabant wallon.



RUE SAINT-JEAN 32-38 - 1000 BRUXELLES